

**BANQUE AFRICAINE DE DEVELOPPEMENT
FONDS AFRICAIN DE DEVELOPPEMENT**



Mozambique – Document de stratégie pays 2018 -2022

**APPUI AU MOZAMBIQUE POUR LA RÉALISATION DES 5 GRANDES
PRIORITES**

RDGS

Jun 2018

Document traduit

TABLE DES MATIÈRES

Liste des sigles et abréviations _____	iii
Principales étapes _____	iv
Carte du Mozambique _____	v
RÉSUMÉ ANALYTIQUE _____	vi
1 INTRODUCTION _____	1
2 CONTEXTE PAYS _____	1
2.1 Contexte politique _____	1
2.2 Contexte économique _____	3
2.3 Contexte social et thèmes transversaux _____	7
Pauvreté et inégalités _____	7
3 CADRE DE PARTENARIAT ET POSITIONNEMENT DE LA BANQUE _____	9
3.1 Cadre stratégique national _____	9
3.2 Cadre du partenariat au développement _____	9
3.3 Atouts, perspectives, défis et faiblesses _____	12
3.4 Principaux résultats pour le RPPP _____	16
3.5 Enseignements tirés du DSP 2011-15 _____	17
4 STRATÉGIE DE LA BANQUE POUR 2018-2022 _____	17
4.1 Justification et sélectivité stratégique _____	17
4.2 Objectifs et piliers du DSP _____	19
4.3 Résultats escomptés du DSP _____	20
4.4 Domaines prioritaires particuliers _____	23
4.5 Programme d'activités national _____	24
4.6 Ressources du Groupe de la Banque _____	25
5 MODALITÉS DE MISE EN OEUVRE _____	26
6 CONCLUSIONS ET RECOMMANDATIONS _____	26
Annexe I - DSP 2018-22 – Programme d'activités national indicatif triennal glissant _____	I
* Projet déjà approuvé au niveau du Conseil, sur la base de l'approbation des piliers stratégiques de CODE _____	I
Annexe II – Matrice d'alignement stratégique _____	II
Annexe III – Matrice de la performance d'engagement pays _____	IV
Annexe IV – Cadre axé sur les résultats _____	IV
Annexe V – Portefeuille des opérations approuvées et en cours du Groupe de la Banque _____	IX
Annexe VI – Analyse du contexte pays _____	XI
Contexte économique _____	XI
Contexte social et thèmes transversaux _____	XVI
Annexe VII – Plan d'amélioration du portefeuille pays _____	XIX
Annexe VIII – Partenaires au développement au Mozambique _____	XXVII
Annexe IX – Paramètres de financement du pays _____	XXIX
Annexe X – Systèmes stratégiques et de planification du pays _____	XXX
Annexe XIII – Évaluation de la fragilité pays 2017 _____	XXXVII
Annexe XIV – Atténuation du risque de la stratégie pays _____	XLVII
Annexe XV – Évaluation du système de passation de marchés _____	XLIX
Annexe XVI – Pilotage du cadre du DSP 2014 d'OPSC _____	L
Annexe XVII – Matrice des observations de CODE _____	LIII
Annexe XVIII – Matrice des observations de CODE _____	LIII

Table des encadrés

Encadré 1 – L’affaire des dettes cachées

Encadré 2 – Défis et perspectives du Mozambique

Table des figures

Figure 1 - Évolution de la composition du PIB 1995-2016

Figure 2 – Solde budgétaire 2011-2020

Figure 3 – Solde du compte des opérations courantes

Figure 4 – Offre et demande de l’agriculture

Figure 5 - Contribution du portefeuille aux 5 grandes priorités

Figure 6 – Théorie du changement

Table des tableaux

Tableau 1 – Inducteurs de la fragilité au Mozambique

Liste des sigles et abréviations

FAD	Fonds africain de développement
BAD	Banque africaine de développement
FAE	Facilité africaine de l'eau
BP	Balance des paiements
PAP	Programme d'activités pays
COMZ	Bureau national du Mozambique
PAPP	Plan d'amélioration du portefeuille pays
RPPP	Revue de la performance du portefeuille pays
DSP	Document de stratégie pays
PD	Partenaires au développement
ENDE	Estratégia Nacional de Desenvolvimento (Stratégie nationale de développement)
UE	Union européenne
ITIE	Initiative pour la transparence dans les industries extractives
IDE	Investissement direct étranger
FRELIMO	Frente de Libertação de Moçambique (Front de libération du Mozambique)
ABG	Appui budgétaire global
GM	Gouvernement mozambicain
IDH	Indice de développement humain
IOF14	Enquête sur le revenu des familles 2014-2015 (<i>Inquerito ao Orçamento Familiar</i>)
FMI	Fonds monétaire international
INE	Institut national des statistiques
ENC	Emprunts non concessionnels
CEP	Cadre d'évaluation de la performance
PAP	Partenaires à l'aide programmatique
PBA	Allocation basée sur la performance n
PES	Plano Económico e Social (Plan de développement économique et social)
GFP	Gestion des finances publiques
PQG	Plano Quinquenal de Governo (Plan quinquennal du Gouvernement)
RISP	Stratégie d'intégration régionale
ZTPB	Zone de transformation des produits de base
PME	Petites et moyennes entreprises
TTAA	Technologies pour la transformation de l'agriculture africaine
TVET	Formation pédagogique technique et professionnelle
SD	Stratégie décennale 2013 – 2022 de la Banque africaine de développement
UC	Unité de compte

Principales étapes

Document de réflexion de l'équipe pays	4 juin 2015
Période de mission	15 juin – 23 juin 2015
Débat stratégique de CODE	26 septembre 2017
Réunion de l'équipe pays du DSP	21 décembre 2017
Date d'OpsCom	12 avril 2018
Date du Conseil	27 juin 2018

Équivalences monétaires

(Mai 2018)

Unité monétaire	=	Metical du Mozambique (MZN)
1 UC	=	85,83 MZN
1 UC	=	1,44 USD
1 UC	=	1,19 EUR
1 USD	=	59,68 MZN

Exercice

1er janvier – 31 décembre

Carte du Mozambique



RÉSUMÉ ANALYTIQUE

1. Le document de stratégie pays du Groupe de la Banque africaine de développement (DSP) 2018-22 pour le Mozambique arrive à un moment où le pays a adopté une stratégie de développement à long terme, « ENDE » 2015-35. Le DSP a été élaboré sur la base des consultations approfondies tenues avec le Gouvernement mozambicain (GM), les partenaires au développement, le secteur privé et la société civile. L'objectif principal de l'ENDE est d'améliorer les conditions de vie de la population, par le biais de la transformation structurelle de l'économie, de l'expansion et de la diversification de la production nationale. La stratégie doit être mise en œuvre à travers les programmes quinquennaux du gouvernement (PQG). L'objectif des PQG pour 2015-19 est d'accroître la création d'emplois, la productivité et la compétitivité afin d'améliorer les conditions de vie des Mozambicains, dans un environnement de paix, d'harmonie et de tranquillité, tout en consolidant la démocratie et la gouvernance participative inclusive.

2. **Les piliers du nouveau DSP 2018-22 sont les suivants : 1) aménagement des infrastructures pour permettre une croissance transformatrice inclusive et la création d'emplois, et 2) l'appui à la transformation de l'agriculture et au développement de chaîne de valeur.** Le précédent DSP 2011-2015 avait mis l'accent sur l'infrastructure et la gouvernance. Le rapport d'achèvement du DSP 2011-15 ainsi que la revue de la performance du portefeuille pays 2015 ont été approuvés en septembre 2016 par CODE, affichant de bons résultats pour la stratégie. Cependant, CODE a demandé un affinement de la nouvelle proposition stratégique pour prendre en compte la pauvreté en milieu rural et les potentialités de l'agriculture dans le pays, l'immense déficit en matière d'infrastructure, ainsi que les richesses naturelles du Mozambique. À l'issue du débat de CODE et des consultations avec les parties prenantes, les piliers du nouveau DSP 2018-22 ont été articulés autour de l'énergie, du transport et de l'agriculture, toutes choses contribuant à la réalisation des objectifs « Éclairer l'Afrique et lui fournir de l'énergie », « Nourrir l'Afrique », et « Intégrer l'Afrique » des 5 grandes priorités. Les domaines prioritaires particuliers et stratégiques choisis du DSP sont : la gouvernance, la résilience face au changement climatique et l'égalité entre hommes et femmes. La gouvernance et le genre doivent être intégrés dans toutes les opérations de la Banque, tandis qu'un accent particulier sera mis sur la gestion des ressources naturelles. Le programme indicatif de prêts de la Banque tient compte de l'allocation limitée du FAD-14 de 56,3 millions d'UC au Mozambique. Par conséquent, les efforts seront axés sur la mobilisation et l'attraction de ressources supplémentaires, notamment par le biais du cofinancement, à travers des mécanismes tant de financement du développement que de financements thématiques, sans oublier l'utilisation de nouveaux instruments financiers susceptibles d'attirer le secteur privé. De plus, comme le pays figure désormais sur la liste harmonisée des pays en situation de fragilité, le Mozambique pourrait potentiellement bénéficier de la Facilité de la Banque en faveur des États en transition.

3. Le DSP 2018-2022 traitera des problèmes fondamentaux de développement du pays que sont la pauvreté et les inégalités persistantes, notamment dans les zones rurales où la majorité de la population est tributaire de l'agriculture de subsistance, et déconnectée des pôles de croissance. Le principal objectif de la stratégie est d'impulser et d'accélérer la transformation structurelle du pays, en vue de la création d'emplois nécessaires, requis pour réduire efficacement et durablement la pauvreté et les inégalités. Par conséquent, le DSP appuiera la création d'un climat des affaires propice, plus compétitif pour inciter et dynamiser le secteur privé grâce à des investissements dans l'infrastructure de l'énergie et du transport, ce qui ouvre l'accès aux marchés locaux et régionaux.

Ce dispositif sera complété par l'appui de la Banque aux entreprises, avec la possibilité de s'engager dans des activités économiques de production et de transformation à plus haute valeur ajoutée, et de créer des emplois salariés formels, ainsi par le développement des compétences de la main-d'œuvre et le renforcement du tissu entrepreneurial afin de réduire les disparités régionales et les inégalités hommes-femmes. Le DSP visera également à transformer l'agriculture, à développer l'agro-industrie et à appuyer les agro-entrepreneurs à travers la création et l'intégration de PME dans les chaînes de valeur et les activités à fort ajout de valeur, dont la création de liens avec le secteur extractif, et l'exploitation des possibilités offertes par les ressources naturelles, tout en intégrant les meilleures pratiques en matière de gouvernance dans tous les secteurs.

4. Les principales innovations du DSP 2018-22 consistent à mettre l'accent sur la transformation structurelle et l'industrialisation, et à s'attaquer aux principaux vecteurs de la fragilité en renforçant la résilience climatique, sociale et économique. Le DSP promouvra l'infrastructure durable, la gestion durable des ressources naturelles, et s'attaquera aux inégalités spatiales en encourageant le développement économique en milieu rural où la pauvreté est généralisée, en privilégiant les régions du nord où les besoins en développement sont plus importants. Dans un cadre de financement limité (le Mozambique n'est pas éligible au guichet des prêts souverains de la BAD), la Banque mettra l'accent sur des approches novatrices et sur la mobilisation de ressources additionnelles auprès d'autres bailleurs de fonds ou des investisseurs privés, en cherchant à tirer parti des mécanismes de cofinancement. Le recours à des instruments novateurs de réduction de risques et de rehaussement de crédit (par exemple : les garanties partielles de risque et les garanties partielles de crédit), au financement mixte et au partenariat public-privé (PPP), ainsi qu'aux fonds climatiques, en complément aux ressources du FAD, pour investir dans l'agriculture résiliente au climat, les infrastructures durables et l'énergie renouvelable, constituera un élément fondamental de cette stratégie. La Banque envisagera des conceptions novatrices de projets telles que le financement axé sur les résultats qui peuvent encourager des pratiques novatrices en matière de réformes et favoriser des partenariats avec d'autres donateurs. Une autre innovation consistera en la prise en compte systématique de la gouvernance dans les opérations de la Banque en mettant l'accent sur l'amélioration de la gouvernance sectorielle. De même, l'égalité hommes-femmes sera prise en compte : l'analyse de genre sera entreprise systématiquement pendant la préparation de chaque nouveau projet, et des composantes spécifiques ciblant les femmes seront prévues, le cas échéant. Une attention particulière sera accordée au renforcement des capacités des ministères et organes sectoriels en vue de la prise en compte de la dimension « genre ». Par ailleurs, la priorité sera donnée à l'intégration, dans les projets, des questions relatives à la résilience face au changement climatique, ainsi qu'aux projets qui favorisent l'intégration régionale. En outre, à la suite de l'affaire des « dettes cachées », le dialogue entre le gouvernement et les partenaires au développement a été limité, tandis que la situation financière du pays s'est détériorée. Tirant parti de son expérience, la Banque peut jouer un rôle central dans la facilitation du dialogue national et la coordination de l'aide. L'appui au dialogue sur les politiques, notamment sur des questions fondamentales telles que la soutenabilité de la dette, permettra au pays de rétablir sa solvabilité qui, à long terme, ouvrirait l'accès au guichet BAD. L'appui sera fourni à travers des services de conseil et des produits du savoir en vue des réformes de la gestion macroéconomique, la gestion des ressources naturelles, et la mobilisation de ressources.

5. Le RPPP a conclu que la performance globale du portefeuille restait positive, avec une note générale de 2,72 (sur une échelle de 0 à 4). L'âge moyen du portefeuille est de 5,2 ans et le taux de décaissement moyen de 45 %. Cependant, pour améliorer la qualité du portefeuille, il est nécessaire de s'attaquer aux principaux problèmes liés aux retards accusés dans le premier décaissement et aux retards dans le décaissement des fonds de contrepartie, dont le remboursement de la TVA aux fournisseurs. Au 1er décembre 2017, le portefeuille total de la Banque comprend 19 opérations nationales d'un montant de 459,2 millions d'UC. 71 % du portefeuille sont consacrés au financement de l'infrastructure, tandis que le secteur de l'agriculture représente 14,4 % et celui de l'énergie, 9,7 %. Le portefeuille est essentiellement financé par les prêts FAD (80,9 %), les opérations non souveraines de la BAD (7,3 %) et autres fonds (11,8 %).

6. Les Conseils d'administration de la Banque sont priés d'examiner et d'approuver le DSP.

1 INTRODUCTION

1. **Le présent rapport propose le document de stratégie pays (DSP) du Groupe de la Banque pour le Mozambique pour la période 2018-22.** Il arrive au moment où le pays a adopté sa stratégie de développement à long terme, ‘ENDE’ 2015-35. La préparation du DSP coïncide également avec les actions renouvelées de la Banque en vue d’accélérer la mise en œuvre de sa stratégie décennale à travers un ciblage plus pointu des 5 grandes priorités. Le 26 septembre 2017, le Comité des opérations et de l’efficacité du développement (CODE) de la Banque a examiné et approuvé la Note sur la sélection des piliers pour le DSP proposé pour 2018-22 : **1) – Aménagement des infrastructures pour assurer une croissance inclusive transformatrice et la création d’emploi, et 2) Appui à la transformation de l’agriculture et au développement de chaîne de valeur.** CODE s’est félicité des piliers proposés, mais a également souligné la nécessité d’être sélectif compte tenu des ressources limitées et de la prise en compte de la gouvernance dans les piliers.

2. **Après cette introduction, le reste du rapport est articulé comme suit. Le chapitre II analyse le contexte pays et présente les récents développements politiques, économiques et sociaux.** Le chapitre III énonce le cadre stratégique du pays, les faiblesses, les défis, les atouts et les perspectives, ainsi que les enseignements tirés du précédent DSP. Le Chapitre IV présente la stratégie du Groupe de la Banque pour le Mozambique pour la période 2018-22. Le Chapitre V présente la conclusion et les recommandations.

2 CONTEXTE PAYS

3. Les sections qui suivent résument les récents développements intervenus dans le contexte du Mozambique et fournit une perspective à court terme. Une analyse détaillée de ces développements est présentée à l’Annexe VI – Analyse du contexte pays.

2.1 Contexte politique

4. **Des élections multipartites ont eu lieu pour la première fois en 1994, après 15 ans de guerre civile, mais le parti FRELIMO est en fait au pouvoir depuis l’indépendance en 1975.** Cependant, la stabilité politique a été mise en cause depuis le conflit armé entre le gouvernement et le parti d’opposition, la RENAMO, réactivé en 2013, et qui a conduit cette dernière à ne pas reconnaître les résultats des élections de 2014. Un cessez-le-feu a été conclu en décembre 2016. Les pourparlers sur un accord de paix permanent entre le Président de la République et la RENAMO ont débuté en août 2017 et constituent un pas important dans le processus de paix. Une révision de la Constitution a fait l’objet d’un accord entre les deux parties, prévoyant une décentralisation plus marquée des pouvoirs. Malheureusement, le Président de la RENAMO est mort de maladie le 3 mai 2018, ce qui laisse planer de nouvelles incertitudes sur le processus de paix. En outre, les tentatives de règlement politique durable se déroulent en ce moment, dans une perspective économique d’incertitude (voir paragraphe 7). Deux ans après la publication, en 2016, d’informations sur la dette contractée hors des procédures légales requises (l’affaire dite des « dettes cachées », voir Encadré 1), le gouvernement est en train d’élaborer une feuille de route pour résorber ce passif et s’attaquer à la situation insoutenable de la dette. La plupart des options de règlement de cette dette doivent sans doute inclure un nouveau programme du FMI, annulé depuis lors. Avec les élections présidentielles de 2019 à l’horizon, la situation budgétaire difficile (voir § 0) pourrait restreindre les moyens financiers et politiques disponibles pour parachever le processus conduisant au règlement d’une paix incontestable et durable, qui pourrait requérir des réformes constitutionnelles.

5. **L'affaire des dettes cachées est symptomatique des vulnérabilités du pays en matière de gouvernance, alors que les indicateurs internationaux de référence et les enquêtes indiquent que la corruption constitue un problème épineux au Mozambique (Encadré 1).** La performance du pays dans l'Indice de la perception de la corruption de *Transparency International* doit encore être améliorée, occupant la 142^e place sur 176 pas, avec une note de 27/100 en 2016. Le Mozambique est également classé à un bas niveau selon l'indice de Mo Ibrahim de la gouvernance africaine : 23^e sur les 54 pays africains, avec une note globale de 52,2 en 2017. L'évaluation des politiques et des institutions du pays (EPIP) de la Banque affiche une tendance négative ces dernières années, notamment pour le groupe de gouvernance. L'enquête du Rapport 2017-18 sur la compétitivité mondiale classe la corruption au deuxième rang des problèmes qui se posent à la pratique des affaires. La Banque a procédé à une actualisation de son évaluation des risques fiduciaires pays (ERFP), en tant que partie intégrante de la mission d'identification du DSP. Le risque fiduciaire global est considéré comme *important*, avec une tendance négative en termes de changement, en dépit des efforts déployés, également mentionnés dans le tout dernier rapport PEFA publié en 2016. La Banque adoptera une approche progressive quant à l'utilisation des systèmes en vigueur (voir Annexe XII – Évaluation du risque fiduciaire pays). La Banque continuera d'œuvrer avec le gouvernement et les partenaires au développement en vue d'approfondir les réformes en matière de passation de marchés dans le pays afin d'éliminer les risques identifiés découlant de l'évaluation du système national de passation de marchés (voir résumé des principaux problèmes identifiés avec le système de passation de marchés du pays à l'Annexe XV – Évaluation du système de passation de marchés du pays).

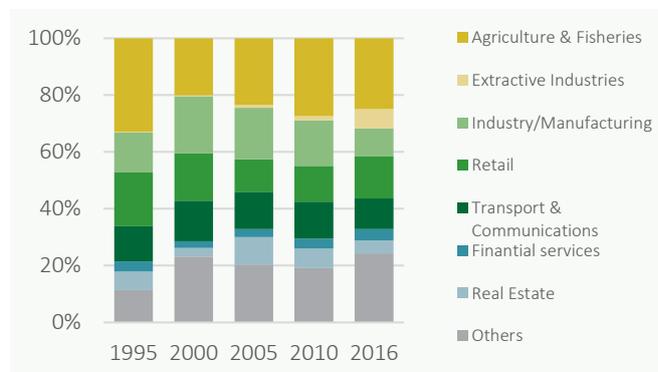
Encadré 1 – L'affaire des dettes cachées

En avril 2016, le GM a reconnu l'existence d'opérations d'emprunts cachées au public, aux partenaires et au FMI d'un montant de 1,4 milliard d'USD. Ces opérations viennent en sus de l'émission d'obligations EMATUM de 850 millions d'USD, révélée à fin 2013. Les opérations ont été réalisées par des sociétés privées, propriétés de l'État en totalité, dont le ministère de la Défense. Si l'on prend en compte les obligations EMATUM, échangées par la suite contre une émission souveraine d'euro-obligations – la MOZABOND – le montant total des opérations hors budget s'est élevé à 2 228 millions d'USD (en hausse de 15 % du PIB 2015). Le gouvernement a soutenu que 1 878 millions d'USD étaient alloués aux dépenses militaires, tandis que 350 millions étaient investis dans l'opération de pêche EMATUM. Les opérations ont été réalisées en violation de la loi budgétaire et du seuil légal des garanties offertes par le ministère des Finances, et ont contourné les systèmes de gestion des finances publiques du pays qui, autrement, sont relativement structurés. Une commission d'enquête parlementaire et le cabinet du Procureur général ont jugé les garanties illégales. Les sociétés ont fait défaut sur leurs dettes, mais les garanties souveraines pour les prêts à Proindicus et à MAM n'ont pas encore été appelées par les créanciers. Le FMI a annulé sa facilité de crédit de confirmation, tandis que les partenaires ont suspendu leur appui budgétaire. Une enquête scientifique indépendante dans 3 sociétés, menée par le cabinet d'audit international Kroll a été demandée par le PGR dans le cadre des actions coordonnées avec le FMI, avec l'appui financier de la Suède. Le rapport d'audit public a estimé que près de 1,2 milliard d'USD (55 % des produits nets des prêts) n'étaient toujours pas justifiés ou étaient introuvables au terme de l'audit. Compte tenu de ce qui précède, le FMI considère les résultats de l'audit comme non satisfaisants, ce qui bloque tout nouveau programme d'appui. Les récentes discussions entre le FMI et le GM ouvrent la voie à un programme en 2018-2019.

2.2 Contexte économique

Structure économique

Figure 1 – Évolution de la composition du PIB 1995-2016



6. Le Mozambique est un pays à faible revenu, avec un revenu national brut par habitant de 460 USD¹ seulement, malgré la croissance impressionnante, enregistrée pendant presque deux décennies. Il occupe la 44^e place sur les 54 pays africains. Après l'adaptation à une économie de marché à partir de 1994, la structure de

l'économie est restée globalement inchangée depuis l'an 2000² (voir **Erreur ! Source du r envoi introuvable.**), avec une légère transformation structurelle, voire une légère désindustrialisation (à l'exception des industries extractives), et affichant une base d'exportation étroite et une intégration limitée dans les chaînes de valeur mondiales. La part des filières de l'agriculture et de la pêche dans le PIB s'est établie à 24,9 % en 2016, contre 20,1 % en 2000. Elles emploient la majeure partie de la main d'œuvre du pays (74,6 % en 2015) et se caractérisent par une faible productivité, une production agricole de subsistance et des chaînes de valeur limitées. Le pays est un net importateur de produits alimentaires qui représentent 5 % du total des importations en 2016. Les principales cultures marchandes sont : le tabac, la banane, la noix de cajou et le coton. Le sucre est le seul produit manufacturé d'exportation majeur. Le secteur de l'industrie/des produits manufacturés contribue modestement (9,6 %) au PIB en 2016, n'emploie que 3 % de la main d'œuvre, et est dominé par le projet de l'usine d'aluminium de Mozal³. Depuis 2000, le secteur n'a cessé d'enregistrer une baisse de sa part relative dans le PIB, qui est passé de 20 % à 9,6 % en 2016, en raison essentiellement de la médiocre performance de quelques PME⁴, tandis que d'autres secteurs de l'économie se sont développés. La contribution du secteur des services au PIB a augmenté, passant de 54,2 % en 2000 à 55,4 % en 2016, au détriment de l'expansion du secteur public, de l'augmentation de la consommation urbaine et des services aux mégaprojets⁵. Cependant, le secteur emploie actuellement juste 22 % de la main d'œuvre. Parmi les principaux sous-secteurs des services, le commerce de gros et de détail (environ 12 % du PIB) mais avec une faible marge de profit, et de rares opportunités d'épargne et d'investissement ; et le transport, le stockage et les communications (environ 11 % du PIB). Depuis 2010, le secteur des industries extractives joue un rôle de plus en plus important dans l'économie du pays, contribuant pour 6,9 % du PIB en 2016 (contre 2 % en 2010), ce qui illustre surtout le lancement des exportations à grande échelle du charbon. D'autres produits de l'activité extractive sont les suivants : titane, graphite, gemmes et en particulier le gaz naturel produit à partir des champs gaziers à l'intérieur des terres⁶.

Récente performance en matière de croissance

7. Après 18 ans d'une croissance moyenne annuelle réelle du PIB supérieure à 7 %, la performance économique du Mozambique est en baisse depuis 2015, fléchissant à 3,3 % en 2017. Les perspectives sont modestes, avec une croissance qui devrait s'inscrire davantage à la baisse à 3 % en 2018 et à 2,7 % en 2019. La forte croissance du PIB enregistrée par le Mozambique dans le passé était due essentiellement à la forte expansion des

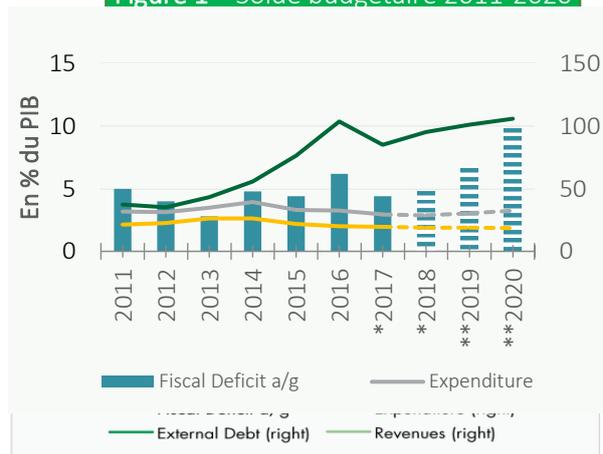
services et des industries extractives. Cependant, en 2015, la performance économique a commencé à fléchir, avec un fort ralentissement de la croissance des services et de l'agriculture, lorsque plusieurs mégaprojets (essentiellement dans le secteur extractif, dont le gaz naturel à l'intérieur des terres et le charbon) ont été achevés, et que l'appui budgétaire des donateurs a été gelé, ce qui a entraîné la baisse de la demande pour les intrants locaux, dont les services, et la sécheresse (phénomène El Niño) qui a affecté la production agricole, et la baisse des cours des produits de base, affectant négativement les exportations de l'aluminium. C'est ainsi que le taux de croissance du PIB a diminué progressivement, passant de 7,4 % en 2014 au taux estimatif de 3,3 % pour 2017. Les perspectives de croissance pour le Mozambique continuent d'afficher une stagnation, avec une croissance prévue à 3 % en 2018 et 2,7 % 2019. L'agriculture et les industries extractives devraient tirer la croissance économique à court terme, bénéficiant de l'amélioration des conditions climatiques et de l'expansion continue de l'exploitation minière et des exportations de charbon, appuyée par un redressement plus marqué des prix des matières premières. Les principaux facteurs à surveiller sont le processus de renégociation des dettes cachées entre le GM et les créanciers commerciaux, ainsi qu'un nouveau programme éventuel avec le FMI qui améliorerait les perspectives du pays en termes d'accès au financement international du développement.

Gestion macroéconomique

8. **La Banque centrale a mis en œuvre une politique monétaire restrictive ces dernières années, ce qui a permis de contenir le taux d'inflation à 7 % et de stabiliser le metical.**

La politique monétaire d'austérité mise en œuvre par la Banque centrale⁷ depuis 2016 s'est révélée judicieuse pour stabiliser la monnaie et juguler l'inflation. Depuis lors, et grâce aux entrées de devises générées par les exportations massives de charbon, à la stabilisation du metical et à la baisse du taux d'inflation à 7 % à fin 2017 (ce qui est encore le double du taux d'inflation moyen de 3,7 % enregistré entre 2011-15). Le taux d'inflation devrait s'établir à 6,3 % et 6,7 % en 2018 et 2019, respectivement. Le crédit au secteur privé reste néanmoins encadré par l'orientation prudemment rigoureuse de la politique monétaire, au regard des risques budgétaires croissants.

Figure 1 – Solde budgétaire 2011-2020



9. **Le Mozambique a enregistré d'importants déficits budgétaires ces dernières années, avoisinant les 4,5 % du PIB sur la période 2011-17, ce qui a compromis la soutenabilité de la dette.**

Le GM a augmenté les dépenses publiques pendant les années d'essor économique, tirant parti du niveau plus faible de la dette et des généreuses recettes inespérées provenant des taxes sur les plus-values⁸ qui ont permis de réduire le déficit global (voir **Erreur ! Source du renvoi introuvable.**, page 4). Le déficit budgétaire a avoisiné un t aux comparativement modéré de 3,9 % du PIB sur la période 2011-13, progressant de 5 % entre 2014 et 2017. La situation budgétaire du GM est devenue ensuite plus tendue en raison de la réduction des financements des donateurs en 2016 avec la suspension des appuis budgétaires.⁹ Il ressort d'une analyse plus attentive du déficit que les dépenses publiques totales ont enregistré une progression continue, de 31,9 % du PIB en 2011 à 39,4 % en 2014, année électorale, avant de décroître à un taux estimatif de 29,4 % pour 2017. L'expansion des dépenses actuelles a représenté la majeure partie de l'augmentation, en particulier la masse salariale qui a augmenté, passant de 8 % du PIB en 2011 à 10,9 % en 2017. La baisse des

dépenses en 2017 était due essentiellement à la contraction des dépenses d'investissement¹⁰ en 2017, qui sont passées de 16,4 % du PIB en 2014 à 6,5 % en 2017. L'évolution des recettes globales sur la période considérée suit, pour l'essentiel, celle des dépenses totales, même si c'est à un niveau constamment plus bas. Plus particulièrement, les recettes totales ont poursuivi une croissance continue sur la période 2011-14, passant de 21,3 % à 26,3 % du PIB, sous l'effet des réformes fiscales et du renforcement de l'efficacité de l'administration fiscale. Le ralentissement de l'activité économique a entraîné une réduction des recettes totales¹¹ depuis 2014, pour s'établir au taux estimatif de 19,6 % en 2017. Avec la contraction de la croissance économique, une masse salariale résiliente, et l'approche du cycle des élections de 2018-2019, les perspectives budgétaires sont peu optimistes : le déficit prévu à 4,8 % en 2018 et 6,8 en 2019, est imputable pour l'essentiel au fléchissement des recettes fiscales et des dons, ainsi qu'à la hausse des paiements au titre des intérêts (service de la dette). D'autres réformes visant à renforcer l'efficacité de l'administration fiscale, l'actualisation des tarifs douaniers, et l'intensification de l'audit et de la supervision des avantages fiscaux pourraient induire une augmentation des recettes. Par ailleurs, la maîtrise de la masse salariale, la gestion des arriérés¹² et la réduction des coûts de financement du déficit seront déterminants. Pour ce qui est de la dette publique, le Mozambique est en situation de surendettement, avec une dette publique globale se montant à 112 % du PIB (2017)¹³. La dette extérieure a augmenté, passant de 37,5 % du PIB en 2011 à 85,2 % en 2017, en dépassement de tous les 5 seuils de soutenabilité de la dette¹⁴, tandis que la dette intérieure est passée de 6,2 % du PIB à 26,7 % sur la même période.¹⁵ Le pays a fait défaut au titre de ses obligations souveraines en janvier 2017, lorsque le service de la dette commerciale a été jugé insoutenable par le gouvernement¹⁶, donnant lieu à des notations comme « pays en situation de *selective default/Default* » par Fitch and Moody's. Le FMI considère que le Mozambique est en situation de surendettement, soulignant la nécessité de mettre en place une stratégie de la dette qui puisse notamment réduire le niveau du risque à « modéré » à moyen terme, en renforçant les capacités de la cellule de gestion de la dette du ministère des Finances.

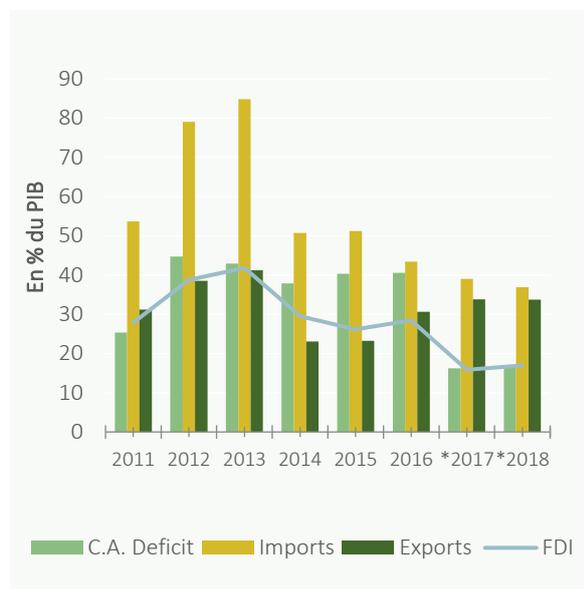
Gouvernance économique et financière

10. **Mozambique continue de pâtir d'un système peu développé de GFP qui a été identifié comme l'un des principaux inducteurs de la fragilité, donnant lieu à une faible mobilisation des ressources intérieures et à des dépenses publiques peu efficaces.** Selon l'évaluation du risque fiduciaire de la Banque pour 2017, le risque fiduciaire a été évalué comme important, avec une trajectoire d'évolution négative, malgré les efforts déployés, auxquels il est fait allusion dans le tout dernier rapport sur les PEFA publié en 2016 (pour de plus amples informations sur la GFP, prière de se reporter à l'Annexe XII – Évaluation du risque fiduciaire pays pour 2017). Dix-neuf résultats notables ont été enregistrés¹ dans la mise en œuvre du programme (2016-19) de réformes de la gestion des finances publiques du gouvernement. Cependant, des lacunes majeures demeurent, comme les faibles liens entre les différents instruments de planification et le budget annuel, la qualité et l'examen minutieux des audits internes et externes, la surveillance institutionnelle des entreprises publiques, et la gestion lacunaire des investissements publics. À l'avenir, le renforcement du système de gestion des finances publiques, la solidité du cadre de gouvernance et la mise en place d'instruments efficaces de gestion des dépenses et recettes seront déterminants pour obtenir les résultats escomptés en matière de développement social. À la suite de cette crise budgétaire, le gouvernement mozambicain a engagé une nouvelle série de réformes visant à mieux maîtriser l'endettement de l'État, notamment l'adoption d'un décret régulant les émissions de titres de

17

dette publique (2017) et la gestion financière des entreprises publiques/étatiques (2018). La gouvernance du secteur des industries extractives est examinée en détail au paragraphe 0.

Secteur externe



11. **Le Mozambique a enregistré des déficits importants du compte des opérations courantes au cours des dernières années, avoisinant les 35,4 % du PIB sur la période 2011-17, en raison essentiellement des importations massives pour les mégaprojets, mais l'accroissement des exportations de charbon ouvre des perspectives positives.** Les déficits ont été financés, pour l'essentiel, par les investissements directs étrangers (IDE) principalement dans les mégaprojets de l'industrie extractive, qui ont culminé en 2013 à 42 % du PIB. Depuis lors, les IFD dans les mégaprojets ont chuté, entraînant la baisse des importations des entreprises locales qui approvisionnent les mégaprojets¹⁷ (voir

Erreur ! Source du renvoi introuvable.) Les IDE, selon les estimations, se sont contractés à 7 % du PIB en 2017, taux le plus bas en 9 ans. Les importations ont enregistré une baisse brutale, passant de 51,2 % du PIB en 2015 à 39 % en 2017, traduisant la baisse de la demande pour les produits importés, compte tenu du ralentissement économique (voir §7). Les exportations ont affiché une tendance à la hausse, passant de 23,1 % du PIB en 2015 à 33,8 % en 2017, en raison essentiellement du redressement des prix de l'aluminium et de l'essor des exportations du charbon, bénéficiant de l'ouverture du projet de la ligne ferroviaire de Nacala à fin 2016, financée par la BAD.¹⁸ Dopées par les exportations de charbon, les réserves nettes en devises sont estimées à 5 mois d'importation à fin 2017. Les perspectives pour 2018 et 2019 sont positives, avec une expansion accrue des exportations de charbon et de produits de base agricoles, tandis que le niveau des importations n'a cessé de stagner. Aussi le déficit du compte des opérations courantes, selon les prévisions, devrait s'établir à 16,3 % en 2018 et à 24,1 en 2019, illustrant le début d'un gros investissement dans le secteur du gaz. Malgré sa baisse progressive en importance depuis 2014, l'APD représente encore plus de 13 % du PIB, et constitue un inducteur important de développement, en particulier pour les secteurs de l'éducation et de la santé, sans oublier qu'elle représente une source de devises.

Intégration régionale

12. **S'il est vrai que le Mozambique est un membre fondateur de la SADC, le pays n'est pas encore prêt de tirer tous les avantages de l'intégration régionale.** Le Mozambique ne fait pas partie d'autres zones d'intégration régionale. Il a levé tous les droits sur tous les produits SADC. Il est un contributeur de plus en plus important au pool énergétique de l'Afrique australe, une position qui pourrait être largement renforcée avec les futurs projets de gaz et d'électricité. Cependant, hormis l'Afrique du Sud, les échanges commerciaux avec le reste des pays membres de la SADC sont faibles¹⁹. Le développement accentué des connexions routières, ferroviaires et énergétiques de qualité ne sont pas développées avec les pays limitrophes, dont quatre sont enclavés, et si l'on y ajoute l'amélioration du climat des affaires, cela fournira un marché pour les chaînes de valeur et une valeur ajoutée intérieures à travers la

transformation et l'industrialisation locales, sans compter la création de plateformes logistiques. Le Mozambique se classe au 115^e rang sur 122 dans l'Indice de complexité économique de la Harvard University.²⁰ L'étroitesse de la base des exportations et le faible degré de sophistication se reflètent dans ses flux commerciaux : l'Europe est la première destination des exportations du Mozambique (38,6 % du total des exportations, dont 70 % sont constitués d'aluminium²¹) ; l'Afrique du Sud occupe la deuxième position (21,2 %, essentiellement de l'électricité et du gaz naturel) ; 24 % du total des exportations vont vers l'Asie (essentiellement l'Inde et la Chine). L'Afrique du Sud apparaît comme la principale source des importations (30 % du total des importations, majoritairement des biens de consommation et des denrées alimentaires), suivi par la Chine (8 %, biens de consommation).

Secteur privé/financier

13. **Le secteur privé du Mozambique, qui est encore en développement, contribue juste pour 65 % au PIB, et se caractérise par une productivité et une compétitivité faibles.** Le secteur est dominé par des entrepreneurs individuels et des microentreprises, avec peu de PME²². La productivité des facteurs est faible et la valeur ajoutée est modeste, dans les secteurs manufacturier et agricole. L'agro-industrie est généralement freinée par les coûts élevés du transport imputables à la faiblesse des infrastructures (dont l'accès limitée à l'énergie), à l'inefficacité des ports, à des frais de logistique élevés et à un environnement des affaires onéreux (taxes, corruption, frais administratifs, etc.). Cette situation est reflétée aussi bien dans l'enquête de l'Indice de compétitivité du Forum économique mondial de 2018, où « l'Accès aux finances » et la « Corruption » demeurent les contraintes majeures pour la pratique des affaires, que dans l'Indice 2018 de *Doing Business* de la Banque mondiale, où l'« exécution des contrats » et l'« obtention de prêts » sont les contraintes majeures. Les autres contraintes importantes, mises en exergue dans ces indices, sont l'offre insuffisante des services infrastructurels, l'inefficacité de l'administration publique et l'insuffisance de la main d'œuvre instruite. Malgré l'expansion considérable du secteur financier mozambicain au cours de la dernière décennie, l'inclusion financière est faible. Près de 70 % des Mozambicains n'ont pas de compte bancaire dans une institution financière formelle, tandis que le crédit formel n'est accessible qu'à 3 % de la population. Cependant, les trois principales banques engrangent 95 % des bénéfices du secteur, ce qui traduit une concentration bancaire²³ élevée, et qui fragilise les plus petites banques en cas de ralentissement de l'activité économique. La liquidité dans le système est irrégulière, ce qui a obligé la Banque centrale à renflouer une grande banque en 2016. L'accès au financement abordable reste la principale contrainte pour le développement de l'activité²⁴, dans la mesure où 75 % des micro- petites et moyennes entreprises sont financièrement exclus, en particulier dans les zones rurales. La résolution des problèmes liés aux contraintes d'infrastructure physique afin de doper la productivité, la compétitivité et l'accès aux marchés, les réformes des lois et des règlements, sans oublier la mise à disposition d'une main d'œuvre qualifiée et suffisamment formée sont autant de facteurs essentiels pour permettre une transformation et une diversification structurelles progressives du tissu productif du Mozambique dans les secteurs manufacturier et agricole.

2.3 Contexte social et thèmes transversaux

Pauvreté et inégalités

14. **La croissance n'a pas été assez inclusive, la pauvreté restant généralisée à un peu moins de 50 % de la population en 2015²⁵.** La toute dernière enquête sur la pauvreté, publiée en 2015 (IOF14)²⁶, fait état d'une réduction considérable de la pauvreté à 49,2 % de la population en 2015, par rapport à 69,4 % en 1996. Cependant s'accroît, illustrée par la tendance à la dégradation du coefficient Gini qui est passé de 0,4 (1996) à 0,47 (2015), tandis que la pauvreté des ménages dirigés par des femmes s'aggrave²⁷. Dans le même temps, le taux

de croissance démographique s'est établi en moyenne à 4,3 % pendant la dernière décennie, posant d'autres défis à la réduction de la pauvreté. Dans l'Indice de développement humain, le Mozambique occupe la 181^e place sur 188 pays (2017). Le pays n'a pas conclu son rapport d'OMD, mais est signataire du Programme de développement durable à l'horizon 2030, même s'il n'a pas mené à terme son plan de mise en œuvre national en vue de la réalisation des ODD. Un analphabétisme marqué ainsi qu'une absence généralisée d'accès à l'enseignement et au savoir constituent de sérieuses entraves à l'inclusivité, en particulier dans les zones rurales, et sont pires dans les provinces du nord (voir carte du **Carte du Mozambique**), ce qui sape la productivité de l'agriculture.

Éducation, compétence et emploi

15. **Les bas niveaux de l'enseignement sont un obstacle majeur à l'emploi et à la productivité, tandis que la croissance démographique rapide pousse à la hausse les taux de chômage, en particulier chez les jeunes dont le nombre ne cesse d'augmenter.** L'on estime que 500 000 nouveaux entrants arrivent chaque année sur le marché de l'emploi. Le taux de chômage total, en 2015, s'est établi à 20,7 % (19,5 % des hommes, contre 21,8% des femmes), et le taux de chômage des jeunes (âgés de 15 à 22 ans), à 30 %. L'emploi formel est disponible dans la fonction publique et les PME des zones urbaines, tandis que 64 % de la main d'œuvre s'auto-emploient. Le GM s'est engagé à investir dans l'éducation, avec une dépense sectorielle d'un montant représentant 6,5 % du PIB (2017), qui est relativement élevée en termes régionales. Ces investissements se traduisent par l'accroissement rapide du nombre des institutions d'enseignement supérieur, qui passé est de 8 dans les années 1990, à 54 en 2017, portant l'effectif d'étudiants à 180 000. Par ailleurs, il convient de noter l'accroissement de la formation technique et professionnelle, avec le nombre d'étudiants passant de 45 000 en 2011 à 64 000 en 2015. Cependant, malgré ces réalisations, le Mozambique est confronté à un déficit de compétence, notamment dans le domaine technique (l'industrie légère et les techniques agricoles) et l'enseignement supérieur dans les domaines techniques (c.-à-d. les différents domaines techniques).

Genre

16. **Le Mozambique applique un programme d'autonomisation des femmes et a enregistré des progrès louables, mais les inégalités entre hommes et femmes persistent.** Le Mozambique a appuyé la promotion des femmes au gouvernement, en faisant adopter des lois et règlements en faveur des femmes, en lançant des campagnes pour sensibiliser davantage aux droits des femmes, et en promouvant la parité hommes-femmes dans l'éducation. Sous l'effet de ces initiatives, la proportion de femmes occupant des postes de responsabilité a augmenté, avec actuellement 39,2 % de femmes au parlement, le 5^e taux le plus élevé d'Afrique et le 12^e du monde. Cependant, le Mozambique ne s'en tire pas bien au titre de l'Indice d'inégalités de genre²⁸, occupant la 139^e place sur 159. Les principaux défis sont les suivants : i) réduction de la mortalité maternelle tout en améliorant l'accès universel aux services de santé sexuelle et reproductive (VIH/SIDA), ii) actions visant à garantir la rétention, l'évolution et le succès des filles à l'école primaire et secondaire, iii) meilleur accès des femmes aux ressources productives, en particulier les terres et les finances, destinées à réduire la pauvreté, et iv) ouverture de l'accès à l'emploi, à l'eau et à l'assainissement, ainsi qu'aux denrées alimentaires afin d'accroître le niveau de la nutrition.

Changement climatique

17. **Le Mozambique a été classé, en 2017 au 1^{er} rang des pays les plus exposés aux risques résultant du changement climatique²⁹.** Avec 0,1 tonne de CO² par habitant par an, les émissions du Mozambique sont plus faibles que la moyenne des pays à faible revenu en général (0,3 tonne). Le coût d'une non-action dans le domaine de l'atténuation des effets du

changement climatique a été estimé à 450 millions d'USD par an³⁰, ce qui se traduit par la tendance du pays à l'adaptation – plutôt qu'à l'atténuation – dans ses politiques et stratégies en matière de changement climatique. En 2012, le Mozambique a élaboré ses actions stratégiques au titre de la stratégie nationale 2013-25 d'adaptation au changement climatique, et d'atténuation de ses effets, qui comprennent les mesures relatives à la foresterie, en élaborant des pratiques agricoles à faible intensité carbonique, en réduisant la déforestation et les feux de brousse, tandis qu'en 2018, il a présenté ses contributions déterminées au niveau national³¹. Au niveau institutionnel, il est nécessaire d'appuyer le renforcement des capacités dans les domaines de la collecte de données, des systèmes d'alerte précoces et d'accès au financement du climat.

3 CADRE DE PARTENARIAT ET POSITIONNEMENT DE LA BANQUE

3.1 Cadre stratégique national

18. **Le GM a mis en place une stratégie de développement à long terme – l'ENDE – pour la période 2015-35.** L'objectif principal de l'ENDE est d'améliorer les conditions de vie de la population à travers la transformation structurelle de l'économie, l'expansion et la diversification de la production nationale. Les piliers et les domaines prioritaires au titre de l'ENDE sont globalement conformes aux 5 grandes priorités du Groupe de la Banque. La stratégie doit être mise en œuvre à travers des programmes quinquennaux du gouvernement (PQG). L'ambition du PQG pour 2015-19 est d'accroître la création d'emplois, la productivité et la compétitivité afin d'améliorer les conditions de vie des Mozambicains dans les zones urbaines et rurales, dans un environnement de paix, l'harmonie et la tranquillité, tout en consolidant la démocratie et la gouvernance participative inclusive (voir l' Systèmes stratégiques et de planification du pays).

19. **Les besoins du Mozambique pour le financement public du développement dépassent de loin ses capacités budgétaires.** Pour que le Mozambique parvienne à mettre en place une base infrastructurelle publique, qui soit comparable à celle de pays en développement analogues, un investissement annuel de 1,7 milliard d'USD (26 % du PIB) est nécessaire pendant une décennie³². Les investissements requis représentent environ 1,5 fois le ratio investissement historique dans l'infrastructure/PIB de la Chine au milieu des années 2000. Sur la période 2011-15, le GM a affecté 13 % du PIB chaque année aux dépenses d'équipement. Ce taux a chuté à 4 % pendant le ralentissement économique de 2016-17.

3.2 Cadre du partenariat au développement

20. **Le Mozambique dispose d'un cadre bien structuré de coordination de l'aide, mais l'affaire des dettes cachées a sérieusement miné la confiance des partenaires au développement.** Depuis le début des années 2000, la structure de coordination de l'aide au Mozambique était articulée autour d'un protocole d'accord entre le GM et un groupe de 19 partenaires à l'aide programmatique (PAP) – dénommé "G19". Le groupe a fait fonction *de facto* de mécanisme de coordination et de gestion pour l'ensemble de l'aide au pays, appuyé par des groupes sectoriels et thématiques couvrant tous les aspects du programme de développement du pays. L'APD globale a atteint un niveau record en 2013 avec 1,8 milliard d'USD. En 2015, la dernière année de la fourniture de l'appui budgétaire global (ABG), l'APD totale représentait 10 % du PIB (voir

Annexe VIII – Partenaires au développement au Mozambique). La suspension de l'appui budgétaire en 2016, en réaction à l'affaire des dettes cachées, a désintégré le cadre de coordination de l'aide. La mise en place d'un nouveau mécanisme ou d'une nouvelle plateforme officielle de coordination est en discussion entre les PAP et le GM. L'APD est de plus en plus canalisée vers des financements directs de projets, et l'on note une tendance progressive à délaissier la modalité de fonds communs au profit de l'appui direct aux acteurs non étatiques. Pour ce qui est de la répartition sectorielle de l'aide, l'assistance technique est essentiellement axée sur les réformes de la gestion des finances publiques, tandis que les projets d'investissement mettent l'accent sur l'infrastructure et l'éducation. Le secteur de la santé est financé presque entièrement par des initiatives internationales telles que le Fonds mondial et la GAVI, récemment mis en cause pour des questions de gouvernance. La Banque mondialeⁱⁱ, l'Union européenne, l'Allemagne et le Royaume-Uni sont les principaux partenaires. La présence de partenaires traditionnels dans le pays est forte et en expansion. La Chine et le Brésil ont ouvert des lignes de crédit importantes, concessionnelles et non concessionnelles, essentiellement destinées à l'infrastructure. Parmi les autres partenaires qui comptent, l'on peut citer le Vietnam, l'Inde et la Corée.

Positionnement de la Banque

21. **La Banque est devenue un partenaire de choix pour le Gouvernement, tout comme pour les partenaires au développement et le secteur privé.** Au cours de la décennie écoulée, le DSP de la Banque pour le Mozambique mettait l'accent sur le développement de l'infrastructure et la gouvernance. La Banque s'est bâti une solide réputation de partenaire de choix pour le GM, les partenaires au développement et le secteur privé. À la faveur d'un engagement proactif sur place, et d'un rôle de chef de file novateur, la Banque s'est positionnée comme partenaire clé dans le secteur de l'infrastructure et au titre du programme de croissance verte du pays, en étroite collaboration avec le PNUD, le WWF et le PNUE. Le rôle de la Banque en tant que coordonnateur, intermédiaire et catalyseur est un avantage comparatif distinctif, recherché par les emprunteurs tant souverains que non souverains. Un excellent exemple à cet égard est le projet multinational de la ligne de chemin de fer et du port de Nacala³³. La Banque est bien placée pour jouer un rôle majeur en tant que coordonnateur et facilitateur du dialogue-pays à un moment où le dialogue sur les politiques met l'accent sur la résolution de la crise du budget et de la dette et sur le réengagement des relations entre le Mozambique, la communauté

Encadré 2 – Défis et opportunités du Mozambique

DÉFIS	PERSPECTIVES
<ul style="list-style-type: none"> ▪ Pauvreté et inégalités généralisées ▪ Chômage et industrialisation – faible rythme de transformation structurelle ▪ Faibles niveaux de l'enseignement – manque de main d'œuvre et d'entrepreneurs qualifiés ▪ Faible infrastructure – la dispersion de la population compromet la fourniture des services publics ▪ Productivité agricole – les faibles rendements des cultures et utilisation de la technologie moderne ▪ Gestion des ressources naturelles – fragile gestion des recettes et capital naturel menacé ▪ Gestion macroéconomique 	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Importantes recettes budgétaires – les recettes budgétaires tripleraient éventuellement grâce au secteur extractif à moyen terme ▪ Importants flux d'IDE – Les entrées d'investissements qui représentent le double du PIB financeront l'économie et permettront d'établir des liens ▪ Situation géographique – Situation régionale exceptionnelle comme porte d'accès des pays enclavés ▪ Abondantes ressources naturelles – les richesses minières constituent un capital naturel en sus du gaz ▪ Population jeune – 2^e pays le plus peuplé de l'Afrique australe, avec une explosion de la population jeune

ⁱⁱ L'enveloppe financière de l'IDA pour 2017-2019 sera de 1,4 milliard d'USD.

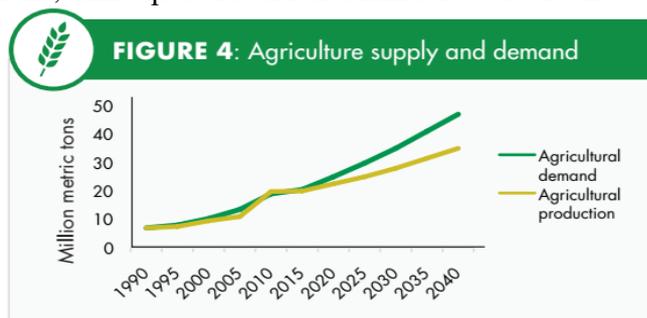
internationale et les institutions de financement. Le recours au cofinancement et aux opérations non souveraines a permis à la Banque et au GM d'utiliser efficacement l'allocation pays relativement modeste du FAD au profit du Mozambique afin de mobiliser des ressources du FIDA, de la JICA, de l'OPEP, ainsi que des banques commerciales locales et internationales pour avoir un impact plus marqué.

3.3 Atouts, perspectives, défis et faiblesses

22. **Les défis fondamentaux de développement du Mozambique sont la pauvreté et les inégalités généralisées, surtout dans les zones rurales où vit la majorité de la population, tributaire de l'agriculture de subsistance et déconnectée des pôles de croissance.** Pour relever efficacement ces défis, il est nécessaire d'accélérer la transformation structurelle et l'industrialisation du pays, de réduire les coûts des transactions commerciales et de s'attaquer aux déficits de compétences, de tirer parti des potentialités qu'offrent ses immenses ressources naturelles, afin de créer des emplois, notamment dans les zones rurales où vivent la plupart des pauvres. Les atouts et les opportunités du Mozambique, tout comme ses défis et ses faiblesses sont analysés dans les sections qui suivent et résumés dans l'**Erreur ! Source du renvoi introuvable.** ci dessus.

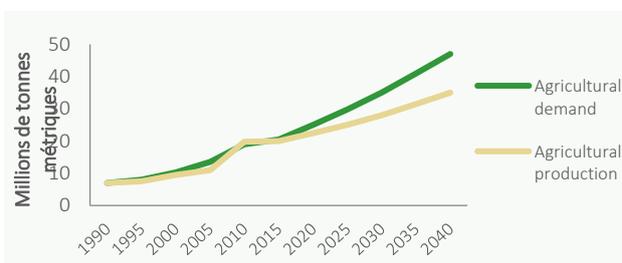
Atouts et perspectives

23. **Les potentialités de croissance du Mozambique sont importantes dans les secteurs de l'agriculture et des ressources naturelles.** Pour promouvoir et accélérer la transformation structurelle, l'industrialisation et la création d'emplois à plus forte valeur ajoutée, un tissu des PME plus dynamique est nécessaire, en particulier dans les zones rurales. La voie la plus prometteuse vers l'industrialisation passe par l'intensification de l'agroindustrie et l'approfondissement des chaînes de valeur de l'agriculture, mais aussi par les industries légères (p. ex. textiles, conditionnement, biens de consommation de base, plastiques) pour remplacer de manière compétitive les importations, ainsi qu'à travers la chaîne de valeur en aval du gaz naturel (voir §0 pour une analyse détaillée du secteur des ressources humaines). Une intégration plus approfondie des régions et la suppression des barrières au commerce et l'amélioration de l'accès aux marchés locaux et régionaux améliorerait davantage le cadre d'industrialisation. Dans le même temps, la promotion des liens en amont et en aval entre les zones rurales sous-développées et les corridors de développement doit être intensifiée, pour favoriser la mobilité de la main d'œuvre et améliorer l'accès aux marchés. Pour ce faire, il est nécessaire d'accroître les investissements dans l'infrastructure, notamment dans l'énergie et le transport de manière à promouvoir la compétitivité, et à appuyer l'agroindustrie dans les zones rurales³⁴.



Agriculture

24. **Le secteur agricole au Mozambique est le plus gros employeur – 74,6 % de la main-d'œuvre totale – mais il se caractérise par une agriculture de subsistance, avec une très faible productivité.** En termes absolus, la production agricole a augmenté de façon remarquable au fil du temps (voir Figure 2).



Cependant, les augmentations de la production résultent essentiellement d'une extension des zones de culture, plutôt que de l'accroissement de la productivité, tandis qu'une expansion continue des zones de culture est entravée par les problèmes liés au régime foncier. En outre, la production agricole est régulièrement affectée par les chocs climatiques. Les agriculteurs sont presque exclusivement des petits exploitants. Les rendements du riz, du maïs, du manioc sont parmi les plus faibles de la région.³⁵ La fourniture des services agricoles publics est

modeste.³⁶ De 2002 à 2012, la valeur de la production vendue n'a pas changé³⁷, avec seulement 18 % environ des agriculteurs qui vendent du maïs, et 13 % qui vendent du riz. Avec une population qui croît plus rapidement que la production agricole actuellement, le taux de dépendance du Mozambique à l'égard des importations de denrées alimentaires devrait s'établir à 25 % à l'horizon 2040³⁸. En conformité avec le Programme de transformation de l'agriculture (ATA), des expériences initiales, avec des corridors agricoles intégrés – des initiatives de mise en valeur spatiale basée sur l'agriculture³⁹ - comme le corridor de Beira⁴⁰ - ne sont pas encore parvenues à maturité mais ouvrent des voies vers la promotion des chaînes de valeur de produits agricoles susceptibles d'accroître la production et la productivité. Pour favoriser le développement intégré de l'agriculture, il est fondamental de promouvoir les réformes des régimes fonciers, l'infrastructure qui donne accès aux marchés, la résilience face au changement climatique, et de favoriser l'instauration d'un environnement propice en renforçant l'agriculture sous contrat et les systèmes de plantations satellites, reliant les petits producteurs aux chaînes de valeur des grandes exploitations commerciales et aux industries de transformation.

Ressources naturelles/Gaz naturel

25. **Le Mozambique est richement doté en ressources naturelles, notamment en gaz, qui pourrait doper le développement socioéconomique du pays dans son ensemble si les recettes tirées des industries extractives sont bien gérées.** Il a été déclaré que le Mozambique se conformait aux règles de l'ITIE depuis 2012ⁱⁱⁱ. Cependant, au cours des 15 dernières années, l'épargne nette ajustée⁴¹ du pays a été négative ou proche de zéro, indiquant que le pays n'était pas parvenu à transformer sa richesse naturelle en d'autres formes de capital⁴². Le pays a aujourd'hui l'occasion de jeter les bases d'une transition réussie vers un modèle de développement d'une croissance verte susceptible de capitaliser sur le potentiel économique et social de l'industrie extractive en plein essor. La perspective de promouvoir des industries, des services et des emplois, en tirant parti des richesses naturelles du pays, telles que la longue côte maritime, les grandes superficies de disponibles de terres arables, ainsi que les immenses et divers gisements de minerais et d'hydrocarbures. Si elles sont bien gérées, la durée de vie des ressources naturelles renouvelables dépassera celle des ressources non renouvelables, diversifiant ainsi la base des actifs aux fins de renforcer la résilience et la compétitivité de l'économie.

26. **Le secteur du gaz se trouve à un tournant décisif pendant qu'elle attend une décision finale d'investissement concernant la grande usine de liquéfaction du gaz naturel implantée à l'intérieur des terres.** Le Mozambique produit du gaz à l'intérieur des terres depuis 2004⁴³, tandis que son premier champ en mer se trouve déjà à un stade avancé de mise en valeur⁴⁴. Le cadre légal et fiscal pour l'exploitation minière et le secteur des hydrocarbures a été complètement révisé, pour le mettre en conformité avec les normes internationales. S'il est vrai que le pays ne se classe qu'au milieu de l'indice de gouvernance des ressources naturelles⁴⁵, c'est-à-dire au 41e rang sur 89 pays (2017), avec une bonne performance en matière de capitation de valeur à l'octroi de la licence, mais avec des lacunes en termes de gestion des recettes et d'environnement propice pour le secteur. Avec l'appui des partenaires au développement, le gouvernement poursuit le programme de réforme en vue de renforcer le cadre de GFP de manière à préparer la gestion des futures recettes. Anadarko et ENI sont les deux principales sociétés chargées de construire conjointement l'usine de liquéfaction du gaz naturel à l'intérieur des terres (voir Encadré 3). La baisse des prix du gaz sur les marchés internationaux de l'énergie n'a cessé de retarder la décision finale d'investissement concernant le projet, mais l'impact économique et budgétaire de ce projet devrait changer la donne.

iii

En tirant des enseignements des expériences décevantes passées avec les mégaprojets, l'usine de GNL offre de nouvelles opportunités pour la création d'une chaîne de valeur en aval, susceptible de développer un groupe d'industries nationales (p. ex. : engrais, liquides de gaz naturel). Il sera crucial de tisser les liens nécessaires entre le secteur et l'économie nationale, ainsi qu'avec l'ensemble de la région, et de veiller à la résilience et à la compétitivité de l'économie réelle. De plus, un cadre institutionnel solide pour la gestion des importantes recettes budgétaires escomptées doit encore être mis en place pour assurer la conversion de ces recettes en résultats concrets en termes de développement de l'ensemble du pays.

Défis et faiblesses

Infrastructure

27. **Énergie : en dépit du fait qu'il possède l'une des plus importantes potentialités en énergie du monde, le Mozambique a un système électrique sous-développé, qui ne permet qu'à un citoyen sur quatre d'avoir accès au réseau électrique.** Bien que le taux d'accès ait quadruplé depuis l'an 2000⁴⁶ pour s'établir à 30 %, le pays doit accélérer considérablement le rythme de l'électrification nationale pour atteindre l'objectif fixé par le GM de fournir un accès à 100 % à l'horizon 2030. Le bouquet énergétique actuel du Mozambique, fourni également par quelques producteurs indépendants d'énergie, est constitué à 56 % d'hydroélectricité et à 42 % d'électricité produit à partir du gaz, et les 2 % restants de l'énergie sont importés⁴⁷. Le pays n'est pas encore desservi de manière uniforme en électricité du réseau, faute de connectivité entre les systèmes du centre et du sud du pays. Le cadre institutionnel est en maturation, avec la création récente d'un régulateur du secteur, la suppression progressive des subventions des tarifs, ainsi que les réformes pertinentes au sein du service national d'électricité (EDM), dont la séparation entre les activités de distribution et de production d'électricité et l'instauration de la gestion des ressources humaines.

28. **Transport: le principal défi en termes d'infrastructure de transport du Mozambique est la faible couverture du réseau routier, en particulier dans les zones rurales, qui se traduit par des coûts de transaction élevés et rend non compétitives les**

Encadré 3 – Le projet de gaz naturel de Rovuma



Les réserves estimatives totales de gaz naturel dans le bassin de Rovuma sont de 180 mille milliards de pieds cubes

- Assez de gaz pour approvisionner la Grande-Bretagne, la France, l'Allemagne et l'Italie pendant près de 20 ans
- Le coût total du projet débute à 20 milliards d'USD et peut grimper à 100 milliards.
- Estimation des recettes budgétaires si la production atteint sa vitesse de croisière, sur la base du cadre budgétaire actuel, et si les cours escomptés sur le marché varient entre 200 et 400 milliards d'USD sur 40 ans.
- En mai 2013, l'existence de 200 milliards de barils de pétrole commercialement viables a été confirmée dans la zone 2, ouvrant des perspectives pour la production de pétrole.
- De nouvelles concessions ayant fait l'objet d'appel d'offres en mai 2017 ont permis la découverte de plus de gaz.

secteurs de production du pays. Le Plan stratégique du gouvernement pour le transport (2009) met l'accent les corridors de développement⁴⁸, en intégrant les sous-secteurs routiers, maritime et ferroviaire, ainsi que les sous-secteurs du transport aérien et urbain. Ces corridors servent, à l'échelle nationale, de pôles de croissance et de liaisons entre les zones urbaines et rurales, tout en constituant l'ossature de la fourniture des services publics. Les trois principaux corridors (Maputo, Beira, Nacala) desservent 4 pays enclavés, par des routes et des voies ferrées, reliées aux ports en eau profonde, et par les aéroports internationaux, tout en interconnectant l'Est à l'Ouest du pays (voir carte du Carte **du Mozambique**). Il reste que le pays a l'un des taux de couverture routière les plus bas du continent, tant par habitant (45^e sur 54) que par superficie (46^e). 33 % seulement de la population rurale vivent à 2 km d'une route praticable en toutes saisons. Le secteur pâtit des problèmes majeurs de capacités en ressources techniques et humaines, aggravés par le pool des actifs de l'infrastructure en expansion rapide, et donc par la hausse des coûts d'entretien. Un développement plus poussé du réseau routier est nécessaire pour fournir l'accès des zones rurales aux marchés intérieur et régional, avec une approche intégrée qui favorise les chaînes de valeur de l'agriculture et la fourniture du service public.

29. **Eau : Le Mozambique dispose de vastes ressources en eau, mais les insuffisances de l'infrastructure, notamment l'irrigation insuffisante et la mauvaise gestion du secteur, compromettent l'alimentation appropriée en eau et la lutte contre les inondations.** La viabilité spatiale et temporelle des précipitations à travers le pays et le fait que nombre de fleuves proviennent de l'extérieur du pays⁴⁹ rendent le Mozambique vulnérable aux sécheresses et aux inondations, sans oublier la fourniture irrégulière de l'eau aux populations et aux entreprises. Uniquement 50 % de la population sont directement connectés au réseau de distribution d'eau⁵⁰. L'agriculture (incluant l'irrigation, l'élevage et la foresterie) utilise environ 73 % de la consommation totale d'eau ; les industries, près de 2 % seulement, et l'alimentation en eau des ménages en zones urbaines et rurales absorbe les 25 % restants⁵¹. Toutefois, les plantations effectivement irriguées ne représentent pas plus de 4 % du potentiel estimatif qui est pratiquement de 3 millions d'hectares.

Fragilité

30. **Le Mozambique a été inclus dans la liste harmonisée des pays en situation de fragilité, dressée par les banques multilatérales de développement.** Les notes du Mozambique pour le groupe de 'Gestion et gouvernance économiques' de l'EPIP des banques multilatérales de développement ont baissé ces dernières années, reléguant le pays en dessous de la note du seuil de fragilité (c.-à-d. 3.2). La Banque est en train de réaliser une évaluation de la fragilité afin d'identifier les principaux domaines supplémentaires de la fragilité à caractère sécuritaire, social et environnemental (**Erreur ! Source du renvoi introuvable.**2) et envisage l'éligibilité du pays à l'appui provenant de la facilité en faveur des pays en transition. L'Annexe XIII – Évaluation de la fragilité pays 2017

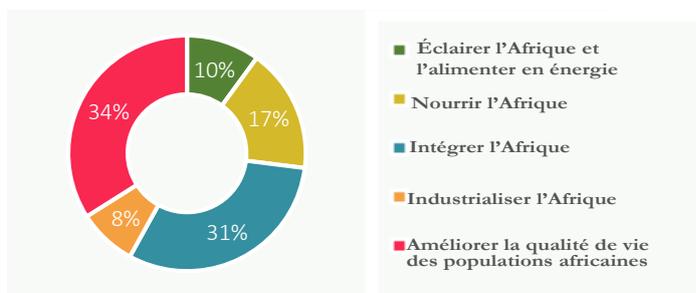
Tableau 1 – Inducteurs de la fragilité au Mozambique

Social	Environnemental	Politique	Économique	Justice & sécurité
<ul style="list-style-type: none"> ▪ Forte croissance démographique ▪ Faible urbanisation et population dispersée ▪ Inégalités & lignes de fracture économique, éducationnelle et sociale ▪ Tx de chômage élevé 	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Phénomènes climatiques extrêmes ▪ Montée du niveau de la mer ▪ Modèle basé sur les combustibles fossiles 	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Clientélisme politique népotisme perçus ▪ Politisation des institutions étatiques ▪ Porosité dans la gestion des finances publiques 	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Infrastructures cruciales limitées et géographiquement concentrées ▪ Modèle de croissance non inclusive ▪ Répercussions de la crise des dettes caches sur l'économie 	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Risque de conflit armé prolongé ▪ Dialogue social limité et fragile

3.4 Principaux résultats pour le RPPP

31. **La composition du portefeuille de la Banque au Mozambique traduit son alignement sur les piliers du précédent DSP 2011-15 : 1) Infrastructure et 2) Gouvernance.** Au 1^{er} décembre 2017, le portefeuille total de la Banque comprenait 19 opérations nationales de prêt en cours, d'un montant de 346,9 millions d'UC et deux opérations régionales d'un montant de 112,7 millions d'UC, ce qui porte le total du portefeuille en cours à 459,2 millions d'UC. 70 % du portefeuille vont dans le financement de l'infrastructure, avec une forte présence dans les corridors routiers (62 %), en particulier pour les liaisons régionales. Le secteur de l'agriculture représente 14,4 %, le secteur de l'énergie, 9,7 % et l'extraction minière, 6,4 %. Quatre-vingt pour cent des projets sont financés à travers le guichet FAD. Les projets restants relèvent d'autres sources de financement (12,6 %) et le guichet du secteur privé, avec 2 projets (7,8 %).

Figure 3 - Contribution du portefeuille aux 5 grandes priorités



32. **Dans le cadre du dialogue pays, la Banque a mis l'accent sur la gestion des ressources naturelles, la mobilisation des ressources intérieures, et les questions relatives à la gestion des finances publiques.** Pendant longtemps, la Banque a été le pourvoyeur d'appuis budgétaires axés sur la réforme de la GFP, les ressources naturelles et le climat des affaires. Le dialogue a été renforcé par 4 études économiques sectorielles closes ou lancées : le plan d'action de l'économie verte (achevées), l'étude géologique et minérale du Mozambique (en cours de finalisation), l'étude sur la mobilisation des ressources intérieures, et le déblocage du développement du secteur privé – une approche de financement mixte (en phase de lancement). En outre, un séminaire international de haut niveau a été organisé à Maputo sur les thèmes de la gestion des recettes et de l'optimisation des profits tirés des ressources en charbon et en gaz.

33. **La performance du portefeuille de la Banque est jugée satisfaisante, avec une note globale de 2,72 (sur une échelle allant de 0 à 4).** Cela implique que tous les résultats devraient être atteints à la fin du projet, à condition que des mesures correctives soient identifiées et appliquées dans les délais. C'est la note la plus basse obtenue sur la période 2010-17. Le secteur des transports a enregistré le nombre le plus élevé de projets à risques (3 à risques et 2 sous étroite surveillance). Au nombre des principales causes de cette mise à l'index figurent les retards enregistrés dans le premier décaissement et les retards pris dans le décaissement des fonds de contrepartie, dont le reversement de la TVA aux fournisseurs⁵², la dégradation de la sécurité sur certaines zones du projet – condition préalable, dans le cas du Mozambique, aux approbations des marchés par le Tribunal administratif. (Pour une analyse plus détaillée, voir l'

Annexe VII – Plan d'amélioration du portefeuille pays).

3.5 Enseignements tirés du DSP 2011-15

34. **Alors que le DSP 2011-15 était bien aligné sur la cadre stratégique national du Mozambique et a enregistré des résultats tangibles, il est évident que des actions plus marquées sont requises pour accélérer la transformation structurelle et l'industrialisation du pays et pour s'attaquer efficacement à ses problèmes fondamentaux de développement (voir §22).** La Banque doit donc aider le Mozambique à améliorer le climat général des affaires par le biais d'investissements dans l'infrastructure sous-développé du pays. Cette démarche rendra l'économie du pays plus compétitive et amènera/incitera les sociétés privées existantes ou nouvelles à s'engager dans les industries et les secteurs à forte potentialité de création de valeur ajoutée plus élevée, dans les activités économique productives de transformation et de création d'emplois. Le secteur de l'agriculture du Mozambique joue un rôle très important dans cette connexion, en particulier du point de vue de la croissance spatiale/rurale, compte tenu de son immense potentiel non encore exploité des chaînes de valeur de l'agroindustrie et de l'agriculture. Par conséquent, la Banque devrait appuyer la modernisation et la dynamisation du secteur agricole du pays à travers le développement intégrée de l'agriculture. De plus, la Banque devrait appuyer la mise en œuvre des lois et des règlements, afin d'assurer une utilisation transparente des recettes provenant des ressources naturelles, en particulier le gaz, pour un développement socioéconomique global du pays. En outre, la Banque doit intensifier le dialogue sur les politiques et les services de conseil, notamment les questions « non techniques » et les réformes des politiques, afin de renforcer son positionnement en tant que véritable institution du savoir. La Banque doit également renforcer davantage son rôle de coordonnateur, d'intermédiaire et de catalyseur en vue de mobiliser des ressources additionnelles pour financer le développement, surtout auprès du secteur privé, compte tenu notamment de la faible allocation pays du FAD. Dernier point et non le moindre, la Banque doit intensifier son appui direct, à travers son guichet du secteur privé, aux industries et entreprises qui ont le potentiel de s'engager dans les activités de transformation économique et de création d'emplois à valeur ajoutée.

4 STRATÉGIE DE LA BANQUE POUR 2018-2022

4.1 Justification et sélectivité stratégique

35. **Comme analyse ci-dessus, le Mozambique dispose certes de plusieurs atouts et opportunités, mais le pays fait face également à des faiblesses et à défis majeurs qui entravent la transformation économique, l'industrialisation et la création d'emplois à valeur ajoutée, autant de facteurs qui sont nécessaires pour réduire la pauvreté et les inégalités.** Les principales entraves à une accélération de la transformation structurelle, de l'industrialisation et à la création d'emplois à valeur plus élevée sont multiples et complexes,

exigeant une réaction appropriée en termes de politiques bien conçues. Les principales entraves sont notamment les suivantes : i) la fragilité des chaînes de valeur, surtout dans l'agriculture, avec un accès limité aux marchés nationaux, régionaux et internationaux, compliquées par l'insuffisance de la connectivité des infrastructures, ii) l'environnement des affaires onéreux, y compris non seulement les services d'infrastructure, mais encore les contraintes d'ordre légal et réglementaire, sans oublier les problèmes de logistique, et iii) les déficits de compétences et de connaissances, donnant lieu à une faible productivité de la main-d'œuvre. En plus, au nombre des défis transversaux figurent le renforcement de la résilience face aux chocs climatiques, et la mise en place d'un solide cadre de gouvernance pour la gestion durable des ressources naturelles, du secteur extractif et de ses importantes recettes budgétaires escomptées. La réponse en termes de politique devrait donc mettre l'accent sur un développement important des infrastructures, tant nationales que régionales, le développement du secteur de l'agriculture pour promouvoir les chaînes de valeur et accroître la productivité, la bonne gouvernance des ressources naturelles afin d'assurer l'emploi efficace et efficient des recettes, et la réalisation en aval des opportunités industrielles, en particulier, les chaînes de valeur locales, et le développement des compétences pour mettre à la disposition du secteur privé les ressources humaines requises. Toutes ces actions doivent s'inscrire dans un cadre macroéconomique stable, par le biais de politiques monétaires et budgétaires saines, notamment la gestion de la dette et l'intégration des pratiques de bonne gouvernance.

36. **Compte tenu du volume très limité des ressources concessionnelles disponibles pour le Mozambique (voir section 4.6 sur les ressources disponibles), la Banque a identifié une série de critères clés de sélectivité pour déterminer les choix stratégiques et opérationnels du DSP afin de mieux appuyer la transformation économique et le développement socioéconomique général du pays.** Ces critères de sélectivité visent à assurer que les opérations de la Banque aient un impact maximal sur le développement, en accord avec les priorités du pays et les 5 grandes priorités de l'institution. Les critères sont résumés comme suit :

37. *Opportunités et défis fondamentaux.* Le DSP traitera des enjeux fondamentaux du développement que sont la pauvreté et les inégalités généralisées notamment dans les zones rurales où vit la majorité de la population, tributaire d'une agriculture de subsistance et déconnectée des pôles de croissance. Le DSP tirera parti des opportunités exceptionnelles qui résultent des importants apports d'IDE et les recettes budgétaires massives découlant des ressources naturelles offrent des perspectives de transformation pour les zones rurales et les populations, d'être prises en compte dans un nouveau modèle de croissance, en s'attaquant aux problèmes cruciaux liés à la faiblesse des infrastructures, au bas niveau de l'éducation et des compétences, afin d'accroître la productivité de l'agriculture et de tirer parti du dividende démographique.

38. *Avantages comparatifs de la Banque et enseignements tirés.* Le DSP tire parti : i) de la solide réputation acquise par la Banque en tant que partenaire de choix tant pour le gouvernement que pour le secteur privé, ainsi que de son rôle d'intermédiaire honnête, ce qui revêtira une importance croissante lorsque le gouvernement se trouvera confronté à des défis simultanés, notamment les contraintes financières, pour promouvoir les investissements privés et les projets complexes, de grande envergure et transformationnels dans le secteur du gaz, ii) des brillants résultats obtenus par la Banque en matière de modernisation de l'agriculture et des infrastructures, iii) son statut remarquable d'institution du savoir et son rôle de conseil dans le domaine du développement de l'économie verte, des ressources naturelles et des infrastructures intégrées, et iv) le rôle progressif en tant que pourvoyeur de connaissance aux clients et aux partenaires.

39. *Consultation des parties prenantes et cadre stratégique pays.* Le DSP a reçu l'approbation du GM et répond à toutes les exigences pour piloter le Nouveau pacte pour l'énergie en Afrique. Les priorités sont alignées sur le cadre stratégique du pays, en particulier l'accent mis par l'ENDE sur la diversification économique et l'industrialisation, et les 2^e et 3^e priorités du PQG 2015-19⁵³, et ont été fondées sur les conclusions des consultations engagées avec la société civile et le secteur privé. Par ailleurs, la complémentarité sectorielle et géographique avec les activités d'autres partenaires au développement a été recherchée compte tenu de l'immense appui fourni par d'autres partenaires au développement, notamment dans les domaines de la GFP et de la gouvernance, et afin de mettre l'accent sur le développement rural où interviennent moins de partenaires, en particulier dans la région nord.

40. *Cadre stratégique institutionnel et études analytiques de la Banque.* Le DSP est aligné sur le cadre stratégique de la Banque, notamment sa Stratégie décennale 2013-22 et les 5 grandes priorités, ainsi que les stratégies pour l'énergie, l'emploi, le genre et le programme des technologies pour la transformation de l'agriculture africaine (TAAT). Le DSP est étayé par les produits du savoir élaborés lors du processus du DSP⁵⁴, et étayée par le projet de la nouvelle Stratégie d'intégration régionale 2018-22 pour l'Afrique australe.

4.2 Objectifs et piliers du DSP

41. **Le principal objectif du DSP est d'impulser et d'accélérer la transformation structurelle du pays en vue de créer les emplois requis pour réduire effectivement et durablement la pauvreté et les inégalités.** Par conséquent, le DSP appuiera la création d'un climat des affaires propice, plus compétitif afin d'inciter et de dynamiser le secteur privé par le biais d'investissements dans l'infrastructure de l'énergie et des transports, qui ouvre également l'accès aux marchés locaux et régionaux. Ce dispositif sera complété par l'appui direct de la Banque aux entreprises ayant le potentiel de s'engager des activités économique de production et de transformation à plus forte valeur ajoutée et qui créent des emplois salariés, et par le développement des compétences de la main-d'œuvre et le renforcement du tissu entrepreneurial, de manière à réduire les disparités régionales et hommes-femmes. Le DSP visera également à transformer l'agriculture, à développer l'agroindustrie et à appuyer les agro-entrepreneurs par la création et l'intégration des PME dans les activités à chaînes de valeur et à forte valeur ajoutée, dont la création de liens avec le secteur de l'extraction minière, et à saisir les opportunités offertes par les ressources naturelles, tout en intégrant les meilleures pratiques en matière de gouvernance dans tous les secteurs.

42. **Les principales innovations du DSP portent sur l'accent mis sur la transformation structurelle et l'industrialisation et sur les mesures proposées à l'encontre des principaux vecteurs de la fragilité en renforçant la résilience climatique, sociale et économique.** Les DSP promouvra les infrastructures durables, la gestion durable des ressources naturelles, et corrigera les inégalités spatiales par la promotion du développement économique des zones rurales où la pauvreté est généralisée, avec un accent particulier sur les régions du nord où les besoins de développement sont plus marqués. Dans un cadre de financement limité, (le Mozambique n'est pas éligible au guichet souverain de la BAD), la Banque mettra l'accent sur les approches novatrices et sur la mobilisation de fonds additionnels auprès d'autres donateurs ou d'investisseurs privés, en s'attachant à mobiliser des mécanismes de cofinancement. L'utilisation d'instruments permettant de réduire les risques et de rehaussement de crédit (p. ex. les garanties partielles de risque et les garanties partielles de crédit), les financements mixtes, les partenariats public-privé, ainsi que les fonds climatiques en complément des ressources du FAD pour investir dans l'agriculture résiliente au changement climatique, dans les infrastructures durables et les énergies renouvelables constitueront des éléments clés de cette stratégie. La Banque envisagera des conceptions

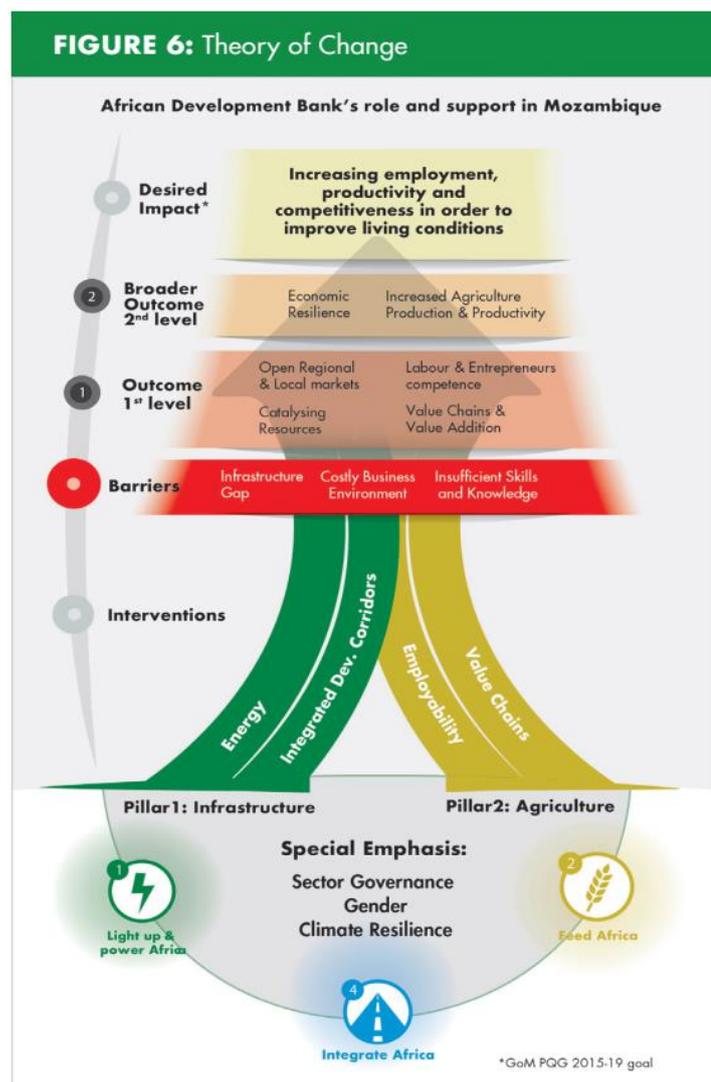
novatrices de projet, telles que le financement axé sur les résultats, susceptibles de promouvoir des pratiques novatrices de réformes et de faciliter les partenariats avec d'autres donateurs. Une autre innovation consisterait à intégrer systématiquement la gouvernance dans toutes les opérations de la Banque en mettant l'accent sur l'amélioration du secteur de la gouvernance sectorielle. De même, l'égalité hommes-femmes sera prise en compte : l'analyse des questions de genre sera systématiquement entreprise pendant la préparation de nouveaux projets, et des composantes spécifiques ciblant les femmes seront prévues, le cas échéant. Une attention particulière sera accordée au renforcement des capacités des ministères et organismes sectoriels en vue de l'intégration de la question de genre. De plus, à la suite des affaires de « dettes cachées », le dialogue entre le GM et les PD a été restreint, tandis la situation financière du pays s'est détériorée. Tirant parti de son expérience, la Banque peut jouer un rôle central dans la facilitation du dialogue interne et la coordination de l'aide. L'appui au dialogue sur les politiques, notamment sur des questions cruciales comme la soutenabilité de la dette, aidera le pays à restaurer sa solvabilité, ce qui, à long terme, lui ouvrira l'accès au guichet BAD. L'appui sera fourni sous forme de services de conseil et de produits du savoir en vue des réformes de la gestion macroéconomique, de la gestion des ressources naturelles et de la mobilisation de ressources.

43. Le DSP 2018-2022 s'articule autour de deux piliers : 1) l'aménagement des infrastructures en vue de permettre une croissance inclusive transformatrice et la création d'emploi, et 2) l'appui à la transformation de l'agriculture et au développement de chaînes de valeur.

Le DSP contribuera à la réalisation de certaines des 5 grandes priorités : Éclairer l'Afrique et lui fournir de l'électricité, Nourrir l'Afrique et intégrer l'Afrique. Les domaines méritant une attention particulière sont la gouvernance, la résilience face au changement climatique et la parité hommes-femmes. À travers les 5 grandes priorités, la Banque contribuera directement à l'atteinte des ODD. Les deux piliers du DSP sont complémentaires et traduisent les orientations de CODE concernant le champ stratégique proposé du DSP (voir Annexe XVII – Matrice des observations de CODE).

4.3 Résultats escomptés du DSP

44. Le DSP 2018-22 de la Banque contribuera à l'atteinte des objectifs de l'ENDE 2015-35 et du PQG, des 5 grandes priorités de la BAD et des objectifs du développement durable (ODD).



Pour obtenir les résultats et atteindre les objectifs escomptés du DSP, la Banque déploiera divers instruments à partir de ses guichets public et privé, comprenant un programme de financement des investissements et des projets d'appui institutionnel, accompagnés d'études analytiques et de services de conseils consultatifs. Un accent particulier sera mis l'appui de la Banque à partir de son guichet du secteur privé, en termes de financement et de services de conseil. Les principaux résultats et objectifs escomptés sont présentés dans le cadre des deux piliers examinés dans les paragraphes ci-après. La Matrice d'alignement stratégique et la Matrice de performance du pays dans les Annexes II et III propose le cadre pour l'alignement stratégique des interventions, ainsi que les objectifs de la performance. L'Annexe IV – Cadre axé sur les résultats – montre les résultats et les produits escomptés à mi-parcours et à fin 2022.

Pilier 1 – aménagement des infrastructures pour permettre une croissance inclusive transformatrice et la création d'emplois

45. **Principal objectif.** Le principal objectif de ce pilier est de créer un environnement des affaires propice qui soit plus compétitif afin d'inciter et de dynamiser le secteur privé, par le biais d'investissements dans les infrastructures de l'énergie et des transports, qui connectent les zones rurales aux corridors de développement et ainsi améliorent l'accès aux marchés locaux et régionaux. Les interventions au titre de ce pilier seront axées sur certaines des 5 grandes priorités, à savoir : « Éclairer l'Afrique et lui fournir de l'électricité » et « Intégrer l'Afrique ». Le pilier est aligné sur les objectifs de développement des infrastructures économiques et sociales du PQG 2015-19⁵⁵, sur l'ODD 7 « Énergie renouvelable », l'ODD 8 « Bons emplois et croissance économique » et l'ODD 9 « Innovation et infrastructure ». En rendant l'énergie et le transport plus accessibles, abordables et fiables, l'appui de la Banque favorisera et dopera les activités du secteur privé, à travers les entreprises existantes et les nouvelles qui s'engagent dans la production à plus forte valeur ajoutée et la création d'emplois, promouvant ainsi la transformation économique. Les investissements de la Banque au titre de ce pilier favoriseront également l'intégration des zones rurales aux corridors de développement et aux réseaux régionaux, et l'établissement de liens avec les opportunités économiques induites par l'exploitation des ressources naturelles du Mozambique.

46. **Énergie.** L'appui de la Banque permettra au GM d'atteindre les ambitieux objectifs du Nouveau pacte pour l'énergie en Afrique (NPEA) en conformité avec les stratégies nationales du Mozambique. Grâce au financement concessionnel, l'appui de la Banque comprendra des opérations d'investissement dans l'infrastructure physique, notamment dans un solide centre national de contrôle qui dotera le pays d'une capacité renforcée d'exploitation de réseau, avec des interconnexions régionales. D'autres investissements dans l'infrastructure de production et de transport mobiliseront l'immense potentiel de production de l'électricité du Mozambique, au service du pool énergétique d'Afrique australe. En outre, la Banque intégrera la bonne gouvernance dans ses projets du secteur de l'énergie, p. ex. renforcer les pratiques de passation de marchés avec les LPP ; renforcer les capacités de l'EDM à fournir les services, ainsi que les capacités institutionnelles des organes sectoriels.

47. À la faveur du financement mixte, d'instruments d'atténuation du risque et de rehaussement de crédit (p. ex. les GPR et GPC), en plus des ressources non souveraines, la Banque financera des projets qui exploitent durablement le gaz naturel du Mozambique et contribuent à transformation structurelle du pays. La Banque recherchera l'additionnalité et l'impact renforcé du développement du secteur du GNL, en veillant aux opportunités et aux liens économiques locaux en vue de la création d'une chaîne de valeur en aval susceptible de développer un pôle industriel national (p. ex. engrais, dérivés liquides de gaz). De la même manière, des opportunités seront créées pour des projets de production de l'énergie propre avec la participation du secteur privé, ce qui contribuera à générer des recettes importantes à partir

des exportations régionales d'énergie, mais aussi à satisfaire la demande locale d'énergie. La diversification économique dans les zones rurales exige le déploiement commercial des mini-réseaux ruraux d'énergie renouvelable. La Banque mobilisera d'autres fonds sous sa gestion, et mettra à contribution des initiatives internationales de financement du développement privilégiant les énergies renouvelables, afin de lever les obstacles aux investissements sur le marché hors réseau, et attirer des investisseurs privés.

48. **Principaux résultats.** Le taux d'accès à l'électricité à l'échelle nationale devrait augmenter, passant de 30 % en 2017 à 65 % au moins en 2022. Par ailleurs, les principaux résultats additionnels escomptés sont les suivants : i) 100 km de ligne de transport de 400 kV construits, ii) 200 MW de capacité de transport ajoutés au réseau national, iii) un processus d'octroi de licence réaménagé pour les projets de production d'énergies renouvelables, iv) la marge d'exploitation d'EDM devrait s'améliorer, passant de -8 % à un seuil de rentabilité, v) un parc éolien produisant 20 MW installé, et vi) 2 trains de liquéfaction d'une capacité de 6 MTPA chacun, avec ii) 8500 emplois créés pendant la construction, ainsi que viii) l'aménagement d'un pôle de croissance complet prévoyant un aéroport, un port maritime et un parc industriel.

49. **Corridors de transport intégrés.** L'appui de la Banque comprendra des projets d'investissement financés par des fonds concessionnels dans les routes et autres infrastructures de transport afin de renforcer les corridors de transport et doper les pôles de croissance. L'achèvement des ossatures du principal corridor routier régional est essentiel pour développer l'activité économique du pays, et pour relier les zones rurales aux marchés locaux et régionaux, en particulier, les pôles de croissance régionaux transfrontaliers de Niassa et de Cabo Delgado qui sont des provinces affichant une incidence élevée de pauvreté. L'expansion accentuée par effet de capillarité des liens en aval, à partir des corridors de transport, peut libérer le potentiel agricole de vastes zones rurales en favorisant l'accès au marché et en renforçant le tissu de PME, ce qui créera des emplois à plus forte valeur ajoutée. Ce dispositif sera complété par des ressources non concessionnelles et des fonds fiduciaires pour financer les opérations d'assistance technique susceptibles d'améliorer la gestion des infrastructures, de promouvoir l'attraction d'investissements du secteur privé, et créer de nouveaux pôles de développement avec l'intégration de la gestion des ressources naturelles susceptibles de pourvoir à la subsistance de la population urbaine, dont le nombre devrait croître sensiblement dans ces régions.

50. **Principaux résultats.** Les principaux résultats sont notamment les suivants : i) 900 km de routes réhabilitées, et ii) 500 km de routes modernisées.

Pilier 2 – Appui à la transformation de l'agriculture et développement de chaîne de valeur

51. **Principal objectif.** Le principal objectif du deuxième pilier est de contribuer à la transformation de l'agriculture et de développer la chaîne de valeur agricole. Les interventions de la Banque au titre de ce pilier seront axées sur l'une des 5 grandes priorités, à savoir : « Nourrir l'Afrique », et contribuera à l'ODD 1 « Pas de pauvreté », l'ODD 10 « Réduire les inégalités » et l'ODD 13 « Prendre des mesures pour lutter contre le changement climatique ». En outre, les interventions proposées sont directement liées à l'initiative relative aux technologies pour la transformation de l'agriculture africaine (TAAT), afin d'accroître notablement la productivité de l'agriculture et de l'élevage, ainsi que la production dans les délais les plus courts possibles et à grande échelle en adoptant les technologies existantes, dont les variétés de semences à rendement élevé. À cet égard, la Banque, au titre de ce pilier, investira dans les chaînes de valeur agricoles, en mettant l'accent sur une approche industrielle pour l'agriculture du Mozambique, en soutenant les petits producteurs afin de renforcer leur accès aux marchés, et en investissant dans les compétences et les technologies de manière à

accroître la productivité. Les activités de la Banque dans le secteur de l'agriculture tireront parti des investissements actuels dans les infrastructures (que ce soit les dispositifs d'irrigation, les connexions électriques, ou les réseaux routiers pour accéder aux marchés), avec un renforcement complémentaire des capacités pour les producteurs, ce qui leur permettra de grimper dans les chaînes de valeur et de devenir des agroindustriels efficaces et efficients. La Banque impulsera un secteur agricole compétitif qui pourrait saisir les opportunités locales créées par le développement du secteur extractif, en particulier dans le nord où l'urbanisation subséquente induira une flambée de la demande pour les denrées alimentaires.

52. **Chaînes de valeur et liens.** En recourant aux ressources concessionnelles souveraines, la Banque appuiera la productivité de l'agriculture grâce à des investissements dans l'irrigation et les infrastructures côtières climatiques, combinées avec la vulgarisation de technologies et de techniques résilientes au climat. En outre, l'assistance technique, en matière de commercialisation et de formation, aux prestataires de services agronomiques sera fournie aux organes publics et au secteur privé, pour permettre le renforcement d'une agroindustrie et de chaînes de valeur durables, capables de créer localement de la valeur. L'appui de la Banque couvrira, le cas échéant, la promotion des initiatives de ZTPB, conçues pour concentrer les activités agroindustrielles, notamment à travers des investissements directs étrangers dans l'agroindustrie. Enfin, la Banque entreprendra des recherches spécialisées sur le développement de l'agriculture, susceptibles d'aider les décideurs à créer efficacement un environnement propice pour le secteur et appuyer les opérateurs économiques.

53. **Employabilité.** L'appui de la Banque au titre de ce pilier couvrira également les besoins du secteur privé par le biais du développement des compétences, dans les sciences et technologies agronomiques et dans les activités complémentaires et les compétences entrepreneuriales appliquées à l'agriculture. Au moyen de ressources concessionnelles, la Banque investira dans les institutions d'enseignement supérieur et dans les cadres de formation technique et professionnelle (CFTP) pour l'agriculture et les disciplines connexes, avec un accent particulier sur l'offre d'opportunité d'éducation et d'entrepreneuriat aux femmes et aux filles.

54. **Principaux résultats.** Les principaux résultats sont notamment les suivants : i) 5 500 ha d'aménagements d'irrigation pour la culture des légumes, ii) 1 150 ha de forêts restaurés, iii) accroissement de l'efficacité opérationnelle du barrage de 1,3 million de mètres cubes, iv) augmentation des rendements de la culture de riz, passant de 1 à 2 tonnes à l'hectare, v) augmentation du revenu annuel des petits exploitants agricoles de 100 USD, vi) 600 producteurs de volaille ont reçu une enveloppe de départ, vii) formation en gestion pour 580 formateurs en nutrition, viii) 20 000 agriculteurs ont eu accès à l'irrigation/aux intrants/aux services de vulgarisation, et ix) 5000 travailleurs ont été formés (dont 50 % de femmes).

4.4 Domaines prioritaires particuliers

55. En conformité avec la Stratégie décennale de la Banque, les domaines privilégiés du DSP sont la gouvernance, le changement climatique et l'égalité hommes-femmes.

56. **Gouvernance.** La Banque promouvra la bonne gouvernance de manière ciblée à travers les deux piliers du DSP, afin de permettre de s'attaquer à cet inducteur de la fragilité. Les activités liées à la gouvernance apporteront donc un meilleur appui à la gestion du secteur de l'énergie en renforçant les moyens d'action du ministère des Ressources minières et de l'Énergie, ainsi que de l'EDM en matière de planification et de sélection des projets ; et des pratiques améliorées en matière de passation de marchés et de gestion des sociétés de services publics. La Banque fournira également des services de conseil et des produits du savoir sur les cadres de gestion de la dette et de financement de projets, dont les PPP. La Banque promouvra

également une gestion inclusive et durable des ressources naturelles et des recettes qui en sont tirées, à travers des interventions de conseil, de création du savoir et de dialogue. Par exemple, la Banque favorisera l'inclusion du capital naturel dans les choix et les compromis du gouvernement en termes d'utilisation de ressources, et de gestion durable des recettes tirées des ressources extractives. Une approche globale concernant la planification des ressources naturelles appuiera également les liens entre l'agriculture et l'infrastructure.

57. **Changement climatique.** La Banque intégrera les considérations liées au changement climatique dans toutes ses interventions. En particulier, les investissements dans l'agriculture répondront à la nécessité de mettre en place les infrastructures permettant de maîtriser les inondations et les sécheresses, appuieront l'adoption de techniques et technologies applicables à une agriculture sensible au climat, et soutiendra les capacités de gestion des catastrophes naturelles. L'investissement de la Banque mettra l'accent la prise en compte de la résilience aux aléas climatiques dans la conception et la planification de l'infrastructure, en aidant le GM dans ses actions de diversification de ses sources d'énergie et de lutte contre la déforestation.

58. **Égalité Hommes-femmes.** L'égalité entre les hommes et les femmes sera intégrée dans tous les projets, comme expliqué au paragraphe 42 et des mesures seront prises directement à cet égard au titre du pilier 2, grâce à l'appui aux productrices pour leur permettre d'accéder à des sources de vulgarisation et à des technologies et à des formations liées à la création d'activités agroindustrielles. Les actions favorisant l'accès aux opportunités d'apprentissage en vue d'acquérir des compétences agronomiques viseront particulièrement les femmes et les filles. Au titre du pilier 1, la Banque œuvrera avec le GM à la promotion des considérations sensibles aux femmes dans la planification et la conception de l'infrastructure et appuiera des programmes visant à accroître l'accès des femmes et des filles à l'énergie propre et durable.

4.5 Programme d'activités national

59. **Le Programme d'activités national (PAN)** est un programme triennal glissant, régulièrement étoffé, pendant la période du DSP, sur la base d'un dialogue constant avec les clients. Le PAN comprend une réserve d'opérations, comme présentée en détail à l'Annexe I - DSP 2018-22 – Programme d'activités national indicatif triennal glissant). Les **activités hors prêts et les travaux sur la connaissance** font également partie du PAN. Les produits du savoir ci-après sont prévus ; 1) EES sur la revue des dépenses publiques dans le secteur agricole, 2) EES sur la réalisation du développement du secteur privé, qui est une étude sur le financement mixte faisant des recommandations sur le développement du secteur privé et les opportunités d'investissement sous forme de financement mixte, dont l'agroindustrie., 3) le programme de connaissance sur les ressources naturelles, avec des études consultatives et des notes d'orientation sur la gestion durable des ressources naturelles et des recettes qui en sont tirées, et 4) un programme du savoir sur la stabilité macroéconomique, consistant en de brèves notes d'orientation et d'études consultatives sur la réduction de la dette, la mobilisation des ressources intérieures et la gestion des recettes, ainsi que le cadre de financement des investissements publics dans des domaines d'intérêt stratégique donnés, dont la revue du cadre national des PPP.

60. **Dialogue pays.**

À l'appui des objectifs stratégiques de la Banque, au Mozambique, le Bureau national restera solidement engagé dans le dialogue et le développement des activités. La Banque renforcera son statut d'institution du savoir, tant auprès du gouvernement mozambicain que des partenaires au développement, ainsi que d'autres parties prenantes, en tirant pleinement avantage de sa présence locale. Les principaux sujets de dialogue sont les suivants : *i) Accès*

souverain à la BAD. La Banque renforcera son statut de partenaire de choix et aidera le Mozambique à résoudre ses problèmes financiers actuels afin de libérer son immense potentiel pour atteindre solvabilité et l'objectif à long terme de devenir éligible au guichet souverain non concessionnel de la BAD. À la faveur de son plaidoirie, de son savoir et de ses activités de conseil, la Banque est engagée à aider le Mozambique dans la mise en œuvre de ses politiques macroéconomiques et ses réformes ; *ii) Partenariats*. La Banque se positionnera de plus en plus comme un partenaire de choix pour le GM, mais également pour les autres PD et le secteur privé. La Banque jouera un rôle de catalyseur dans la mobilisation d'autres ressources en utilisant ses instruments novateurs et le cofinancement, et continuera de développer ses partenariats locaux⁵⁶. La Banque étoffera ses partenariats actuels et s'attachera à en nouer de nouveaux, notamment avec la JICA, le Fonds mondial pour la nature (WWF), le Département pour le développement international (DfID), le Fonds nordique pour le développement (NDF), le Canada, le Fonds pour l'environnement mondial (FEM), le Fonds vert pour le climat (GCF), l'OPEP, le Conseil de recherche scientifique et industrielle (CSIR) ; *iii) Gestion des ressources naturelles*. Avec l'appui de la Banque, le GM est aux premières loges en ce qui concerne la mise en œuvre du programme de transition vers la croissance verte sur le continent. Les diverses richesses du Mozambique en capital naturel, humain et économique du Mozambique peuvent lui générer des flux multiples de recettes provenant de divers secteurs. Le GM prend des mesures résolues en faveur de l'inclusion de la valorisation du capital naturel dans son système de planification économique. La Banque doit poursuivre son appui à ce programme, notamment à travers des conseils techniques et des produits du savoir sur le capital naturel, et en fournissant des services de conseil pour orienter les principales possibilités en matière de prospection du gaz naturel ; *iv) Performance du portefeuille*. La Banque renforcera le dialogue pas en vue de l'accroissement de l'efficacité et de la performance du portefeuille de ses projets.

4.6 Ressources du Groupe de la Banque

61. **La principale enveloppe de financement du PAN sera une allocation limitée au titre du FAD-14 et du cofinancement**⁵⁷. Les ressources disponibles proviennent du FAD-14 (2017-19), d'un montant de 56,3 millions d'UC et du prochain cycle complet du FAD-15 (2020-22), ainsi que des financements à travers le guichet BAD pour des projets non souverains. En outre, étant donné qu'il figure actuellement sur la liste harmonisée des pays en situation de fragilité, le Mozambique pourrait éventuellement bénéficier de la Facilité des États en transition. Des financements additionnels sont recherchés pour être mobilisés en recourant à d'autres ressources de la Banque. L'utilisation de nouveaux instruments financiers tels que la Garantie partielle de risques (GPR) et la Facilité du secteur privé (FSP) étofferont éventuellement le programme d'activités et ajouteront de la valeur aux ressources du FAD.

62. **En conformité avec la nouvelle politique de crédit de la Banque, le Mozambique ne remplit pas les conditions requises pour accéder aux ressources souveraines non concessionnelles de la BAD**. Un dialogue étroit sera engagé avec le GM en vue de résoudre les problèmes macroéconomiques majeurs, notamment la gestion de la dette et la mobilisation efficace des ressources intérieures, en ce qui concerne tout particulièrement le secteur des ressources naturelles, dans la perspective, à long terme, d'accéder aux financements souverains de la BAD. À cet égard, l'accent est mis sur la mobilisation des financements du secteur privé, notamment à travers des plateformes telles que le Forum de l'investissement en Afrique. Un objectif spécifique du DSP est de mobiliser des ressources au moyen du cofinancement avec des mécanismes de développement international et de financement thématiques, dont l'initiative de transformation de l'agriculture (TAAT), le PAGO DA (*Pillar assessed grant or delegation Agreement*) de l'UE, et le Fonds vert pour le climat (GCF).

5 MODALITÉS DE MISE EN OEUVRE

Suivi et évaluation

63. **Le suivi, le repérage et l'évaluation au titre du DSP et sa mise en œuvre seront basés sur les mécanismes suivants :** i) au niveau national, à travers le suivi de la mise en œuvre du programme du GM, par le biais de la matrice de suivi du PQG, et ii) et par le biais de la Matrice d'engagement de la performance pays (voir l'Annexe III), en conformité avec les nouveaux outils de résultats conçus par le Secrétariat du comité des opérations et le Département de l'assurance qualité (SNOQ). Un classique cadre logique basé sur les résultats est également fourni (voir Annexe IV – Cadre axé sur les résultats). À mi-parcours du DSP en 2020, une revue offrira l'occasion de réévaluer et, le cas échéant, de réaligner les objectifs stratégiques sur les priorités du gouvernement. À l'achèvement du DSP en 2022, un rapport d'achèvement sera établi avec une analyse détaillée de la performance et des résultats obtenus. Enfin, à la faveur d'un dialogue pays continu, assorti d'une périodicité mensuelle, trimestrielle et annuelle, le GM et la Banque suivront et repèreront les progrès accomplis dans le cadre de la mise en œuvre du projet.

Risques et mesures d'atténuation

64. **Les risques les plus pertinents pour les opérations de la Banque découlent de la situation politico-militaire.** Des risques supplémentaires relèvent des problèmes endémiques de mise en œuvre auxquels s'attaque le Plan d'amélioration du portefeuille pays. Pour la liste détaillée des risques spécifiques et les mesures respectives d'atténuation, voir l'Annexe XIV – Atténuation du risque au titre du document de stratégie pays.

6 CONCLUSIONS ET RECOMMANDATIONS

Conclusions

65. **Le Mozambique est au seuil d'une transition économique et sociale induite par l'exploration des ressources naturelles.** Cependant, le défi constant sera l'aboutissement d'un modèle de croissance verte et inclusive, grâce à une transformation structurelle et une industrialisation qui peuvent générer des opportunités suffisantes d'emplois pour la population rurale afin de sortir de la pauvreté, de promouvoir le développement humain et d'assurer une gestion durable des ressources naturelles et les recettes qui en sont tirées. La Banque est mieux à même d'assister le pays avec une approche ciblée et des avantages comparatifs spécifiques.

Recommandations

66. Les Conseils d'administration sont priés d'approuver le DSP 2018- 2022 pour le Mozambique, ainsi que ses 2 piliers : 1) **Aménagement de l'infrastructure, et 2) Appui à la transformation de l'agriculture et au développement de la chaîne de valeur.**

Annexe I - DSP 2018-22 – Programme d'activités national indicatif triennal glissant

Réserve & détails du projet indicatif	An	Top5	Secteur	Portée	Instrument	Prêt FAD	Don FAD	Prêt rég.	Don rég.	Souv. BAD	Non souv. BAD	Autres finance m.	Cofinanc.	Total projet
PIILER 1 – Aménagement de l'infrastructure en vue d'une croissance inclusive générale – La croissance durable et l'amélioration de la qualité de l'infrastructure socioéconomique essentielle et indispensable en vue de la promotion des activités de production du secteur privé, la priorité étant accordée aux études, à la construction, à la réhabilitation et à l'entretien de l'infrastructure à grand impact social et économique, en particulier les structures hydro-agricoles, l'alimentation en eau dans les zones urbaines et rurales, les barrages, les routes et les ponts. [4e priorité du PQG du GM]														
Etude de faisabilité du SEFA en faveur du parc éolien d'EleQtra à Namacha	2018	Éclairer l'Afrique	Énergie	Nat.	AT	-	-	-	-	-	-	0,6	-	0,6
Centre national de contrôle Ligne de transport de Temane	2019	Éclairer l'Afrique	Énergie	Rég.	Investissement	20	-	30	-	-	-	0,2	-	50,2
		Intégrer	Transport	Nat.	Investissement	30	-	-	-	-	-	-	-	-
PIILER 2 – Appui à la transformation de l'agriculture – Pour accroître l'emploi et la production ainsi que pour améliorer la compétitivité de l'économie et des entreprises nationales, tirée par l'agriculture orientée par marché, avec une forte implication de la famille et du secteur privé à la création d'emplois et de revenu, tout en assurant la sécurité alimentaire et nutritionnelle, la fourniture des matières premières l'industrie national et la production d'excédents pour l'exportation. [3e Priorité du PQG du GM]														
Projet de redressement post-sécheresse et de résilience de l'agriculture	2018	Nourrir	Agriculture	Nat.	Investissement	-	10	-	-	-	-	-	-	10,6
Projet d'appui au dév. des compétences pour l'agriculture et l'industrie - Unilurio	2018	Nourrir	Compétences	Nat.	Investissement	-	10	-	-	-	-	-	-	10
Projet de Baixo Limpopo pour l'emploi des jeunes	2018	Nourrir	Agriculture	Nat.	Investissement	15,9	-	-	-	-	-	-	-	15,9
Projet zone de transformation des produits de base de Beira	2020	Nourrir	Agriculture	Nat.	Investissement	13	-	-	-	-	-	-	-	13
Produits du savoir														
Libérer le développement du secteur privé – Un financement mixte	2018	Nourrir	Res. Nat.	Nat.	Savoir	-	-	-	-	-	-	0,06	0,02	0,08
Programme de savoir sur la stabilité macroéconomique	2018	Amélioration des conditions de vie	Macro	Nat.	Savoir	-	-	-	-	-	-	0,1	-	0,1
Préparation de la gestion intégrée de Pemba - Palma	2019	Amélioration des conditions de vie	WS&S	Nat.	Savoir	-	1	-	-	-	-	-	-	1
Programme de savoir sur les ressources naturelles	2019	Amélioration des conditions de vie	Res. nat	Nat.	Savoir	-	-	-	-	-	-	0,1	-	0,1
Revue des dépenses publiques destinées à l'agriculture	2020	Nourrir	Agriculture	Nat.	Savoir	-	-	-	-	-	-	0,2	-	0,2
Réserve de projets BAD**														
Mueda - Negomano Phase II	2020	Intégrer	Transport	Nat.	Investissement	-	-	-	-	43	-	-	-	43
Pemba - Palma Gestion intégrée des zones urbaines et de l'eau	2020	Amél. cond. vie	Urbain	Nat.	Investissement	-	-	-	-	25	-	-	-	25
Périmètre d'irrigation de COFAMOSA	2020	Nourrir	Agriculture	Nat.	Investissement	-	-	-	-	17	39	-	-	56
Chaînes de valeur & Prog. de dév. de marché pour le corridor de Pemba-Lichinga	2020	Nourrir	Agriculture	Nat.	Investissement	-	-	-	-	100	-	-	-	100
Projet de dorsale STE	2020	Éclairer	Énergie	Rég.	Investissement	-	-	-	-	73	-	-	-	73

* Projet déjà approuvé au niveau du Conseil, sur la base de l'approbation des piliers stratégiques de CODE

** Les opérations non souveraines au stade de pré-PEN n'ont pas été insérées

Annexe II – Matrice d’alignement stratégique

PILIER 1 : AMÉNAGEMENT DE L’INFRASTRUCTURE POUR LA CROISSANCE INCLUSIVE GÉNÉRALE			BANQUE AFRICAINE DE DÉVELOPPEMENT	
MOZAMBIQUE				
Plan national de développement :			Politiques institutionnelles :	
Stratégie nationale de développement - ENDE : - Pilier 2 : Développement de l’infrastructure Plan quinquennal du Gouvernement (PQG) : - Objectif 3 : Développement de l’infrastructure économique et social			5 grandes priorités : - <i>Eclairer l’Afrique et lui fournir de l’énergie :</i> Mobiliser les capitaux nationaux et internationaux pour un financement novateur du secteur de l’énergie en Afrique - <i>Intégrer l’Afrique :</i> Bâtir l’infrastructure régionale Stratégie décennale (2013-2022) : - <i>Priorités opérationnelles :</i> Développement de l’infrastructure et de l’intégration régionale - <i>Domaine privilégié :</i> situations de fragilité	
Stratégie sectorielle/thématique du pays :			Stratégie sectorielle/thématique de la Banque :	
Plan directeur pour le développement du réseau national : - Connecter toutes les capitales des provinces au réseau principal - Accroître le nombre des clients ayant accès à l’électricité Plan d’action de l’économie verte : - Développement de l’infrastructure durable (transport, énergie et centres urbains) Le Programme décennale intégré pour le secteur routier : - Connecter les zones dispersées du pays afin d’assurer l’inclusion sociale - Accès aux zones recelant des ressources agricoles et naturelles pour les connecter aux ports et aux marchés extérieurs - Positionnement stratégique du pays en tant que plaque tournante régionale			Thèmes stratégiques de la Stratégie du Groupe de la Banque pour le Nouveau pacte pour l’énergie en Afrique (2016-2025) : - Élargissement du pool de financement pour réaliser de nouveaux projets ; - Déploiement de vagues de “transformation” en termes d’énergie à travers tout le pays Domaines prioritaires du cadre de croissance verte : - Infrastructure durable - Utilisation efficiente & durable des actifs naturels Politique d’intégration régionale et piliers de la stratégie : - Connectivité de l’énergie et de l’infrastructure (Transport et TIC) - Commerce et investissement	
Résultats/Indicateurs de développement du pays :			Interventions & ressources de la Banque :	
Indicateur	Référence (2018)*	Cible (2022)	Domaines génériques d’interventions ou instruments	Montant(m d’UC)
Énergie			Top-5 : Interventions dans l’énergie	
Accès de la population à l’électricité (%)	26	35	Projets d’investissement dans l’infrastructure	65
Accès de la population à l’électricité hors réseau (# de ménages)	300 000	1 200 000	Garantie partielle de risques	22
Intensité de CO ² (kg par kg de l’utilisation de l’énergie équivalent pétrole)	0,74	0,73	Prêts non souverains	278
Transport/Intégration			Top-5 : Interventions dans l’intégration	
Chemins de fer, marchandises transportées (million de tonnes/km)	1193	1300	Projet d’investissement dans le corridor	45
Trafic au port à conteneurs (UEP : 20 unités d’équivalent pieds)	348 550	400 000	Produits du savoir	1
Indice de performance de la logistique (1 = faible à 5 = élevé)	2,68	3,0	Projets d’investissement dans l’eau	40

PILIER 2 : APPUI À LA TRANSFORMATION DE L'AGRICULTURE MOZAMBIQUE			BANQUE AFRICAINE DE DÉVELOPPEMENT	
Plan national de développement :			Politiques institutionnelles :	
Plan national de développement (ENDE) 2025 : - Pilier 1 : Valorisation du capital humain, domaines prioritaires de l'agriculture et de la pêche Plan quinquennal du Gouvernement : - Objectif 3 : Développement de l'infrastructure économique et social			5 grandes priorités : - <i>Nourrir l'Afrique</i> : Nourrir la population et la sortir de la pauvreté. - <i>Améliorer la qualité de vie</i> : Renforcement des compétences essentielles Stratégie (2013-2022): - <i>Priorités opérationnelles</i> : Compétences et technologie - <i>Domaine privilégié</i> : Agriculture, sécurité alimentaire, genre et situations de fragilité	
Stratégie sectorielle/thématique du pays :			Stratégie sectorielle/thématique de la Banque :	
Plan d'action de l'économie verte : - Utilisation efficiente et durable des ressources naturelles (eau, terres pour l'agriculture, forêts, pêche, tourisme, produits minéraux et autres ressources naturelles) - Renforcement de la résilience et de la capacité d'adaptation aux chocs socioéconomiques et à la variabilité climatique Plan stratégique pour le développement du secteur agricole (PEDSA) 2011-2020 : - Productivité - Accès au marché - Ressources naturelles Stratégie nationale pour l'emploi : - Création de nouveaux emplois (contenu local, emplois verts, emploi des jeunes) - Harmonisation de la politique sectorielle (agriculture et pêche)			Nourrir l'Afrique – Objectifs de la Stratégie de transformation agricole en Afrique (2016-2025) : - Devenir un exportateur net de produits agricoles - Évoluer vers le sommet de la principale chaîne de valeur agricole. Domaines privilégiés du cadre de croissance verte : - Secteurs économiques et moyens de subsistance résilients & inclusion de la croissance verte Interventions pour l'emploi des jeunes en Afrique (2016-25) interventions : - Intégration - Innovation Piliers de la stratégie d'industrialisation de l'Afrique (2016-2025) : - Développement des entreprises le long de la chaîne de valeur	
Résultats/Indicateurs de développement du pays :			Interventions & ressources de la Banque :	
Indicateur	Référence (2018)*	Cible (2022)	Domaines génériques des interventions ou instruments	Montant (m d'UC)
Secteur de l'agriculture			Top 5 : Interventions au titre de « Nourrir l'Afrique »	
Emplois dans l'agriculture (% de l'emploi total)	75	77	Investissement dans l'agriculture	99
Valeur ajoutée dans l'agriculture (Prix constant en USD 2010 p/w)	332	400	Produits du savoir	0,3
Superficie agricole (km2)	499 500	520 000		
Secteur de l'éducation			Top 5 : Interventions visant à améliorer la qualité de vie	
Nbre d'élèves de l'enseignement secondaire et professionnel	52 400	65 000	Investissement dans l'éducation	10
Nbre d'élèves de l'enseignement secondaire et professionnel (% de filles)	34	45	Produits du savoir	0,1
Inscription à l'enseignement supérieur (% brut)	6.4	7		
Enseignement à l'enseignement supérieur (Indice de parité hommes-femmes)	0,73	0,76		

Annexe III – Matrice de la performance d’engagement pays

Domaines de performance	Indicateurs de suivi	Référence (2018)	Cible (2022)	Source
Résultats opérationnels	Voies ferrées construites & réhabilitées (km)	0	900	État d’avancement, supervision et rapports d’achèvement de projets
	Routes modernisées (km)	0	500	
	Efficiences dans l’exploitation des barrages (million de m3)	1,5	2,9	
	Domaines d’irrigation développés (Ha)	250	550	
	Superficies de forêts restaurées ((Ha)	350	1500	
	Périmètres de cultures de légumes mis en valeur (Ha)	34 500	40 000	
	Producteurs de volaille qui reçoivent le nécessaire de démarrage (#)	400	1000	
	Agriculteurs formés, dont des hommes (#)	0	1 200	
	- dont des femmes (#)	1 920	2 500	
	Formation à la gestion d’entreprise pour formateurs en nutrition (# de femmes)	0	5 000	
	Agences pour l’emploi appuyées par des travailleurs formant à l’utilisation d’équipements informatiques (#)	0	2 500	
- dont des femmes (#)				
Performance du portefeuille	Projets sélectionnés (#)	13	6	Revue de la performance du portefeuille pays (RPPP)
	Performance du portefeuille (1-4)	2,74	3	
	Projets à risques (#)	3	0	
Mobilisation et financement parallèle	Mobilisation publique et privée (million d’UC)	0	500	Rapports d’évaluation de projet
Activités de savoir et conseils d’orientation	Études économiques et sociales produites (#)	0	6	Rapport annuel du bureau national du Mozambique
	Allègement de la dette consentis (oui/non)	Non	Oui	
Coordination avec le gouvernement et les partenaires	Groupes de travail présidés par la Banque (#)	0	1	Rapport annuel du bureau national du Mozambique TDRB de la mission de suivi du portefeuille
	Groupes de travail auxquels la Banque a participé (#)	2	2	
	Réunions conjointes trimestrielles de suivi du portefeuille	0	4	
Efficience interne	Lapse de temps entre l’approbation et le premier décaissement (Nombre moyen de mois)	7	6	Rapport annuel du bureau national du Mozambique Liste des projets en cours établi par le chef de projet.
	Délai d’acquisition de biens et travaux (nombre moyen de mois)	9	7	
	Délai d’acquisition de services (mois)	8	6	
	Opérations décentralisées de COMZ (%)	10	19	

Annexe IV – Cadre axé sur les résultats

La stratégie institutionnelle pertinente des Top 5 à laquelle contribue chaque indicateur est signalée entre parenthèse : **NDEA** = Nouveau pacte pour l’énergie en Afrique (2016-25) ; **ATA** = Transformation de l’agriculture en Afrique (2016-25) ; **SIA** = Stratégie d’industrialisation pour l’Afrique (2016-25) ; et **EJA** = Emplois pour les jeunes d’Afrique (2016-25)

Objectifs stratégiques (SPQG)	Entraves à l'obtention des résultats escomptés	Indicateurs finaux (à fin II2022)		Indicateurs à mi-parcours (à fin 2020)		Interventions du Groupe de la Banque sur la période du DSP (en cours & proposées)
		Résultats	Produits	Résultats	Produits	
Pilier I : Aménagement de l'infrastructure pour une croissance inclusive générale  						
Énergie & Corridors de développement intégré						
<p>L'amélioration de la croissance et de la qualité durables de l'infrastructure cruciale pour la promotion des activités de production du secteur privé, en donnant la priorité aux études, à la construction, à la réhabilitation et à la maintenance des infrastructures à grand impact social et économique, en particulier hydro-agricoles, d'alimentation en eau en milieu urbain et rural, les barrages, les routes et les ponts.</p>	<p>Infrastructure insuffisante de production, de transport et de distribution</p> <p>Les qualifications et compétences pour gérer des projets et des marchés complexes au Rwanda sont faibles</p> <p>Le taux d'intégration des femmes dans les activités de construction et d'installation dans le secteur de l'énergie pourrait constituer un défi en raison des stéréotypes culturels sexospécifiques.</p>	<p>La demande internationale pour le barrage hydroélectrique de Cahora Bassa s'est diversifiée, à mesure que le Mozambique a accru ses capacités d'exportation vers le Malawi. L'on estime que le Malawi versera au Mozambique environ 0,5 milliard d'USD par mois pour l'électricité.</p> <p>(NDEA/ATA/ISA/JFYA)</p> <p>1</p>	<p>200 MW supplémentaires de capacité de transport au réseau national, diversifiant la demande internationale pour le barrage hydroélectrique de Cahora Bassa</p> <p>(NDEA/ATA/ISA/JFYA)</p>			<p>De nouvelles interventions de financement proposées :</p> <p>Projet de centre national de contrôle</p>
		<p>L'exploitation de l'EDM est rentable, ce qui permet au service public de développer ses actifs</p> <p>(NDEA)</p>	<p>La marge d'exploitation d'EDM est positive</p> <p>(NDEA)</p>	<p>De nouvelles approches en termes de tarifs et de concession permettent à EDM d'augmenter sa marge d'exploitation de -8 % au seuil de rentabilité. EDM n'opère plus à perte, ce qui permet au service public d'investir dans ses actifs</p> <p>(NDEA)</p>	<p>Études sur le coût de fourniture, sur la tarification, le règlement des conflits et la situation initiale du marché afin de sous-tendre la portée des interventions de CNELEC/ARENE</p> <p>Processus d'octroi de licence remanié par le biais d'un appui juridique</p> <p>(NDEA)</p>	

Objectifs stratégiques (SPQG)	Entraves à l'obtention des résultats escomptés	Indicateurs finaux (à fin II2022)		Indicateurs à mi-parcours (à fin 2020)		Interventions du Groupe de la Banque sur la période du DSP (en cours & proposées)
		Résultats	Produits	Résultats	Produits	
		Aucun résultat actualisé – le projet prendra fin au 2e trimestre de 2019.		Le projet de 60 MW produisant 235 GWh p. a. remplace le même volume d'énergie produite à partir du charbon, ce qui réduit les émissions de gaz à effet de serre de 216 000 tonnes de CO2 par an. (NDEA)		<p>Intervention hors prêt en cours</p> <p>Don du Fonds des énergies durables pour l'Afrique (SEFA) pour financer la mise en œuvre de REFIT</p> <p>Nouvelle intervention hors prêt proposée</p> <p>Don du Fonds des énergies durables pour l'Afrique (SEFA) pour la préparation de l'étude de faisabilité du parc éolien d'EleQtra à Namaacha</p>
		Émissions réduites de GES Production de recettes publiques	Sources d'énergie diversifiées au profit d'alternatives plus propres	Les économies pour l'État et EDM s'élèveront à 42 M d'USD par an, améliorant l'exploitation durable du service public et la situation des finances publiques du pays. Création d'emplois pendant la construction Production de recettes publiques	60MW de capacités d'énergie éolienne supplémentaire installées.	
		Production de recettes publiques	Le projet	<p>Création d'emplois pendant la construction</p> <p>8 500 emplois créés pendant la construction</p> <p>Produira du gasoil pour satisfaire les besoins de 200 000 personnes</p> <p>Impact sur le PIB de 20 milliards d'USD sur la durée de vie du projet</p>	400 MW de capacités additionnelles installées	<p>Nouvelles intervention de financement proposée</p> <p>Projet de 400 MW de production d'énergie à partir du gaz à Temane</p> <p>GPR pour financer les obligations de paiement d'EDM au titre du projet de production d'énergie de Temane ;</p> <p>GPR pour financer la titrisation de HCB rétrocéder au projet de ligne de transport de Temane</p> <p>Projet de liquéfaction de gaz parrainé par Shell</p>

Objectifs stratégiques (SPQG)	Entraves à l'obtention des résultats escomptés	Indicateurs finaux (à fin II2022)		Indicateurs à mi-parcours (à fin 2020)		Interventions du Groupe de la Banque sur la période du DSP (en cours & proposées)
		Résultats	Produits	Résultats	Produits	
						Projet de fabrication d'engrais à partir du gaz parrainé par Yara
		Émissions réduites de GES Production de recettes publiques	Sources diversifiées d'énergie au profit d'alternatives plus propres	Création d'emplois pendant la construction Production de recettes publiques	120MW de la capacité éolienne supplémentaire installée	Nouvelle intervention proposée de financement Quantum Power – Projet d'énergie éolienne de 120 MW de Namaacha Prêt privilégié à SPV GPR à l'appui de l'obligation de paiement d'EDM

Objectifs stratégiques (SPQG)	Entraves à l'obtention des résultats escomptés	Indicateurs finaux (à fin 2022)		Indicateurs à mi-parcours (à fin 2020)		Interventions du Groupe de la Banque pendant la période du DSP (en cours & proposées)
		Résultats	Produits	Résultats	Produits	
Pilier II :  à la transformation  agriculture						
Employabilité & Chaînes de valeur						
<p>Pour accroître les emplois et la production, tout en améliorant la compétitivité de l'économie et des entreprises nationales.</p>	<p>Faible utilisation de l'irrigation, intrants améliorés et davantage de techniques développées</p> <p>Coûts de transaction élevés et accroissement de l'efficacité le long des chaînes d'approvisionnement</p>	<p>Les rendements de la riziculture ont augmenté passant de 1 à 3 tonnes/ha</p> <p>Rendement de culture maraîchère accru de 10 à 15 tonnes/ha</p> <p>Production de l'élevage accrue de 10 %.</p> <p>Revenus annuels accrus des petits exploitants agricoles et des entrepreneurs ruraux de 500 USD à 800 USD</p>	<p>10000 ha de superficie irriguée</p> <p>20000 agriculteurs ont eu accès à l'irrigation/aux intrants/aux services de vulgarisation.</p> <p>10000 agriculteurs ont adopté des techniques améliorées</p> <p>40 km de routes rurales construits ou réhabilités</p> <p>Trois contrats d'approvisionnement de marchés passés avec au moins trois chaînes de marché.</p>	<p>Le rendement de la riziculture accru de 1 à 2 tonnes/ha</p> <p>Le rendement de la culture maraîchère accru de 10 à 12 tonnes/ha</p> <p>Production de l'élevage accrue de 5 %.</p> <p>Revenus annuels de petits exploitants agricoles accrus de 100 USD</p>	<p>4000 ha de périmètre irrigué</p> <p>8000 agriculteurs ont eu accès à l'irrigation/aux intrants/aux services de vulgarisation</p> <p>5000 agriculteurs ont adopté des techniques améliorées</p> <p>25 km de routes Rurales construits ou réhabilités</p> <p>Trois contrats d'approvisionnement de marchés (riz, légume et bétail) passés préétablis avec trois chaînes de marché.</p>	<p>Nouvelle intervention de financement proposée</p> <p>Projet de résilience de l'agriculture et de reprise après sécheresse (*)</p> <p>Projet de chaîne de valeur agricole et d'autonomisation des jeunes</p> <p>Projet d'irrigation de Cofamosa</p> <p>PPF pour la chaîne de valeur pour le corridor Pemba Lichinga</p> <p>Intervention hors prêt en cours</p> <p>Projet d'irrigation et de résilience climatique du Bas-Limpopo</p> <p>Projet de gestion durable des terres et de l'eau</p> <p>Projet d'urgence du barrage de Massingir</p>
	<p>Inadéquation des compétences le long de la chaîne de valeur agricole</p> <p>Provision of public agricultural</p>	<p>Connaissance accrue de qualité et pertinente sur les domaines de l'agriculture et des sciences</p> <p>Amélioration du cadre des réformes relatives à la main d'œuvre dans le secteur de l'agriculture</p>	<p>1400 hommes & 500 femmes diplômés dans les domaines de l'agriculture et des sciences</p> <p>Système d'informations sur le marché du travail institué</p> <p>Finalisation de la mise en place de la plateforme électronique pour la collecte et le traitement des données statistiques sur le marché du travail</p>	<p>Connaissance accrue de qualité et pertinente sur les domaines de l'agriculture et des sciences</p> <p>Amélioration du cadre des réformes relatives à la main d'œuvre dans le secteur de l'agriculture</p>	<p>750 hommes & 200 femmes diplômés dans les domaines de l'agriculture et des sciences</p> <p>Système d'informations sur le marché du travail institué</p> <p>Aménagement de la plateforme électronique pour la collecte et le traitement des données statistiques sur le marché du travail</p>	<p>Nouvelle intervention de financement proposée</p> <p>Projet de développement des compétences agronomiques et d'aménagement d'infrastructures à l'appui d'Unilúrio (*)</p> <p>Projet de création d'emplois et d'amélioration des moyens</p>

(*) Note : Ces projets ont été approuvés en janvier 2018, en conformité avec les piliers stratégiques proposés de ce DSP.

Annexe V – Portefeuille des opérations approuvées et en cours du Groupe de la Banque

N	Division	Titre du projet	État du projet	Secteur	Guichet	Date d'approbation	Date d'achèvement prévue du projet	Montant approuvé	Montant décaissé	Taux de décaiss.	IP	DO	Âge
1	AHAI	PROJET D'IRRIGATION DE COFAMOSA - PPF	En co.	Agriculture	[FAD]	24-11-15	30-12-18	0,8	0,2	0,0			2,0
2	AHAI	EMERGENCY HUMANITARIAN RELIEF ASSISTANCY DROUGHT DISASTER	En co.	Agriculture	[AUTRES]	17-06-16	31-12-16	0,7	0,0	0,0			1,4
3	AHFR	PROJET DE RÉHABILITATION D'URGENCE DU BARRAGE DE MASSINGIR	En co.	Agriculture	[FAD]	15-07-09	30-06-19	13,3	12,6	94,7	2,31	3,00	8,4
4	AHFR	COMPLÈMENT AU PROJET DE RÉHABILITATION D'URGENCE DU BARRAGE DE MASSINGIR	En co.	Agriculture	[FAD]	22-05-13	30-06-18	22,0	15,2	69,2			4,5
5	AHAI	PROJET D'IRRIGATION DE BAS-LIMPOPO & DE RÉSILIENCE CLIMATIQUE	En co.	Agriculture	[FAD]	26-09-12	30-06-19	16,5	13,0	78,7			5,2
					[AUTRES]	26-09-12	30-06-19	9,3	4,9	52,4		5,2	
					[AUTRES]	26-09-12	30-06-19	2,0	0,1	7,2		5,2	
				Agriculture				64,6	46,0	71,2			4,3
6	AHAI	PROJET DE GESTION DURABLE DE TERRES & EAU (SLWRMP) RPPP	En cours	Environnem.	[FAD]	31-10-12	31-12-18	2,1	1,6	77,2			5,1
					[AUTRES]	31-10-12	31-12-18	11,2	6,1	54,2		5,1	
				Environnem.				13,3	7,7	57,8			5,1
7	PISD	LC PROGRAMME PME EN AFRIQUE - MOZABANCO S.A MOZAMBIQUE	En co.	Finances	[BAD]	11-04-14	27-03-20	6,4	6,4	100,0	1,67	0,75	3,6
				Finances				6,4	6,4	100,0			3,6
8	PISD	PROJET DE SABLES MINERAUX DE MOMA	En co.	Ind/Min./Carr.	[BAD]	21-05-03	31-12-08	28,6	28,6	100,0	2,00	1,75	14,5
				Ind/Min./Carr.				28,6	28,6	100,0			14,5
9	PITD	PROGRAMME DE LIENS COMMERCIAUX DU CORRIDOR DE NACALA	APVÉ	Multisecteur	[FAD]	14-06-17	09-01-20	0,7	0,0	0,0			0,4
				Multisecteur				0,7	0,0	0,0			0,4
10	RDGS	PROJET ÉLECTRICITÉ PHASE IV	En co.	Énergie	[FAD]	13-09-06	31-12-16	26,3	24,3	92,5	2,71	2,75	11,2
					[AUTRES]	07-09-06	31-12-16	7,4	0,0	0,0	2,71	2,75	11,2
11	PESD	INVEST. CATALYSEUR DE GRANDE ENVER. DANS GAZ & ÉNERGIE	En co.	Énergie	[FAD]	18-12-13	30-06-18	10,0	0,1	1,0			3,9
				Énergie				43,7	24,4	55,9			11,2
12	AHHD	CONSOLIDATION DE L'ENTREPRENARIAT FÉMININ	En cours	Social	[FAD]	18-12-13	31-12-18	1,2	0,7	58,6			3,9
					[FAD]	18-12-13	31-12-18	2,6	0,8	33,1		3,9	
13	AHHD	PROJET DE CRÉATION D'EMPLOIS ET D'AMÉLIORAT. MOYENS D'EXISTENCE	En co.	Social	[FAD]	18-05-16	30-12-21	4,5	0,4	8,0			1,5
				Social			31-12-22	8,3	1,9	23,3			2,7
14	PICU	PROJET ROUTIER MUEDA - NEGOMANO PHASE I	APVÉ	Transport	[FAD]	09-12-16		51,3	0,0	0,0			1,0
					[FAD]	09-12-16	31-12-22	2,2	0,0	0,0		1,0	
15	PICU	PROJET ROUTIER MONTEPUEZ-LICHINGA	En co.	Transport	[FAD]	27-10-06	31-12-22	30,1	20,0	66,6	2,07	2,75	11,1
					[AUTRES]	19-03-07	30-06-18	20,6	0,0	0,0	2,07	2,75	10,7
16	PICU	PRÊT COMPLÉMENTAIRE AU PROJET DE ROUE MONTEPUEZ - LICHINGA	En co.	Transport	[FAD]	26-10-10	30-06-18	32,7	21,9	67,1	2,50	2,75	7,1
	PICU	CORRIDOR DE TRANSPORT DE NACALA PHASE-III	En co.	Transport	[FAD]	05-12-12	30-06-18	38,7	5,2	13,6			5,0

17					[FAD]	05-12-12	31-12-18	0,2	0,0	18,8			5,0
18	PICU	PROJET CORRIDOR MULTI. DE NACALA (MOZAMBIQUE)	En co.	Transport	[FAD]	24-06-09	31-12-18	102,7	45,6	44,4	2,36	2,75	8,4
				Transport				278,4	92,8	33,3			8,6
19	AHWS	ÉTUDES DE FAISABILITÉ POUR BÂTIR LA RÉSILIENCE CLIMATIQUE DE LIMPO	En cours	Alim. eau/Assain.	[AUTRES]	01-12-14	31-12-19	2,8	0,7	26,2			3,0
					[AUTRES]	03-10-14	31-12-19	0,7	0,1	10,5			3,1
20	AHWS	ASSAINISS. URBAIN, RÉSEAU ÉVACUAT. ET GESTION DE DÉCHETS SOLIDES À CHI	APVÉ	Alim. eau/Assain.	[AUTRES]	14-07-16	30-06-19	1,3	0,0	0,0			1,4
				Alim. en eau/Assain.				4,8	0,8	16,9			2,5
				Total				448,9	208,7	46,5			5,8

* La liste actuelle et approuvée des opérations au 1^{er} décembre 2017 en conformité avec le RPPP.

Annexe VI – Analyse du contexte pays

Contexte économique

Structure économique

Le Mozambique est un pays à faible revenu, avec un revenu national brut par habitant de 460 USD⁴ seulement, malgré une croissance impressionnante pendant pratiquement 2 décennies, classant le pays au 44e rang sur les 54 pays africains. L'économie du pays a enregistré une transformation structurelle et une industrialisation modestes au fil des ans. Au cours des deux dernières décennies, la structure de l'économie est restée en général inchangée, enregistrant même une légère désindustrialisation (hormis les industries extractives) et affichant une base étroite d'exportation et une faible intégration dans les chaînes de valeur mondiales. La composition globale du PIB est restée stable pour l'essentiel depuis 2000⁵. La part du secteur de *l'Agriculture et de la pêche* dans le PIB s'est établie à 24,9 % en 2016, contre 20,5 % en 2000. Le secteur a vu son importance baisser sensiblement au cours des années qui ont suivi la fin de la guerre civile, passant de 33 % du PIB en 1995 à 21 % en 2000, à mesure que les autres secteurs se redressaient rapidement. Avec une part de 74,6 %, le secteur emploie l'essentiel de la main d'œuvre du pays (2015) et se caractérise par des schémas de production de subsistance à faible productivité et par des chaînes de valeur limitées. Le Mozambique doit importer une part considérable de ses denrées alimentaires (5 % des importations en 2016). Les principales cultures de rente sont le tabac, la banane, la noix de cajou et le coton. Le sucre est le seul produit d'exportation sensiblement transformé. Le secteur de *l'industrie/manufacture* contribue modestement au PIB, à hauteur de 9,6 % en 2016, et n'emploie que 3 % de la main-d'œuvre. Le projet de la fonderie d'aluminium de Mozal⁶ de 1 milliard d'USD, c.-à-d. le premier de ce qu'il est convenu d'appeler le mégaprojet au Mozambique, a dopé la part du secteur, qui est passé de 18 % du PIB en 1995 à 20 % en 2000. Cependant, depuis lors, le secteur n'a cessé de connaître un fléchissement de sa part relative du PIB, qui est passé de 18 % à 9,6 % en 2016, en raison essentiellement de la baisse continue de la performance de quelques PME⁷, tandis que d'autres secteurs de l'économie ont connu une expansion. Par ailleurs, pendant cette période, la contribution du secteur des services au PIB a augmenté, passant de 52,6 % à 55,4 %, au détriment de l'expansion du secteur public, de la consommation urbaine accrue et des services aux mégaprojets⁸. Cependant, le secteur emploie actuellement 22 % tout juste de la main-d'œuvre et sa principale contribution au PIB procède encore des microentreprises de commerce de détail (12 % du PIB), avec de marges bénéficiaires modestes, et avec quelques opportunités d'économie et d'investissement. Les autres sous-secteurs de plus en plus significatifs sont les services financiers, dont la part est passée de 2,4 % à 4,9 % du PIB, et l'enseignement, dont la part a crû de 4,1 % à 8,2 % du PIB. L'expansion progressive de l'appareil d'État, impulsée par le poids de la fonction publique dans le PIB, qui est passé de 3,6 % en 2000 à 6,5 % du PIB en

⁴ Les fortes fluctuations de la valeur du metical par rapport au dollar EU depuis 2014 ont sérieusement impacté le PIB et le RNB du pays. Même en réalisant encore un taux de croissance moyen annuel du PIB réel de 5,3 % entre 2014 et 2016, exprimé en USD, le PIB du Mozambique est passé de 16,9 milliards d'USD en 2014 à 14,5 milliards d'USD en 2015 et à 11 milliards d'USD en 2016.

⁵ Compte tenu de la prépondérance du secteur agricole et de l'usine d'aluminium de Mozal dans le secteur de la production manufacturière (c.-à-d. 80 % du secteur et 25 % des exportations du pays), la composition du PIB annuel est vulnérable aux variations temporaires intervenant dans les campagnes de production agricole et dans le cours mondial de l'aluminium. Les inondations dévastatrices qui ont eu lieu au début de 2000 ont réduit la croissance du PIB à 2,1 % cette année-là, affectant essentiellement la production agricole et altérant la composition du PIB de 2000. En 2002, le secteur de l'agriculture s'était intégralement redressé et représentait 24 % du PIB.

⁶ Le projet de la fonderie d'aluminium de Mozal a été le premier mégaprojet du Mozambique après l'indépendance. L'on considère que l'investissement de 1 milliard d'USD, réalisé par BHP Billiton en 1998, a ouvert la porte de l'économie mozambicaine aux grands investissements directs étrangers.

⁷ 0,7 % seulement des entreprises répond aux critères de petites entreprises (5 à 49 employés) et 0,02 %, de taille moyenne (50 à 100 employés).

⁸ Le projet de Mozal a été suivi par de multiples projets de grande envergure, d'un coût de plusieurs milliards d'USD, orientés vers les exportations, et financés par des capitaux étrangers, dans le gaz naturel (2001), le titane (2005) et le charbon (2005 et 2007), connus localement sous l'appellation « mégaprojets », et qui servent de catalyseurs de la croissance économique.

2016. De 2010 à 2016, le secteur des *industries extractives* a pris de l'importance économique dans le pays, la part étant passée du taux marginale de 2 % à 6,3 % du PIB, ce qui illustre essentiellement le début des exportations à grande échelle du charbon. Cependant, il existe d'autres produits non négligeables de l'industrie extractive comme le titane, le graphite, les pierres gemmes et, surtout, le gaz naturel.

Le pays suit un modèle typique des économies tirées par les facteurs, les IFD privilégiant les industries extractives, tandis que l'infrastructure, l'innovation ainsi que l'enseignement supérieure et la formation sont sous-développés, ce qui réduit la productivité de la main-d'œuvre. Les mégaprojets ont eu un impact limité sur les recettes publiques⁹, la création et les liens avec l'économie réelle. De 2000 à 2015, l'effectif de la main-d'œuvre est tombé de 85% to 74.6%, même si, en nombre absolu, il est resté pratiquement inchangé. Un tiers du PIB est produit par moins de 5 % de la main-d'œuvre, tandis que 75 % des exportations sont directement attribués à près de 1 % de celle-ci. La base des exportations est étroite, avec quatre secteurs assurant 70 % des exportations (aluminium 25 %, charbon 20 %, électricité 10 % et gaz naturel 8 %). La faible diversification des exportations, essentiellement sous forme de matières premières, avec pratiquement sans valeur ajoutée, illustre la faiblesse de la productivité et de la compétitivité du reste de l'économie, ce qui laisse le pays exposé aux chocs extérieurs. Les défis actuels de la transformation économique seront accentués par les effets négatifs potentiels liés à une expansion rapide du secteur extractif¹⁰, le changement climatique et la croissance démographique.

Les défis spatiaux de la croissance

La population du Mozambique est éparpillée sur un territoire relativement important, ce qui pose des défis à une croissance inclusive, favorable aux pauvres et spatialement équilibrée. La superficie du pays est d'environ 800 000 km², avec 2 300 km de côte. La population de 28,8 millions d'habitants est la deuxième plus importante de la région de l'Afrique australe, avec une forte augmentation progressive du nombre des jeunes qui représentent 45 % de la population de moins de 45 ans. Le taux de croissance annuel actuel de la population de 4 % placera le Mozambique à la 11e place des pays les plus peuplés du continent à l'horizon 2040. La population urbaine augmente rapidement, malgré un taux d'exode rural relativement faible d'à peine 0,4 %, bénéficiant d'une meilleure prestation de services publics, ce qui accentue les inégalités. L'activité économique se regroupe le long des corridors classiques de transport, orientés dans le sens ouest-est, et dans les centres urbains, qui représentent environ 30 % de la population totale. L'accès aux 70 % restants de la population rurale reste un défi, ce qui entrave la fourniture des services publics et l'accès aux marchés, tandis que pratiquement les deux tiers des terres agricoles sont pratiquement inexploités.

Les potentialités de la croissance

Pour promouvoir et accélérer la transformation structurelle, l'industrialisation et la création d'emplois à plus forte valeur ajoutée, il faudra un tissu de PME plus dynamique, en particulier dans les zones rurales. La voie la plus prometteuse vers l'industrialisation passe par la transformation progressive des produits agricoles et par l'approfondissement des chaînes de valeur de l'agriculture, mais aussi par les industries légères (p. ex. le textile, le conditionnement, les produits de consommation de base, le plastique, etc.) et par la substitution compétitive des importations, sans oublier l'aval de la chaîne des valeurs du gaz naturel. Une intégration plus poussée des régions et la levée des barrières aux échanges commerciaux pour améliorer l'accès aux marchés locaux et régionaux améliorerait davantage le cadre pour l'industrialisation. Dans

⁹ Le cadre fiscal offert aux mégaprojets prévoyait des exonérations fiscales temporaires généreuses voire des exemptions fiscales. Selon les estimations, le projet de Mozal a payé environ 1 % d'impôts sur ses bénéfices (Oneworld 2013).

¹⁰ BAD 2013 – Note d'orientation – Gestion des recettes et optimisation des bénéfices tirés du charbon et de gaz au Mozambique.

le même temps, la connexion entre les zones rurales sous-développées et les corridors de développement doit être renforcée pour favoriser la mobilité de la main-d'œuvre, promouvoir les liens en amont et en aval et améliorer l'accès aux marchés. Pour ce faire, il faut accroître les investissements dans les infrastructures, notamment dans l'énergie et le transport afin de favoriser la compétitivité, et appuyer l'agroindustrie dans les zones rurales¹¹ basée sur l'aménagement d'agropôles, ce qui contribuerait à corriger les inégalités spatiales. Par ailleurs, pour tirer pleinement parti des richesses naturelles du Mozambique, il est nécessaire de renforcer le cadre de gouvernance du pays en faveur du secteur des ressources naturelles, dont la création d'institutions et les réformes des règlements en vue d'un usage efficace de ses revenus.

Gestion macroéconomique

La Banque centrale a mis en œuvre une politique monétaire restrictive qui a permis de maîtriser l'inflation dont le taux est passé de 25 % en 2016 à 7 % en 2017, et de préserver la valeur du metical. Tirant parti d'un fort et d'entrées abondantes de devises, l'inflation s'est stabilisée au taux moyen de 3,7 % entre 2011 et 2015. Le choc subi par la balance des paiements, qui a démarré à fin 2014 par une chute brutale des IDE, a été accentué par la crise des dettes cachées, justifiait un durcissement de la politique monétaire. Entre 2015 et 2016, le taux d'inflation a été multiplié par 10, à 25 %, aggravée par les effets de la sécheresse sur la production agricole¹². Les réserves en devises se sont contractées de 33 % et le metical s'est déprécié de plus de 50 % par rapport à l'USD. Le durcissement de la politique monétaire, mise en œuvre par la Banque centrale¹³ à partir de 2016, s'est révélé approprié pour stabiliser la monnaie et l'inflation. La Banque centrale a augmenté le taux d'intérêt de sa facilité de prêt¹⁴ de 9,5 % à 23,25 %, et a mis en vigueur le contrôle des sorties de devises. Depuis lors, et grâce aux importantes entrées de devises générées par les grosses exportations de charbon, le metical s'est stabilisé et l'inflation a été jugulé, mais au coût de l'effondrement de la consommation privée et de l'effet d'éviction. Le crédit au secteur privé s'est contracté de 10 % en 2017, avec des taux prêteurs moyens à un an tournant autour de 30 %, et l'effet d'éviction lié au triplement du taux appliqué aux emprunts intérieurs du secteur public. Pour ce qui est des perspectives à moyen terme, les pressions inflationnistes devraient restées modérées, cadrant avec l'activité économique. Le taux d'inflation devrait s'établir à 6,7 % et 5,7 % en 2018 et 2019, respectivement. Cependant, l'orientation de la politique monétaire devrait restée prudemment restrictive, face à la montée des risques budgétaires, restreignant le crédit à l'économie.

Le Mozambique a enregistré d'importants déficits budgétaires ces dernières années, en moyenne de 4,5 % du PIB sur la période 2011-17. Malgré les ambitieux objectifs de consolidation de 6,9 % (2018) et de 5,6 % (2019), les perspectives sont négatives, avec un gonflement de la masse salariale et les élections en 2019. Le gouvernement a accru les dépenses publiques pendant les années de forte expansion économique, tirant parti du faible endettement

¹¹ Le développement intégré de l'agriculture peut tirer parti de la création des zones de transformation des produits de base (ZTPB). Ces zones sont des initiatives de développement spatial basé sur l'agriculture, conçues pour concentrer des activités agroindustrielles/industrielles dans des régions à fortes potentialités agricoles afin de doper la productivité et intégrer la production, la transformation et la commercialisation de produits agricoles choisis. Les ZTPB offriront un écosystème où des installations partagées permettront l'interaction de producteurs agricoles, d'industriels, de groupes et de distributeurs pour opérer dans la proximité afin de réduire les frais de transaction et partager les services de développement des entreprises pour une productivité et une compétitivité plus grandes.

¹² En 2016, le taux d'inflation a grimpé à 46 %. Les effets négatifs de la sécheresse causée par le phénomène El Niño ont accentué les pressions inflationnistes sur les prix des denrées alimentaires. Le Mozambique importe encore des denrées alimentaires (essentiellement de l'Afrique du Sud, ainsi que la plupart de ses biens de consommation).

¹³ Un nouveau gouverneur de la Banque centrale, M. Rogerio Zandamela, a été nommé en septembre 2016, en remplacement de M. Ernesto Goveia, qui a exercé les fonctions de gouverneur de la Banque du Mozambique pendant 20 ans. Le nouveau gouverneur est arrivé à un moment où le taux d'inflation était de 20 % et où le metical subissait la plus grosse dévaluation par rapport à l'USD jamais enregistrée par les monnaies africaines.

¹⁴ La Banque du Mozambique a instauré en avril 2017 un nouveau taux du marché monétaire interbancaire (MIMO) en tant que principal instrument de la politique monétaire de la Banque centrale. Le taux d'intérêt de la facilité de prêt est calculé sur la base du MIMO.

du pays et des généreuses recettes exceptionnelles provenant de l'imposition des plus-values¹⁵, ce qui a permis de réduire les déficits globaux. Le déficit budgétaire s'est établi au taux moyen comparativement modéré de 3,9 % du PIB sur la période 2011-13, augmentant à une moyenne de 5 % sur la période 2015-17. Les actions de consolidation budgétaire entamées en 2015 ont été déclenchées par l'augmentation du volume de la dette et de l'explosion des coûts de financement¹⁶. La viabilité budgétaire a été davantage compromise par la réduction des financements des donateurs en 2016, avec la suspension de l'appui budgétaire¹⁷. Comme indiqué, le montant total des dépenses publiques a enregistré une tendance à la hausse, passant de 31,9 % du PIB en 2011 à 39,4 % en 2014, année électorale, avant de décroître au taux estimatif de 29,4 % en 2017. L'expansion des dépenses courantes représentait l'essentiel de l'augmentation, en particulier la masse salariale qui a gonflé de 8 % du PIB en 2011 à 10,9 % en 2017. La majeure partie de la consolidation budgétaire a été réalisée par le biais de la réduction des dépenses d'équipement¹⁸ qui sont passées de 14,4 % du PIB en 2014, année électorale, à un taux estimatif de 6,5 % en 2017. En outre, la consolidation est rendue difficile par une masse salariale résiliente, augmentant les coûts du service de la dette et du ralentissement de l'économie. Pour ce qui est des recettes, les recettes intérieures n'ont cessé d'augmenter sur la période 2011-14, passant de 21,3 % du PIB à 26,3 %, à la faveur des réformes budgétaires et de l'accroissement de l'efficacité de l'administration fiscale. Le ralentissement économique a entraîné la réduction des recettes totales¹⁹ depuis 2014, atteignant un taux estimatif de 23 % en 2017. Le gouvernement n'a pas mis en place un cadre budgétaire à moyen terme. En outre, sans accès aux marchés internationaux et à l'appui budgétaire direct des donateurs, le déficit budgétaire a été financé exclusivement par l'emprunt intérieur à des coûts très élevés. D'autres réformes visant le renforcement de l'efficacité de l'administration fiscale, l'actualisation des tarifs douaniers, et l'intensification de l'audit et de la supervision des avantages fiscaux pourraient contribuer à accroître les recettes, malgré l'étroitesse de l'assiette fiscale qui continuera de freiner les avancées continues en matière de recouvrement. À l'avenir, la maîtrise de la masse salariale, la gestion des arriérés et la réduction du coût de financement du déficit seront déterminantes.

Le Mozambique est en situation de surendettement et la dette publique totale représente 112 % du PIB (2017)²⁰. La dette extérieure a augmenté de 37,5 % du PIB en 2011 à 85,2 % en 2017, franchissant 4 des 5 seuils de soutenabilité de la dette²¹, tandis que la dette intérieure a augmenté, passant de 6,2 % du PIB en 2011 à 26,7 % du PIB en 2017.²² Le pays a fait défaut

¹⁵ Le Mozambique a engrangé des recettes exceptionnelles provenant de l'imposition de plus-values ponctuelles liées à la consolidation des structures de propriété du gaz dans le Bassin de Rovuma. Entre 2012 et 2015, plus de 1,3 milliard d'USD ont été reçus à titre de taxes sur les plus-values, ce qui a permis de réduire les déficits budgétaires globaux et d'accroître les réserves en devises.

¹⁶ La dévaluation du metical a entraîné la montée en flèche du coût du service de la dette extérieure. Par ailleurs, les financements des donateurs se sont réduits à hauteur de 5 % du PIB en 2016. La conséquence en a été une forte augmentation du financement intérieur, avec une explosion de ses coûts de 10 % à 26 % entre 2016 et fin 2017. L'augmentation rapide des emprunts intérieurs témoigne des difficultés que connaît le gouvernement pour adapter les dépenses au financement réduit des donateurs et pour maîtriser les finances publiques.

¹⁷ Confrontés à l'affaire des "dettes cachées", les partenaires au développement, qui octroient un appui budgétaire général, ont suspendu les décaissements, y compris la BAD. L'ensemble de l'appui budgétaire représentait en moyenne 2 à 3 % du PIB et 5 à 6 % du budget. En outre, certains partenaires au développement ont en outre suspendu les décaissements aux fonds communs.

¹⁸ De 2011 à 2015, le Mozambique est parvenu, en moyenne, à affecter, chaque année, 13 % du PIB aux dépenses d'équipement publiques, une part relativement élevée, comparée à celle d'autres pays africains. En 2016-17, les dépenses d'équipement ont été réduites à 4 %.

¹⁹ De 2011 à 2015, en moyenne, le Mozambique est parvenu à affecter, chaque année, 13 % de son PIB aux dépenses d'équipement publiques, une part relativement élevée comparée à celle d'autres pays africains. En 2016-17, les dépenses d'équipement ont été réduites à 4 %.

²⁰ La tendance négative en matière de recouvrement des recettes procède de la baisse des bénéfices due au ralentissement économique, tandis que les taxes sur les biens et services sont estimées à 43 % du total en 2018, soit une augmentation de 15 % tirée par la TVA. Malgré son expansion rapide, le secteur extractif ne génère pas encore des recettes importantes, compte tenu de l'amortissement de l'investissement et des pertes d'exploitation antérieures.

²¹ Ces chiffres sont des estimations de la Banque mondiale pour 2017, et ne couvrent pas la dette non garantie des sociétés du secteur public.

²² Le Mozambique a franchi 4 des 5 seuils de soutenabilité de la dette pour un pays à faible revenu qui sont (valeur/plafond) les suivants : Valeur actualisée du PPG/PIB de 67 %/40 %, VA/PPG/Exportations de 232 %/150 % ; VA PPG/Recettes 293 %/250 % ; Service de la dette PPG/Recettes de 26,5 %/20 % ; sur le service de la dette PPG/Ratio des exportation, le Mozambique est légèrement en dessous du seuil(18,2 %) de 20 %, même s'il devrait franchir ce seuil à moyen terme, au moment où le remboursement de l'Euro-obligation du Mozambique sera échue, atteignant le taux de 26,4 %.

au titre de ses obligations souveraines en janvier 2017, lorsque le service de la dette commerciale a été considéré comme insoutenable par le gouvernement²³. Il est considéré par le FMI comme en situation de surendettement et est noté *Selective Default/Default* par Fitch and Moody's, et ne devrait pas pouvoir accéder aux marchés financiers internationaux à moyen terme. En outre, l'appétit des prêteurs intérieurs pour la dette souveraine s'est réduit, amenant la Banque centrale à détenir près de 50 % de la dette publique, et laissant peu de marge pour de nouveaux emprunts intérieurs. Cependant, le pays reste engagé à assurer le service de sa dette envers les partenaires bilatéraux souverains et multilatéraux.

Secteur privé

Le secteur privé du Mozambique continue de se développer, contribuant à hauteur de 65 % au PIB. Il se caractérise par une productivité et une compétitivité faibles. Le secteur est dominé par des entreprises et des microentreprises individuelles, avec peu de PME²⁴. La productivité des facteurs n'est pas élevée et la valeur ajoutée est limitée, aussi bien dans l'industrie manufacturière que dans l'agriculture. Les enquêtes pointent les faibles taux de croissance dans l'industrie, avec la productivité médiane des travailleurs en dessous du salaire minimum, tandis que la croissance moyenne de l'emploi dans le secteur a légèrement baissé sur la période 2006-11²⁵. Par ailleurs, les IDE qui étaient orientés vers les PME sur la période 1992-10 ont créé 19 fois plus d'emplois que 70 % des IDE dans les mégaprojets²⁶. Les entreprises agroindustrielles sont généralement limitées par les coûts élevés du transport en raison du mauvais état de l'infrastructure (dont le faible accès à l'énergie), l'inefficacité des ports, le coût élevé de la logistique, et l'environnement des affaires onéreux (taxes, corruption, frais administratifs, etc.). C'est ce qui ressort de l'enquête de haut niveau de l'Indice de compétitivité mondiale 2018 du Forum économique mondial, où « l'accès aux finances » et la « corruption » demeurent les contraintes les plus fortes pour la pratique des affaires, ainsi que de l'Indice 2018 de *Doing Business* de la Banque mondiale, où « l'exécution des contrats » et « l'obtention des prêts » sont les contraintes les plus fortes. Parmi les autres entraves majeures figurent l'insuffisance de l'offre des services infrastructurels, l'inefficacité de l'administration publique et le faible niveau de formation de la main-d'œuvre. Pour résoudre les problèmes structurels de l'infrastructure physique en vue de promouvoir la productivité, la compétitivité et l'accès aux marchés, ainsi que les réformes des lois et des règlements, ainsi que la mise à disposition d'une main-d'œuvre compétente et suffisamment formée sont nécessaires pour permettre une transformation structurelle progressive et la diversification du tissu de production au Mozambique, tant dans l'industrie que dans l'agriculture.

Secteur financier

En dépit de l'expansion considérable du secteur financier du Mozambique au cours de la dernière décennie, l'inclusion financière reste faible. Environ 70 % des Mozambicains ne disposent pas de compte bancaire dans une institution financière formelle, tandis que le crédit formel n'est disponible que pour 3 % de la population. Il y a 19 banques agréées, avec des actifs totaux représentant 67,2 % du PIB en 2016. Cependant, les trois principales banques dégagent 95 % des bénéfices de ce secteur, illustrant une forte concentration bancaire, rendant les petites banques vulnérables face au ralentissement économique. La liquidité dans le système est inégale et la Banque centrale a été obligée de renflouer une grande banque en 2016. Les prêts non productifs affichent une tendance à la hausse et atteignent le taux de 10 % en juin 2017²⁷. La

²³ Le stock total de la dette intérieure est estimé à 5,3 milliards d'USD. L'augmentation rapide de l'emprunt intérieur témoigne de la difficulté que connaît le gouvernement pour adapter ses dépenses à la baisse des financements des donateurs et pour maîtriser les finances publiques.

²⁴ Les entrepreneurs individuels représentent 93 % de toutes les entreprises, tandis que les microentreprises (1 à 4 employés)

²⁵ Université de Copenhague/Ministère du Plan et du Développement, 2012 (à l'exclusion de l'Usine d'aluminium Mozal).

²⁶ Banque mondiale 2017, Le taux des prêts non productifs est passé de 5,2 % en janvier 2017 à plus de 10 % en juin 2017, en raison du ralentissement économique et de la hausse des taux d'intérêt, sans oublier le durcissement de la classification et des conditions d'octroi des prêts.

²⁷ La ville de Maputo avec 17,4 % seulement de pauvres contraste avec les 65,3 % dans la province septentrionale de Niassa.

Banque centrale est également le régulateur de la bourse des valeurs, qui ne compte que 4 sociétés cotées, avec une capitalisation boursière représentant 4 % du PIB. L'accès aux ressources financières abordables demeure la difficulté majeure pour le développement des activités, étant donné que 75 % des micro-, petites et moyennes entreprises sont financièrement exclus, en particulier dans les zones rurales. L'expansion du cadre des agences de services bancaires en milieu rural, ainsi que de systèmes novateurs de garantie pourrait constituer des moyens importants d'inclusion financière.

Contexte social et thèmes transversaux

Pauvreté et inégalités

Malgré des taux de croissance élevés et une réduction sensible de la pauvreté au fil du temps, la croissance n'a pas été assez inclusive, la pauvreté restant généralisée juste en dessous des 50 % de la population. L'enquête la plus récente sur la pauvreté, rendue publique en 2015 (IOF14), montre une réduction considérable de la pauvreté à 49,2 % de la population en 2015, contre 69,4 % en 1996. Il s'agit là d'une évolution positive par rapport à la stagnation observée sur la période 2003-2008 autour de 54%, mais légèrement en deçà de la cible des OMD de 40 %. Les résultats du point de vue de la pauvreté multidimensionnelle sont encourageants, avec une augmentation sensible du nombre des personnes ayant eu accès aux biens et services de base. La scolarisation et ses résultats, l'état de santé et la qualité du logement sont quelques rares domaines où l'IOF14 a affiché des bonnes avancées. Il convient de noter cependant que ces résultats précèdent la crise intervenue après les événements de 2015, qui ont sans doute aggravé la pauvreté.

Les inégalités restent marquées, dans la mesure où la croissance économique n'a pas suffi à absorber la démographie. Le coefficient de Gini affiche une détérioration au cours des 30 dernières années. Il est passé de 0,40 en 1996 à 0,47 en 2015. La réactivité de la pauvreté à la croissance s'est réduite. Entre 2008 et 2014, la croissance cumulée du PIB réel d'environ 50 % s'est traduite par une baisse de juste 10 % du niveau de pauvreté nationale. En outre, s'il est vrai que le taux de pauvreté a baissé, il y a eu une augmentation effective du nombre absolu des pauvres, de plus de 700 000 personnes au-dessous du seuil de pauvreté dans les zones rurales. De plus, les récents gains en qualité de vie ont été obtenus de manière asymétrique et dans un contexte de renforcement des inégalités entre les zones urbaines et rurales. Les écarts de conditions de vie entre les régions septentrionales du Mozambique se sont creusés²⁸, avec beaucoup plus de pauvres dans le nord (voir **Carte du Mozambique**). La pauvreté dans les ménages dirigés par les femmes est également plus marquée.²⁹ Par conséquent, il y a une urgente nécessité pour le pays de mettre en œuvre des politiques de croissance plus vigoureuses favorables aux pauvres et qui profitent aux populations, surtout dans les zones rurales et dans les provinces du Nord.

Le Mozambique reste l'un des pays les moins développés au monde, avec un très faible indice de développement humain. Le pays occupait en 2017 la 18^e place sur 188 pays en termes d'indice de développement humain (IDH). Bien que l'espérance de vie à la naissance au Mozambique ait augmenté de 12,3 ans entre 1990 et 2015, c'est la composante "accès au savoir" de l'IDH qui tire le classement vers le bas, affichant peu d'amélioration : le nombre d'années de scolarisation n'a augmenté que de 2,7 ans et le nombre d'années de scolarisation escomptées, de 5,4 ans, les deux indicateurs donnant des signes de stagnation depuis 2010. Le Mozambique

²⁸ 57,8 % pour les femmes, contre 53,9 % pour les hommes.

²⁹ Depuis 2011, les ressources inscrites au budget et investies dans les secteurs de l'éducation et de la santé ont représenté en moyenne, chaque année, 6,8 % et 3,3 % du PIB, respectivement, dépassant les moyennes de l'Afrique subsaharienne, 4 % et 2,5 % du PIB, respectivement (Banque mondiale, 2017).

n'a pas conclu son rapport sur les OMD, mais est signataire de l'Agenda de développement 2030, même s'il ne parvient pas à élaborer son plan national de mise en œuvre des ODD. Les dépenses publiques dans les domaines du secteur social ont été supérieures à 65 % du budget, avec un accent particulier sur l'éducation et la santé³⁰. Cependant, le faible taux de l'exode rural, joint à une forte croissance démographique continueront d'exercer une tension sur la prestation des services publics, ce qui représente une source de fragilité à travers tout le pays. L'analphabétisme élevé et l'absence généralisée d'accès à l'éducation et à la connaissance constituent de sérieuses entraves à l'inclusivité, en particulier dans les zones rurales, et sapent la productivité agricole.

Emploi

La croissance démographique rapide est en train de pousser à la hausse le taux de chômage, en particulier au niveau des jeunes dont le nombre ne cesse de croître. L'enjeu majeur est de créer des emplois en nombre suffisant et de qualité. En 2015, 74,6 % de la population active étaient employés dans l'agriculture (83,1 % de femmes et 65,1 % d'hommes), atteignant les 90,2 % dans les zones rurales. L'emploi formel est essentiellement offert par la fonction publique et les PME urbaines. Seuls 8,5 % de la main-d'œuvre sont employés dans les sociétés privées, 4,8 % dans la fonction publique/les entreprises publiques, tandis que 64 % sont des indépendants. Il reste qu'entre 1996 et 2015, le pourcentage des emplois formels dans le secteur privé a triplé, passant de 4 % à 11,2 %, essentiellement dans les services et la construction. Il existe 18,2 % de travailleurs non rémunérés. La croissance démographique rapide devrait, selon les estimations, mettre sur le marché du travail 500 000 jeunes par an en quête d'un emploi au cours des dix prochaines années. Le taux de chômage total est de 20,7 % (19,5 % pour les hommes, contre 21,8 % pour les femmes), mais il est de 30 % pour les jeunes (âgés de 15 à 22 ans), et atteint 46,3 % dans les zones urbaines, contre 20,9 % en milieu rural. La promotion de l'emploi salarié formel devrait mettre l'accent sur les entraves au développement des PME qui peuvent créer les bons emplois nécessaires, en particulier dans les zones rurales où la croissance de l'emploi formel a été plus lente.

Éducation et compétences

Les faibles taux d'éducation constituent la principale entrave à l'emploi et à la productivité. Le GM s'est engagé à investir dans l'éducation, avec des dépenses sectorielles qui représentent 6,5 % du PIB (2017), ce qui est relativement élevé en termes régionaux. Ces investissements se traduisent par l'accroissement rapide du nombre des institutions d'enseignement supérieur, qui est passé de 8, dans les années 1090, à 54 en 2017, concernant 180 000 étudiants. Par ailleurs, il convient de noter l'augmentation du nombre d'étudiants dans les TVET, qui est passé de 45 000 en 2011 à 64 000 en 2015. Cependant, malgré ces réalisations, le Mozambique fait face à un déficit de compétences, notamment techniques (industrie légère et techniques agricoles) et d'enseignement supérieur dans les domaines techniques (c.-à-d. les différents domaines d'ingénierie). De plus, les récentes enquêtes font état de résultats en trompe-l'œil, aux niveaux de l'enseignement primaire et secondaire, comparés à ceux des homologues. La plupart des enfants qui terminent le cycle primaire n'auront pas acquis les compétences de base requises pour accéder au niveau futur d'apprentissage, ce qui compromet leurs chances de s'engager plus tard dans la création d'emploi à petite échelle, et/ou d'entrer sur le marché du travail.

Genre

Le Mozambique applique un programme d'autonomisation des femmes et a fait des progrès louables, mais les inégalités hommes-femmes persistent. Le Mozambique a appuyé la promotion des femmes au sein du gouvernement, a fait adopter des lois et des règlements en

³⁰

faveur des femmes, a lancé des campagnes pour sensibiliser la population aux droits des femmes et a promu la parité garçons-filles en matière d'éducation. Suite à ces initiatives, le des femmes occupant des postes de responsabilité a augmenté, avec actuellement 39,2 % de femmes au Parlement, le 5^e taux le plus élevé en Afrique et le 12^e dans le monde. Cependant, le Mozambique ne se classe pas bien dans l'Indice des inégalités de genre car il occupe la 139^e place sur 159 pays. Les principaux défis sont les suivants : i) réduire la mortalité maternelle et améliorer l'accès universel aux services de santé sexuelle et reproductive (VIH/SIDA) ; ii) engager des actions pour garantir la rétention, l'évolution et le succès des filles, aux niveaux secondaire et primaire ; iii) assurer un plus grand accès des femmes aux ressources de production, en particulier les terres et les finances, dans l'optique de réduire le niveau de pauvreté ; et iv) offrir l'accès à l'emploi, à l'eau et à l'assainissement, et assurer l'accès aux denrées alimentaires afin de rehausser le niveau de nutrition.

Changement climatique

Le Mozambique a été classé au premier rang, en 2017, pour qui concerne l'exposition aux risques découlant du changement climatique. Les émissions de CO² par habitant du Mozambique, équivalent à 0,1 tonne par an, est plus faible que la moyenne des pays à faible revenu en général (0,3 tonne). Le coût de de l'inaction en matière d'atténuation des effets du changement climatique a été estimé à 450 millions d'USD par an, ce qui se traduit par la tendance du pays à l'adaptation – plutôt qu'à l'atténuation – dans ses politiques et stratégies en matière de changement climatique. En 2012, le Mozambique élaboré les mesures stratégiques relevant de sa Stratégie 2013-2015 d'adaptation au changement climatique et d'atténuation de ses effets, qui prévoit des mesures en foresterie, la conception de pratiques agricoles à faibles émissions de carbone, la réduction de la déforestation et des feux de brousse, tandis qu'en 2018, il a présenté ses contributions déterminées au niveau national³¹. Au plan institutionnel, il est nécessaire d'appuyer le renforcement des capacités dans les domaines de la collecte des données, des systèmes d'alerte précoce de la préparation à l'accès au financement climatique.

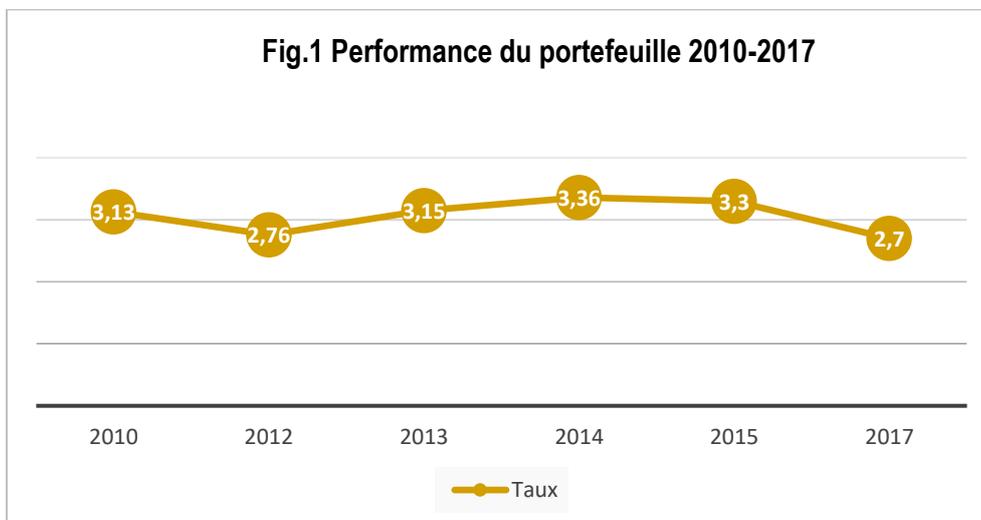
³¹ Le Mozambique a présenté en février 2018 ses contributions prévues déterminées au niveau national (CDN), en conformité avec la CCNUCC (2015) – « Adoption de l'Accord de Paris ».

Annexe VII – Plan d’amélioration du portefeuille pays

Pendant la mission de revue de la performance du portefeuille pays (RPPP), un atelier de sessions interactives avec les cellules d’exécution de projets (CEP), qui combinaient un atelier fiduciaire, lors duquel des enjeux et des problèmes étaient identifiés et des solutions examinées (dont l’accès intempestif à la contribution de contrepartie pour la TVA, les présentations tardifs des rapports d’audit, la qualité des rapports financiers, les problèmes de communication, la mise en œuvre tardive des recommandations de l’audit, l’élaboration tardive du programme de travail et du budget annuels, et le contrôle des actifs, etc.). L’équipe de la mission a donné des orientations sur l’amélioration de la performance du portefeuille. Il est ressorti de la revue que certains progrès avaient été enregistrés dans la mise en œuvre du plan d’amélioration du portefeuille pays 2015 (PAPP). Cependant, on a trouvé que, certes des une partie des mesures avaient produit des résultats dans certains domaines comme la passation de marchés, la gestion financière, etc., mais que la plupart des problèmes continuaient de créer des retards d’exécution et seront reconduites dans le cadre du nouveau PAPP 2017. Ci-après sont résumées les principales conclusions du RPPP qui ont inspiré la conception du nouveau PAPP 2017.

Aperçu de la performance du portefeuille

La performance globale du portefeuille de la Banque, sur la base des données de SAP & de la méthodologie des résultats de l’état d’exécution (REE) dans Baobab, est de **2,72** sur une échelle de 0 à 4 pour 2017, ce qui est jugé “**Satisfaisant**”. Cette note est conforme à celle du rapport de synthèse d’octobre 2017 examiné ci-dessus. La tendance dans les notations, de 2010 à 2017, montre que la note actuelle de 2,72 est la plus faible des cinq dernières années du portefeuille du Mozambique.



Le nombre des opérations gérées par le Bureau national du Mozambique a augmenté de 33 % en 2015 à 43 % en 2017. Le portefeuille recèle un projet potentiellement à problèmes (PPP) et un projet à problème. Le PPP avait déjà été classé PPP dans l’évaluation de la revue du portefeuille 2014. Cinq projets ont été clos depuis 2015. Quatre RAP ont déjà été soumis et un autre est en préparation. Sur cette période, 5 opérations au total ont été approuvés, ce qui représente 26 % du portefeuille actuel. À novembre 2017, le portefeuille actif comprenait 4 projets vieillissants (c.-à-d. ayant plus de 8 ns d’âge). L’âge moyen du portefeuille a diminué, passant de 5,7 ans à 3,6 ans en 2014. Il a ensuite augmenté à 5,2 ans en 2017, ce qui implique que le portefeuille actuel contient des projets qui sont sur le point critique de dépasser leur délai d’exécution. Les projets vieillissants ont tous été approuvés sur la période 2003-2009. Il s’agit du projet de route Montepuez-Lichinga (11,09 ans) et le projet de corridor multinational-Mozambique (8,4 ans). Deux autres opérations ayant 11 et 7 ans sont déjà en cours d’achèvement et contribueront à réduire légèrement l’âge du portefeuille.

Mozambique : Principaux indicateurs et notes de la performance du portefeuille			
Indicateurs choisis – oct. 17		Notes de la performance (SAP/IPPR) 2010-2017	
Performance du portefeuille (Rapport de synthèse) % de satisfaction	29	Année	Notes
Nombre de projets dans le rouge	11	2010	3,13
Taille moyenne des projets (en millions d'UC)	21,87	2012	2,76
Âge moyen des projets (ans)	5,2	2013	3,15
Nbre d'opérations actives (#)	21	2014	3,36
Taux de décaissement moyen (%)	45,0	2015	3,30
Nbre de projets vieillissants (#)	2	2017	2,72
Projets à décaissement lent (#)	1		
Projets à risques (#)	3		
Engagements à risque (millions d'UC)	53,4		
Engagements à risques (en %)	11,9		
Délai moyen de l'approbation à l'entrée en vigueur (ans)	1		
<i>Projets connaissant des retards de signature, d'entrée en vigueur ou de premier décaissement (#)</i>	2		

Source : Rapport de synthèse - Octobre 2017 : SAP/IPPR pour les notes

Principaux défis et enseignements tirés

Au nombre des principales causes du vieillissement des projets et de leur évolution vers le statut de projet potentiellement à problèmes ou de projet à problèmes figurent : i) la lenteur des décaissements, ii) les retards de réalisation des conditions préalables au premier décaissement, iii) les retards de démarrage, iv) les problèmes de passation de marchés, et v) les retards de clôture des projets et d'annulation à temps des reliquats des prêts. La non-disponibilité des fonds de contrepartie a aussi été l'une des causes des retards d'achèvement des processus de passation de marchés. La révision de la liste des biens et services et la restructuration des projets lors des revues à mi-parcours pourraient être utilisées, entre autres options, pour ajuster les activités des projets et résoudre le problème du vieillissement du portefeuille. La détérioration de la situation sécuritaire entre 2013 et 2015, dans certaines zones de projet, a également contribué au ralentissement de l'exécution, sans compter les pénuries de personnel à COMZ, avec la vacance du poste de chargé de projet pays pendant plus de trois ans, et de certains postes clés.

Compte tenu de la part prépondérante des secteurs du transport et de l'énergie dans le portefeuille, l'on peut citer parmi les problèmes courants, ceux qui suivent :

Lenteur des activités de passation de marchés- i) le long processus initial de passation de marchés, imputable au manque de capacités des organes d'exécution pour traiter des projets complexes, et ii) l'exigence du GM de s'assurer que les procédures régulières sont suivies dans l'administration des marchés pour tous les projets financés sur fonds publics ; cette procédure étant généralement conduit à travers un examen préalable des marchés d'une valeur supérieure à un million d'USD par le Tribunal administratif, avant que les entités chargées des passations de marchés ne soient autorisées à signer les contrats. Cette exigence augmente considérablement le délai de traitement et également les coûts, étant donné que tous les dossiers d'appel d'offres doivent être traduits en portugais.

Faible décaissement – dû à la mauvaise gestion des marchés et au fait que les documents soumis à l'appui des demandes sont incompatibles avec les conditions et modalités des contrats et généralement incomplets. Les retards dans le traitement des factures ont négativement affecté l'avancement de l'exécution des projets dans la mesure où ils exercent une pression importante sur le flux de trésorerie des entrepreneurs.

Sauvegardes environnementales et sociales – Le Mozambique est considéré comme l'un des pays les plus vulnérables aux chocs climatiques en Afrique. Les calamités naturelles récurrentes, sous forme de cyclones plus longs et d'inondations fréquentes, impactent négativement les délais de construction. Dans le cadre des réinstallations, l'obligation de se conformer aux règles de la Banque constitue également une contrainte financière. Souvent, le temps qui s'écoule entre l'évaluation initiale et le paiement effectif fait que le nombre des personnes affectées augmentent généralement, surtout dans les zones autour des villages, ce qui constitue un effort financier supplémentaire.

Compte tenu de la surestimation récurrente des capacités du gouvernement à mobiliser la contribution en espèces de contrepartie pour les projets de grande envergure, et des conséquences, en termes de coûts et de délais d'exécution, des paiements tardifs sur l'achèvement des projets, les principaux enseignements tirés figurent ci-après : i) les futurs projets doivent envisager de réduire la contribution en espèces du GM ou ne prévoir que des contributions en nature, ii) la contribution du GM ne doit pas être utilisée pour les travaux de génie civil liées aux activités, et iii) les coûts des indemnisations doivent être intégrés dans le montant des prêts.

Le défi majeur qui se pose au gouvernement en ce qui concerne les organes d'exécution est lié pour l'essentiel au réservoir limité d'une main d'œuvre ayant une expérience adéquate et la maîtrise requise des politiques de la Banque. Cette situation a créé un problème de recrutement et de rétention du personnel, en particulier aux niveaux décentralisés. Les autres problèmes majeurs sont : i) la maîtrise limitée de l'anglais, ce qui cause des retards et ralentit le processus de passation de marchés, et ii) les longs processus d'exams préalables aux niveaux de la Banque centrale et du Tribunal administratif. La BAD a réagi face à ces problèmes comme suit :

Retards de mise en vigueur : dans toutes les nouvelles opérations, les conditions relatives à l'entrée en vigueur ou préalables au premier décaissement ont été simplifiées, y compris le recours aux acquisitions anticipées. La reconnaissance et la correction des faiblesses institutionnelles des organes d'exécution à un stade précoce afin d'éviter une faible performance, et la rationalisation de la conception des projets en optant pour le meilleur mode de passation de marchés en fonction des spécificités du pays, en réduisant le nombre des transactions en matière de passation de marchés, et en finançant la préparation des études au moyen des fonds pour le financement de la préparation des projets.

Améliorations au niveau de COMZ : la Banque dispense des formations au personnel des projets, dont une assistance technique spécifique en matière de passation de marchés (gestion des contrats) en vue de renforcer les capacités des CEP à résoudre certains des problèmes à leur niveau, et compte tenu de la mauvaise qualité des procédures soumises. Par conséquent, des ateliers fiduciaires ont été organisés en 2012, 2014 et 2017 sur la passation de marchés, la gestion financière et le décaissement pour accroître les capacités des CGP. La Banque a recruté un expert lusophone en passation de marchés pour appuyer les opérations au Mozambique et dans d'autres pays lusophones. Le Bureau national veille également à ce que tous les dossiers de passation de marchés et les documents de décaissement soient revus de manière informelle. En outre, compte tenu du niveau du risque fiduciaire et de l'évolution négative du changement, telle que confirmée par l'analyse financière et des dépenses publiques de 2015, la Banque adoptera une approche progressive en ce qui concerne l'utilisation des systèmes nationaux, en reconnaissance des résultats obtenus et des défis qui se posent au Mozambique.

Ressources nationales de contrepartie et remboursement de la TVA : des discussions sont en cours avec le gouvernement pour trouver les voies et moyens pour résoudre le problème des fonds de contrepartie et de remboursement de la TVA. Le GM a demandé au Groupe de la Banque de financer 100 % des coûts des projets, dont la TVA ainsi que les droits et taxes pour les projets approuvés en 2018 et 2019. La Banque envisagera l'autorisation au cas par cas, en ce qui concerne la couverture des droits et taxes dans toutes les nouvelles opérations. La Banque a également demandé au Tribunal administratif une dérogation pour analyser plus avant les marchés passés, en utilisant la politique et les directives de l'institution en matière de passation de marchés. De plus, un nouveau cadre, prévoyant des revues trimestrielles de la qualité du portefeuille, a été convenu avec le gouvernement.

Conclusion et recommandations

L'exécution globale des projets a été satisfaisante, avec des perspectives positives. Cinq projets ont été clôturés depuis 2015, avec quatre RAP soumis et un autre en cours de préparation. La Banque est parvenue à tirer parti de son allocation FAD relativement modeste, ainsi que d'autres instruments internes de financement, sans oublier des financements externes, à travers des mécanismes de cofinancement et des fonds fiduciaires.

Il convient de noter, toutefois, que le portefeuille a affiché une tendance à la baisse depuis 2010, la notation actuelle étant la plus faible des cinq dernières années. Au nombre des principaux défis figurent les retards importants pour remplir les conditions préalables au premier décaissement et la lenteur des processus de passation de marchés et de décaissement. A priori, un effort de collaboration devrait être orienté vers le règlement du cas des projets vieillissants ou à problèmes qui figurent dans le portefeuille, mais des mesures correctives devraient être prises sur tous les quatre fronts : recrutement du personnel de COMZ, conception de nouveaux projets intégrant la couverture des dépenses au titre de la TVA et les fonds de contrepartie uniquement en nature, en conformité avec la politique de la Banque relative aux dépenses éligibles, une dérogation à l'obligation d'approbation du Tribunal administratif dans le cadre du dialogue sur les politiques avec le gouvernement et le pouvoir judiciaire.

En outre, le dialogue sur les politiques avec le gouvernement devrait faire en sorte qu'un cadre mutuel de responsabilité pour la gestion du portefeuille soit mis en place, qui prévoirait :

- Un dialogue sur les politiques et des réunions de suivi tous les trimestres avec les ministères techniques et les organes d'exécution ;
- Une formation spécifique, à l'intention de l'équipe de gestion/des organes d'exécution des projets, dont les services du ministère de l'Économie et des Finances, de la Banque du Mozambique et du Tribunal administratif sur les questions de passation de marchés et de financement, concernant les règles et règlements de la Banque ;
- Dans tous les nouveaux projets, l'utilisation des modes d'acquisition anticipée devraient être encouragés à l'évaluation afin de disposer de suffisamment de temps et d'éviter des retards dans le processus de passation de marchés ;
- Au niveau interne, les avancées doivent être suivies par le biais de réunions sur le portefeuille pays afin d'examiner et de suivre l'exécution du plan d'action du portefeuille pays (prévoyant un tableau de bord avec des analyses et des mesures correctives projet par projet).

Le PAPP 2017 énonce une série de recommandations précises visant à améliorer la performance du portefeuille.

TABLEAU A – État de la performance des opérations nationales en cours au titre du portefeuille du Mozambique à novembre 2017

N	Nom du projet	État avanc. projet	Date d'approb.	Date prévue d'achèv. projet	Taux décais (en %)	Mont. approuv. (UC)	Guichet finance.	Âge	ETAT PFI 2017	EE (État d'ex.)	OD (Obj. dév.)	Note globale
Agriculture												
1	PROJET D'IRRIGATION COFAMOSA – PPF	En co.	24-11-15	30-06-18	22,18	0,8	[FAD]	2,0	Pas RAR			
2	AIDE D'URGENCE HUMANITAIRE SUITE A LA SECHERESSE	En co.	17-06-16	31-12-16	100,0	0,7	[BAD]	1,4	Pas RAR			
3	PROJET DE REHABILITATION D'URGENCE DU BARRAGE DE MASSINGIR	En co.	15-07-09	31-12-18	94,65	13,3	[FAD]	8,3	NPPP	2,7	2,5	2,6
4	PROJET DE REHABILITATION D'URGENCE DU BARRAGE DE MASSINGIR – PRÊT COMPLEMENTAIRE	En co.	22-05-13	30-06-18	69,19	22,0	[FAD]	4,5	Dern. RAR est pour 2014			
5	PROJET D'IRRIGATION ET DE RESILIENCE AU CHANGEMENT CLIMATIQUE DE BAIXO LIMPOPO	En co.	26-09-12	30-06-19	78,70	16,5	[FAD]	5,1	NPPP	3,53	3,00	3,3
			26-09-12	30-06-19	52,40	9,3	AUTRES]	5,1	NPPP	3,53	3,00	3,3
			26-09-12	30-06-19	7,24	2,0	AUTRES]	5,1	NPPP	3,53	3,00	3,3
Total Agriculture					72,33	64,62		4,5				
Environnement												
6	PROJET DE GESTION DURABLE DES TERRES ET RESSOURCES EN EAU - PPCR	En cours	31-10-12	31-12-18	77,15	2,1	[FAD]	5,0	Dern. RAR 2014			
			31-10-12	31-12-18	54,21	11,2	AUTRES]	5,0	Dern. RAR 2014			
Total Environnement					57,83	13,35		5,0				
Finance												
7	LC AU PROGRAMME DES PME AFRIQUE - MOZABANCO S.A MOZAMBIQUE	En co.	11-04-14	27-03-20	100,0	6,4	[FAD]	3,6	PP	1,67	0,75	1,21
Total Finance					100,0	6,43		3,6				
Industrie/Mines/Carrières												
8	PROJET DE DE SABLES MINERAUX DE MOMA	En co.	21-05-03	31-12-08	100,0	28,6	[FAD]	14,5	Pas PP/PPP	2,00	1,75	1,90
Total Industrie/Mines/Carrières					100,0	28,57		14,5				
Multisecteurs												
9	PROGRAMME DE LIENS COMMERCIAUX DU CORRIDOR DE NACALA	APVD	14-06-17	09-01-20	0,0	0,7	[FAD]	0,4	Pas RAR/Pas superv.			
Total Multisecteur					0,0	0,71		0,4				
Energie												
10	PROJET ELECTRICITE IV	En co.	13-09-06	31-12-16	92,48	26,3	[FAD]	11,2	Pas PP / PPP	2,71	2,75	2,73
			07-09-06	31-12-16	82,02	7,4	[FAD]	11,2	PPP	2,71	2,75	2,73
Total Energie					90,18	33,73		11,2				
Social												
11	CONSOLIDATION DE L'ENTREPRENARIAT FEMININ		18-12-13	31-12-18	58,62	1,2	[FAD]	3,9	RAR incomplet	3,00	3,00	3,00

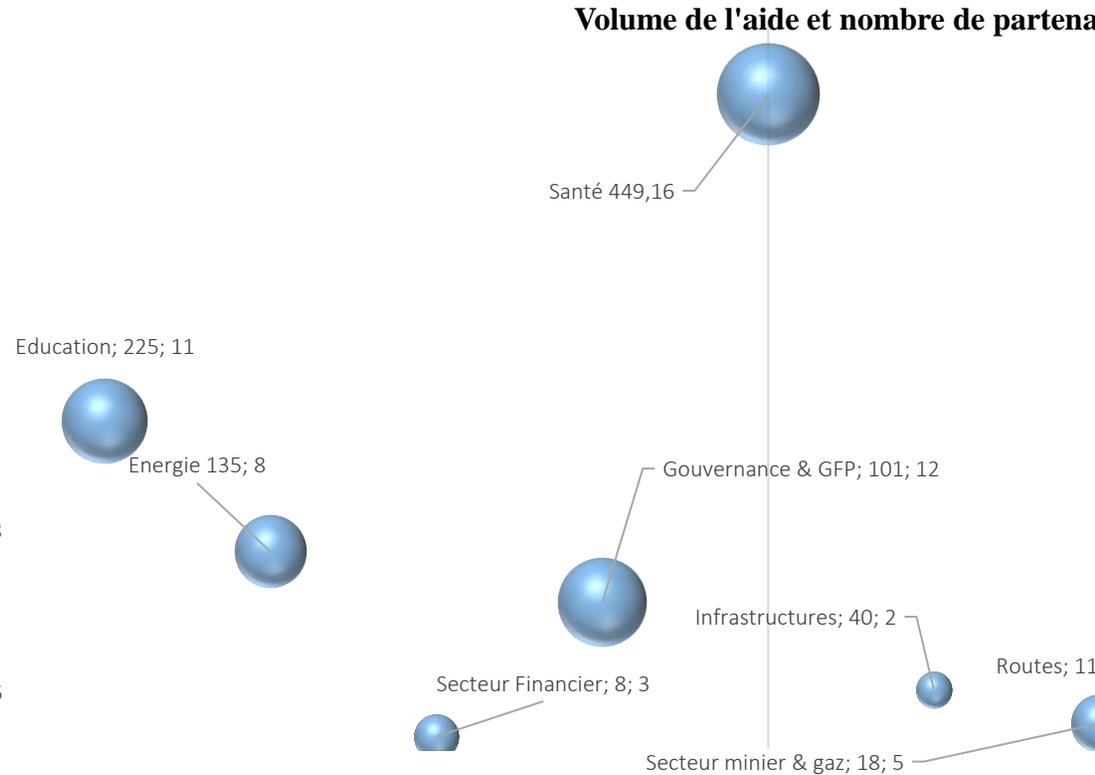
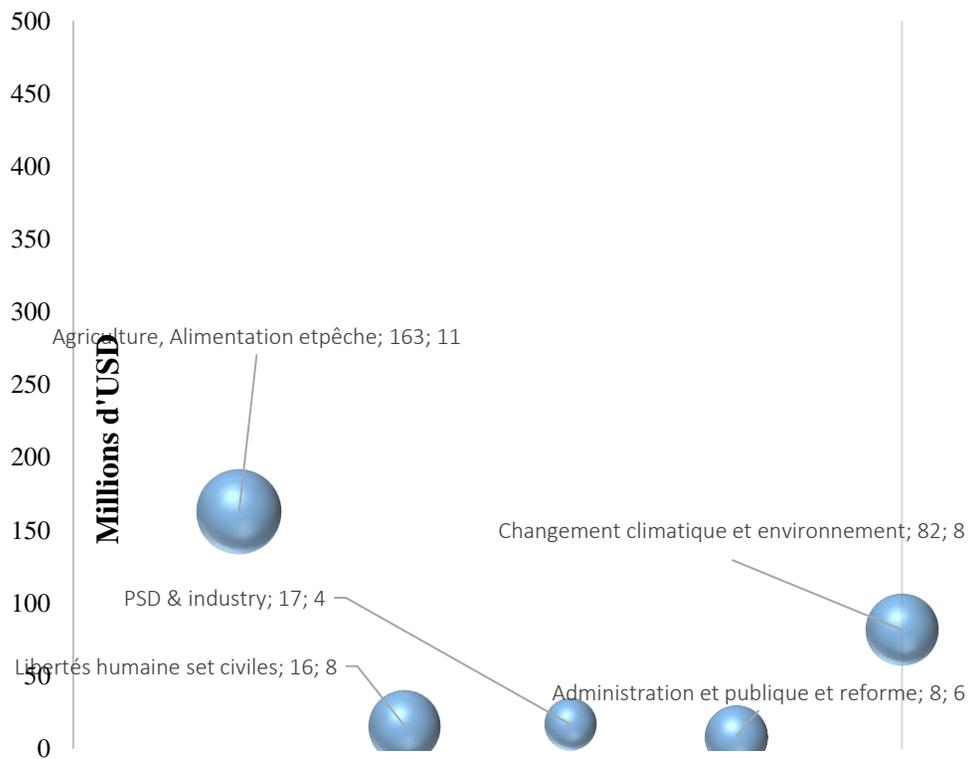
		En cours	18-12-13	31-12-18	33,09	2,6	[FAD]	3,9	RAR incomplet	3,00	3,00	3,00
12	PROJET DE CREATION D'EMPLOIS ET D'AMELIORATION DES CONDITIONS DE VIE	En co.	18-05-16	30-12-21	8,01	4,5	[FAD]	1,5	NPPP	3,00	3,00	3,00
	Total Social				23,25	8,33		3,1				
	Transport											
13	PROJET ROUTIER MUEDA - NEGOMANO PHASE I	APVD	09-12-16	31-12-22	0,0	51,3	[FAD]	0,9	Pas RAR/Pas superv			
			09-12-16	31-12-22	0,0	2,2	[FAD]	0,9	Pas RAR/Pas superv			
14	PROJET ROUTIER MONTEPUEZ-LICHINGA	En co.	27-10-06	30-06-18	66,58	30,1	[FAD]	11,0	NON PP / PPP	2,07	2,75	2,41
			19-03-07	30-06-18	100,0	20,6	AUTRES]	10,7	NON PP / PPP	2,07	2,75	2,41
15	PRÊT SUPPLÉMENTAIRE POUR LE PROJET ROUTIER MONTEPUEZ - LICHINGA	En co.	26-10-10	30-06-18	67,09	32,7	[FAD]	7,0	NON PP / PPP	2,50	2,75	2,62
16	CORRIDOR DE TRANSPORT DE NACALA PHASE-III	En co.	05-12-12	31-12-18	13,56	38,7	[FAD]	4,9	Pas RAR/Pas superv			
			05-12-12	31-12-18	18,78	0,2	[FAD]	4,9	Pas RAR/Pas superv			
	Total Transport				38,62	175,70		5,8				
	Eau et assainissement											
17	PROGRAMME NATIONAL D'ALIMENTATION EN EAU EN MILIEU RURAL	En co.	09-11-10	30-09-17	95,64	5,27	[FAD]	7,0	Non PP /Non PPP			
			09-11-10	30-09-17	95,75	4,97	[FAD]	7,0	Non PP /Non PPP			
18	ÉTUDES DE FAISABILITÉ POUR LE RENFORCEMENT DE LA RESILIENCE AU CHANGEMENT CLIMATIQUE DE LIMPOPO	En co.	01-12-14	30-12-18	26,23	2,8	AUTRES]	2,9	Non PP /Non PPP	3,00	3,00	3,00
			03-10-14	30-12-18	10,54	0,7	AUTRES]	3,1	Non PP /Non PPP	3,00	3,00	3,00
19	GESTION DE RISQUE D'INONDATIONS A MAPUTO	APVD	14-07-16	31-12-18	0,0	1,3	AUTRES]	1,3	Pas RAR/Pas superv			
	Total Alimentation en eau/Assainissement				70,42	15,06		4,3		2,75	2,67	2,72
	Total projets nationaux				57,78	346,50		6,1				
1	INVESTISSEMENT PORTEUR DE GRANDE ENVERGURE DANS LE GAZ ET L'ELECTRICITE	En co.	18-12-13	30-06-18	1,02	9,95	[FAD]	3,9	Pas RAR/Pas superv			
2	PROJET MULTINAL CORRIDOR DE NACALA (MOZAMBIQUE)	En co.	24-06-09	01-07-18	44,38	102,72	[FAD]	8,4	NON PP /PPP	2,36	2,76	2,56
							[FAD]					
	Total projets régionaux dans portefeuille Mozambique o				22,7	112,67		6,2		2,56		

TABLEAU B – État de la performance des opérations multinationales en cours avec la participation du Mozambique à novembre 2017

N	Nom du projet	Etat du projet	Date d'approb.	Date prévue d'achèv. du projet	Taux décaiss. (%)	Mont. approuv. (UC)	Âge	PFI STATUS 2017	EE (Etat d'ex.)	OD (Obj. Dév.)	Note globale
1	PROJET DE CHEMIN DE FER ET DE PORT DE NACALA - CLN	APVÉ	16-12-15	15-01-28	0,00	79,34	1,9	Pas de RAR/Pas superv.			
2	PROJET DE CHEMIN DE FER ET DE PORT DE NACALA - CEAR	APVE	16-12-15	10-04-20	0,00	12,92	1,9	Pas de RAR/Pas superv.			
3	PROJET DE CHEMIN DE FER ET DE PORT DE NACALA RAIL - CDN	APVE	16-12-15	10-11-21	0,00	59,57	1,9	Pas de RAR/Pas superv.			
4	ETUDES SUR LE CORRIDOR ROUTIER DE NACALA - ETUDE DE FAISABILITE POUR LE MALA	En co.	24-06-09	01-07-18	44,38	102,72	8,4	Pas de RAR/Pas superv.			
			10-03-10	06-07-16	100,0	37,61	7,7	Pas de RAR/Pas superv.			
Total projets régionaux dans le portefeuille du Mozambique					23,19	255,87	5,4				

TABLEAU C – Opérations hors prêt – Produits du savoir

N	Nom du projet	Etat du projet	Date d'approb.	Date d'achèv. du projet	Monnaie	Montant approuvé	Montant décaiss.	Taux décaiss.	Secteur
1	Etudes géologiques et minérales du Mozambique	En cours			EUR	0,08	24000,00	30,0%	Mines
2	Libération du potentiel du secteur privé – Une approche du financement mixte (UPSP-BF)	Conception			EUR	0,08	0,0	0,00%	Secteur privé



Annexe VIII – Partenaires au développement au Mozambique

La suspension des appuis budgétaires en 2016 a perturbé la collecte des données et il n'existe pas de données globales actualisées, basées sur les flux globaux de l'APD. Cependant, la plupart des donateurs ont conservé leurs principales priorités stratégiques, tout en réorientant la majeure partie de leurs ressources, qui transitaient précédemment par l'appui budgétaire, vers des modalités de projets.

Jusqu'en 2015, quatorze partenaires consentaient un appui budgétaire assorti d'une assistance sous forme de programme axé essentiellement sur les réformes de la GFP et l'éducation. Pour ce qui est des projets et des fonds communs, à partir des décaissements effectués en 2014 et 2015, les principaux secteurs appuyés ont été la santé (450 millions d'USD, et 11 partenaires), l'éducation (225 millions d'USD, huit partenaires), ainsi que le transport et les communications (185 millions d'USD, quatre partenaires). Les secteurs ayant réuni davantage de partenaires ont été la science et la technologie (16 partenaires), l'infrastructure (12 partenaires), ainsi que la santé et l'eau et l'assainissement (11 partenaires tous les deux). La gouvernance et la GFP ont bénéficié de l'opération d'appui budgétaire, en sus des 100 millions mis à disposition par huit partenaires directement sur la base d'un projet. L'agriculture et l'énergie ont été les quatrième et cinquième secteurs en termes de volume, avec 162 millions d'USD (11 partenaires) et 135 millions d'USD (sept partenaires), respectivement. La présence des partenaires non traditionnels dans le pays est forte et en croissance. La Chine et le Brésil ont ouvert des lignes de crédit concessionnelles et non concessionnelles importantes, orientées pour l'essentiellement vers l'infrastructure sous forme de financement de projets. Les autres partenaires en nombre croissant sont notamment le Vietnam, l'Inde et la Corée. Le secteur de la santé est fortement financé par des initiatives mondiales comme le Fonds mondial et l'alliance mondiale pour les vaccins et l'immunisation.

Groupes sectoriels de discussion sur les politiques et la coordination de l'aide avec les partenaires au développement

Groupes de travail sectoriels	Présidence de groupe	Partenaires participants
Agriculture	Banque mondiale	UE, Belgique, Autriche, Finlande, USAID, BM, SFI
Secteur privé (dont sous-groupe commerce)	Norvège	Pays-Bas, Allemagne, R-U, Ireland, Finlande, Norvège, Danemark, Suède, Autriche, France, Italie, Portugal, UE, Suisse, USAID, Canada, Japon BM, SFI, BAD, OIT, ONUDI
Énergie (dont sous-groupes énergies renouvelables, et électricité hors réseau)	Banque mondiale & Suède	Belgique, France, Suède, Finlande, Norvège, Allemagne, UE, Japon, USAID, BM, SFI, BAD, ONUDI
Éducation (dont sous-groupes enseignement primaire, secondaire, technique et professionnel)	Allemagne	R-U, Finlande, Norvège, Suède, Allemagne, Pays-Bas, Italie, Ireland, Portugal, Canada, Japon, Corée, USAID, WB, UNICEF, GPE, OIT, UNESCO, UNFPA
Santé (dont plusieurs sous-groupes)	USAID	Canada, USAID, UE, R-U, Pays-Bas, Danemark, Allemagne, Belgique, Ireland, France, Espagne, Italie, Suisse, BM, Fonds mondial, OMS, FNUAP, UNICEF, GFF
Protection sociale	UNICEF	EU, R-U, Suède, Pays-Bas, Ireland, Italie, USAID, BM, UNICEF, OIT, PAM, ICDP
Eau et assainissement, dont ressources en eau	UNICEF	Pays-Bas, Belgique, Allemagne, Autriche, R-U, Suède, France, Portugal, Espagne, UU, Suisse, Japon, Canada, Inde, Corée, BM, BAD, UNICEF
Macrostabilité & GFP (dont plusieurs sous-groupes)	Suède & FMI	EU, R-U, Suède, Norvège, Finlande, Danemark, Pays-Bas, Allemagne, Belgique, Ireland, Autriche, France, Espagne, Italie, Portugal, Suisse, Canada, USAID, Japon, Corée, BM, FMI, BAD, PNUD, UNICEF, FNUAP
Industries extractives (dont ITIE)	Norvège	R-U, Norvège, Finlande, Danemark, Allemagne, France, UE, Suisse, Canada, Australie, USAID, BM, SFI, FMI, BAD, PNUD
Gouvernance (dont plusieurs sous-groupes)	R-U.	R-U, Finlande, Suède, Danemark, Allemagne, Italie, UE, BM, PNUD
Conservation	Allemagne	UE, France, Allemagne, Danemark, USAID, BM, WCS, WWF
Changement climatique & environnement	PNUD	R-U, Ireland, Allemagne, Pays-Bas, Norvège, Finlande, Suède, Danemark, France, UE, USAID, Japon, BM, BAD, PNUD, UN-HABITAT, FIDA, WWF
Urbanisation & décentralisation	Suisse	Canada, USAID, R-U, Pays-Bas, Norvège, Danemark, Suède, Allemagne, Ireland, Autriche, Portugal, Espagne, Italie, EU, Suisse, BM, FMI, BAD, PNUD, UN-HABITAT, UNICEF, CGLU

Annexe IX – Paramètres de financement du pays

Les paramètres de financement pour le Mozambique, énoncés ci-après, ont été approuvés par le Vice-Président, Région Afrique, de la Banque mondiale, le 25 août 2004 et sont postés sur l’Intranet de la Banque.

POSTE	PARAMÈTRE	OBSERVATIONS
Partage de coûts. Plafonnement du pourcentage des coûts de chaque projet que la Banque peut financer	100%	
Financement des coûts renouvelables. Tout plafond qui s’appliquerait au montant global des dépenses renouvelables que la Banque peut financer	Aucun plafond pays	La Banque ne financera pas de coûts renouvelables dans le cas des projets urbains, d’eau, d’électricité, de routes et autres projets analogues, pour lesquels les frais d’usage peuvent être imputés, sauf dans des circonstances exceptionnelles. .
Financement des coûts en monnaie locale. Il s’agit là d’une exigence de la Banque pour le financement des dépenses en monnaie locale couverts, à savoir que : i) les besoins en financement du programme de développement du pays dépasseraient les ressources propres du secteur public (p. ex., tirées de l’imposition ou autres recettes) et des emprunts escomptés ; et ii) le financement des dépenses en devises ne permettrait pas à la Banque de participer au financement de chacun des projets.	Oui	
Droits et taxes. Existe-t-il des taxes et droits que la Banque ne financerait pas ?	Aucun	

Annexe X – Systèmes stratégiques et de planification du pays

La vision à long terme du Mozambique a été définie à l'aube du nouveau millénaire. La vision du développement à long terme du pays – l'Agenda 2025 – a été approuvée en 2003 et conçu pour permettre au pays d'atteindre les OMD. Elle prévoyait la transformation du Mozambique en un pays entreprenant et toujours prospère, et invitait les Mozambicains à prendre leur destin en main, à utiliser les facteurs de développement endogènes et à créer les conditions pour que chacun contribue à ajouter de la valeur à la richesse nationale.

Une nouvelle stratégie de développement à long terme – l'ENDE – a été approuvée en 2014.

Le principal objectif de l'ENDE est l'amélioration des conditions de vie de la population, à travers la transformation structurelle de l'économie, l'expansion et la diversification de la production nationale. L'ENDE tire parti de l'effet transformationnel potentiel généré par l'exploration des ressources naturelles, en ciblant l'industrialisation comme le principal moyen d'atteindre la prospérité, la compétitivité et la croissance inclusive. Les domaines prioritaires au titre l'ENDE cadrent pleinement avec les priorités opérationnelles des 5 grandes priorités et de la Stratégie décennale du Groupe de la Banque, à savoir : le développement de l'infrastructure, le développement du secteur privé, la gouvernance et la responsabilité, l'intégration régionale, et les compétences et la technologie. Les piliers de l'ENDE sont les suivants : i) la valorisation du capital humain, ii) l'aménagement de l'infrastructure, iii) l'innovation et le développement technologique, et iv) l'organisation, la coordination et l'articulation institutionnelles. Ses domaines prioritaires sont : l'agriculture et la pêche, les industries manufacturières et extractives, et l'industrie du tourisme. Les deux principaux instruments pour opérationnaliser la stratégie sont : 1) les mesures d'incitation au développement du secteur privé, en mettant l'accent sur la mobilisation des ressources en faveur de l'investissement privé et le développement des petites et moyennes entreprises, et 2) les mécanismes de financement des investissements publics.

Les actions du Mozambique en faveur de la réduction de la pauvreté doivent être intégrées dans les Programmes quinquennaux du gouvernement (PQG).

Les principaux instruments opérationnels du système national de planification sont le PQG, le cadre budgétaire à moyen terme (CBMT) et le cadre des dépenses à moyen terme (CDMT) (actuellement, suite à l'affaire de la dette cachée, il n'y a ni le CBMT ni le CDMT). La mise en œuvre du PQG se fait par le biais du Plan économique et social (PES), qui consiste en un outil de planification annuelle qui représente les principaux objectifs sociaux à atteindre au cours de l'année économique suivante. Ce plan est financièrement traduit dans le budget annuel de l'État. Le nouveau PQG approuvé pour 2015-2019 a pour objectif majeur l'accroissement de l'emploi, la productivité et la compétitivité afin d'améliorer les conditions de vie des Mozambicains en zones rurales et urbaines, dans un cadre de paix, d'harmonie et de tranquillité, tout en consolidant la démocratie et la gouvernance participative inclusive. Le plan du gouvernement est orienté vers cinq priorités : i) la consolidation de l'unité nationale, de la paix et de la souveraineté, ii) la valorisation du capital humain et social, iii) la promotion de l'emploi, de la productivité et de la compétitivité, iv) le développement de l'infrastructure économique et sociale, et v) la gestion durable et transparente des ressources naturelles et de l'environnement. Ces priorités doivent s'articuler autour de trois piliers principaux, à savoir : a) la consolidation de la primauté du droit, de la bonne gouvernance et de la décentralisation, b) la création d'un environnement macroéconomique équilibré et viable, c) le renforcement de la coopération internationale.

En 2012, à la conférence de RIO+20, le Président de la République a lancé la feuille de route de l'économie verte du Mozambique.

Le lancement de cette feuille de route a été le premier à être effectué par un pays africain, avec le soutien personnel du Président de la BAD d'alors, M. Kaberuka. La feuille de route soulignait l'importance de la transition vers un nouveau modèle de développement vert et inclusif. La feuille de route et le Plan d'action subséquent de l'économie verte, également soutenus directement par la Banque, ont institué les piliers de l'économie verte

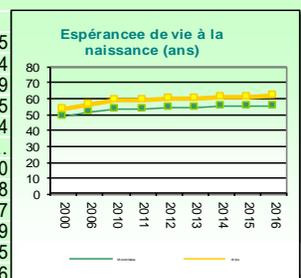
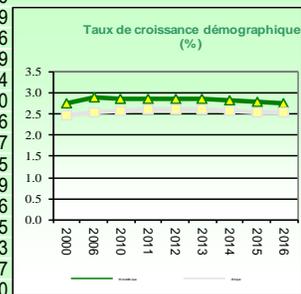
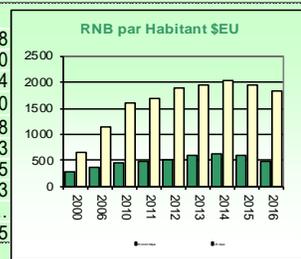
du Mozambique, axés sur : i) l'utilisation efficiente et durable des ressources naturelles (eau, terres pour l'agriculture, forêts, pêche, tourisme, produits miniers et autres ressources naturelles), ii) le renforcement de la résilience et de la capacité d'adaptation aux chocs socioéconomiques et aux changements climatiques, et iii) le développement de l'infrastructure durable (transport, énergie, aménagement urbain).

Annexe XI – Indicateurs socioéconomiques comparatifs

Mozambique

INDICATEURS SOCIO-ECONOMIQUES COMPARATIFS

	Année	Mozambique	Afrique	Pays en Développement	Pays Développés
Indicateurs de Base					
Superficie (000 Km ²)	2017	799	30,067	94,716	35,018
Population totale (millions)	2017	29.5	1,244.8	6,252.1	1,190.0
Population urbaine (% of Total)	2017	31.6	40.5	49.2	81.4
Densité de la population (au Km ²)	2017	37.6	42.4	66.0	34.0
Revenu national brut (RNB) par Habitant (\$ EU)	2016	480	1 836	4 442	41 208
Participation de la Population Active * - Total (%)	2017	79.3	65.8	62.3	60.3
Participation de la Population Active ** - Femmes (%)	2017	82.5	55.3	47.8	52.5
Rapport de Masculinité (hommes pour 100 femmes)	2017	95.9	100.2	107.5	105.3
Indice de développement humain (rang sur 187 pays)	2015	181
Population vivant en dessous de 1,90 \$ par Jour (%)	2008	68.7	...	21.5	0.5
Indicateurs Démographiques					
Taux d'accroissement de la population totale (%)	2017	2.7	2.5	1.3	0.6
Taux d'accroissement de la population urbaine (%)	2017	3.4	3.5	2.4	0.9
Population âgée de moins de 15 ans (%)	2017	44.9	40.8	27.9	16.6
Population âgée de 15-24 ans	2017	20.3	19.2	16.7	11.9
Population âgée de 65 ans et plus (%)	2017	3.4	3.5	6.8	17.4
Taux de dépendance (%)	2017	93.5	79.6	54.6	52.0
Population féminine de 15 à 49 ans (%)	2017	23.1	24.0	25.6	22.6
Espérance de vie à la naissance - ensemble (ans)	2017	56.1	61.9	70.2	80.7
Espérance de vie à la naissance - femmes (ans)	2017	57.3	63.3	72.3	83.5
Taux brut de natalité (pour 1000)	2017	38.0	33.9	20.6	10.9
Taux brut de mortalité (pour 1000)	2017	10.9	9.0	7.5	8.6
Taux de mortalité infantile (pour 1000)	2016	53.1	49.3	33.1	4.5
Taux de mortalité des moins de 5 ans (pour 1000)	2016	71.3	72.6	44.3	5.3
Indice synthétique de fécondité (par femme)	2017	5.2	4.4	2.6	1.7
Taux de mortalité maternelle (pour 100000)	2015	489.0	444.1	237.0	10.0
Femmes utilisant des méthodes contraceptives (%)	2017	20.5	37.6	62.1	...
Indicateurs de Santé et de Nutrition					
Nombre de médecins (pour 100000 habitants)	2005-15	5.5	41.6	121.6	293.5
Nombre d'infirmières et sages-femmes (pour 100000 hab)	2005-15	40.1	120.9	211.3	873.4
Naissances assistées par un personnel de santé qualifié	2010-16	54.3	55.9	76.6	98.9
Accès à l'eau salubre (% de la population)	2015	51.1	71.6	89.4	99.5
Accès aux services sanitaires (% de la population)	2015	20.5	39.4	61.5	99.4
Pourcent. d'adultes de 15-49 ans vivant avec le VIH/SID	2016	12.3	3.6	1.1	...
Incidence de la tuberculose (pour 100000)	2016	551.0	221.7	163.0	12.0
Enfants vaccinés contre la tuberculose (%)	2016	95.0	82.1	84.9	95.8
Enfants vaccinés contre la rougeole (%)	2016	91.0	74.4	84.0	93.7
Insuffisance pondérale des moins de 5 ans (%)	2010-15	...	18.1	15.3	0.9
Prévalence de retard de croissance	2010-15	43.1	33.3	25.0	2.5
Prévalence de la malnutrition (% de pop.)	2015	26.6	17.5	12.28	2.66
Dépenses publiques de santé (en % du PIB)	2014	3.9	2.6	3.0	7.7
Indicateurs d'Education					
Taux brut de scolarisation au (%)					
Primaire - Total	2010-16	105.8	101.7	103.8	102.6
Primaire - Filles	2010-16	101.2	98.8	102.2	101.8
Secondaire - Total	2010-16	32.4	51.8	...	106.6
Secondaire - Filles	2010-16	31.1	49.7	...	106.4
Personnel enseignant féminin au primaire (% du total)	2010-16	43.1	46.0	51.3	81.0
Alphabétisme des adultes - Total (%)	2010-16	...	68.6
Alphabétisme des adultes - Hommes (%)	2010-16	...	76.0
Alphabétisme des adultes - Femmes (%)	2010-16	...	61.7
Dépenses d'éducation en % du PIB	2010-16	6.5	4.9	4.1	5.2
Indicateurs d'Environnement					
Terres arables (en % de la superficie totale)	2015	7.2	8.0	11.3	10.1
Terres agricoles (% superficie des terres)	2015	63.5	37.4	38.1	35.1
Forêts (en % pourcentage de la superficie totale)	2015	48.2	21.0	31.4	28.8
Emissions du CO2 par habitant (tonnes métriques)	2014	0.3	1.1	3.5	11.0



Source : Base des données du Département des Statistiques de la BAD;

dernière mise à jour:

Janvier 2018

Banque Mondiale WDI; ONUSIDA; UNSD; OMS, UNICEF, PNUD, Rapports nationaux.

Notes: n.a. Non Applicable; ... : Données non disponibles. * Participation à la population active, total (% de la population totale âgée de 15+)

** Participation à la population active, femmes (% de la population féminine âgée de 15+)

Annexe XII – Évaluation du risque fiduciaire pays pour 2017

Introduction

La Banque a actualisé son évaluation du risque fiduciaire pays pour le Mozambique (août 2017), dans l'optique de mesurer le niveau du risque fiduciaire en rapport avec les systèmes de gestion des finances publiques (GFP) du pays afin de déterminer le niveau d'utilisation recommandé du système dans le cadre de la stratégie pays proposée. L'analyse a été faite au moyen d'une revue des principaux éléments des systèmes de gestion des finances publiques (qui comprennent le budget, le trésor, la comptabilité et l'information financière, les contrôles internes, l'audit externe, la corruption et la passation de marchés). Le risque fiduciaire global est évalué comme *important*, avec une trajectoire d'évolution négative, malgré les efforts déployés, évoqués dans le tout dernier rapport PEFA publié en 2016.

Performance des systèmes de gestion globale des finances publiques et niveau d'utilisation recommandé :

Au nombre des réalisations manifestes figurent : i) l'institution et la mise en service d'un compte unique du Trésor, ii) la mise en œuvre continue du e-SISTAFE qui couvre actuellement 85 % des dépenses publiques et 80 % des districts, iii) le renforcement de l'administration fiscale, iv) l'introduction de règlements révisés en matière de passation de marchés, v) la production d'une déclaration de risque fiscal et vi) la publication du plan d'investissement intégré.

Tout en félicitant le gouvernement pour les progrès accomplis jusqu'ici dans le cadre des réformes en cours, il est nécessaire d'accélérer le processus en mettant en œuvre le reste des actions de réformes au titre du programme de réforme de la gestion des finances publiques mis en œuvre dans le cadre du Plan stratégique de GFP du gouvernement. La revue a identifié les points faibles ci-après concernant le risque fiduciaire : i) faibles liens entre les différents instruments de planification et le budget annuel, ii) les faibles capacités des institutions de GFP aux niveaux des provinces et des districts, iii) la nécessité d'améliorer la qualité des informations contenues dans les documents du budget, iv) l'inefficacité du recouvrement des arriérés d'impôts, v) la faiblesse de la fonction comptable dans le pays, vi) problèmes de qualité avec l'audit et la vérification interne et externe, vii) la faiblesse de la gestion des investissements publics, viii) faiblesse du système de passation de marchés, et ix) le caractère rudimentaire des documents budgétaires, entre autres. Le programme de réformes en cours, coordonné par la Banque mondiale, avec l'appui des partenaires à la coopération, contribuera à remédier à ces lacunes.

Compte tenu du degré du risque fiduciaire et de la trajectoire d'évolution négative, telle que confirmée par l'analyse financière et des dépenses publiques de 2015 (Tableaux 1 et 2 ci-dessous), la Banque adoptera l'approche graduelle concernant l'utilisation des systèmes actuels, consciente des avancées et des défis qui se posent au Mozambique. Dans le même temps, elle explorera les possibilités d'utiliser des éléments déterminés pour maximiser l'impact autant que possible, là où ceux-ci sont jugés compatibles avec des d'atténuation appropriées prévues dans la conception des projets d'investissement public. Dans le cadre de l'appui de la Banque au renforcement des capacités fiduciaires, sera envisagée la possibilité de contribuer à la mise en œuvre de la stratégie de réforme en cours de la GFP du Gouvernement mozambicain, actuellement appuyée par les CP en matière de GFP au Mozambique.

Tableau 1: Tendances de l'analyse financière et des dépenses publiques entre 2007 et 2015 (basées sur le Cadre PEFA)

INDICATEUR		2007	2010	2015
A : RÉSULTATS DE LA GFP : Crédibilité du budget				
PI-1	Résultats des dépenses globales comparés au budget initial approuvé	B	A	A
PI-2	Composition des résultats des dépenses, comparée au budget initial approuvé	Non Comparables		D+
PI-3	Résultats des recettes globales comparés au budget initial approuvé	Non Comparables		A
PI-4	Stock et suivi des arriérés de règlement des dépenses	B+	B+	D+
B : PRINCIPAUX THÈMES TRANSVERSAUX : Exhaustivité et transparence				
PI-5	Classification du budget	B	B	B
PI-6	Exhaustivité des informations fournies dans le document du budget	B	A	C
PI-7	Portée des opérations non publiées du gouvernement	C+	B	B+
PI-8	Transparence des relations budgétaires intergouvernementales	C+	B	B
PI-9	Surveillance du risque budgétaire global à partir d'autres entités du secteur public	D+	D+	C+
PI-10	Accès du public aux principales informations budgétaires	B	B	B
C: CYCLE BUDGÉTAIRE				
C i) Budgétisation axée sur les politiques				
PI-11	Harmonisation et participation au processus budgétaire annuel	B+	B+	B+
PI-12	Perspective pluriannuelle de la planification budgétaire, de la politique des dépenses et de la budgétisation	C+	C+	C+
C ii) Prévisibilité et contrôle de l'exécution du budget				
PI-13	Transparence des obligations et responsabilités du contribuable	B+	A	A
PI-14	Efficacité des mesures concernant l'enregistrement du contribuable et l'évaluation de l'impôt	B	A	B
PI-15	Efficacité en matière de recouvrement des paiements d'impôts	D+	C+	D+
PI-16	Prévisibilité de la disponibilité des ressources pour l'engagement des dépenses	C+	C+	C+
PI-17	Enregistrement et gestion des soldes de trésorerie, de la dette et des garanties	A	A	A
PI-18	Efficacité des contrôles du registre du personnel	B	B	B
PI-19	Concurrence, rapport coût-résultats et contrôle des passations de marchés	Pas Comparable		D+
PI-20	Efficacité des contrôles internes des dépenses hors salaires	B	B+	C+
PI-21	Efficacité de l'audit interne	B	C+	B+
(C iii) Comptabilité, enregistrement et informations financières				
PI-22	Ponctualité et régularité du rapprochement des comptes	B	B	B
PI-23	Disponibilité des informations sur les ressources reçues par les unités de prestation de services	D	D	D
PI-24	Qualité et ponctualité des rapports budgétaires au cours de l'année	C+	C+	B
PI-25	Qualité et ponctualité des états financiers annuels	C+	C+	B+
C iv) Vérification et audit externes				
PI-26	Portée, nature et suivi de l'audit externe	C+	C+	C+
PI-27	Examen législatif de la loi sur le budget annuel	B+	C+	C+
PI-28	Examen législatif des rapports d'audit externe	C+	C+	C+
D. PRATIQUES DES DONATEURS				
D-1	Prévisibilité de l'appui budgétaire direct	A	A	B+
D-2	Informations financières fournies par les donateurs pour la budgétisation et l'établissement des rapports sur l'aide aux projets et programmes	D+	D+	D+
D-3	Proportion de l'aide qui est gérée selon les procédures nationales	D	C	D+

Tableau 2 : Notes de la gestion des finances publiques de 2015 (basées sur le cadre PEFA)

Indicateur		Note 2010	Note 2015	Évolution
RESULTATS GFP : Crédibilité du budget				
PI-1	Résultats des dépenses globales comparés au budget initial approuvé	A	A	↔
PI-2	Composition des résultats des dépenses, comparée au budget initial approuvé	D	D+	↑
PI-3	Résultats des recettes globales comparés au budget initial approuvé	A	A	↔
PI-4	Stock et suivi des arriérés de règlement des dépenses	B+	D+	↓
PRINCIPAUX THÈMES TRANSVERSAUX : Exhaustivité et transparence				
PI-5	Classification du budget	B	B	↔
PI-6	Exhaustivité des informations fournies dans le document du budget	A	C	↓
PI-7	Portée des opérations non publiées du gouvernement	C+	B+	↑
PI-8	Transparence des relations budgétaires intergouvernementales	B	B	↔
PI-9	Surveillance du risque budgétaire global à partir d'autres entités du secteur public	D+	C+	↑
PI-10	Accès du public aux principales informations budgétaires	B	B	↔
CYCLE BUDGÉTAIRE				
C i) Budgétisation basée sur les politiques				
PI-11	Harmonisation et participation au processus budgétaire annuel	B+	B+	↔
PI-12	Perspective pluriannuelle de la planification budgétaire, de la politique des dépenses et de la budgétisation	C+	C+	↔
C ii) Prévisibilité et contrôle de l'exécution du budget				
PI-13	Transparence des obligations et responsabilités du contribuable	A	A	↔
PI-14	Efficacité des mesures concernant l'enregistrement du contribuable et l'évaluation de l'impôt	A	B	↓
PI-15	Efficacité en matière de recouvrement des paiements d'impôts	C+	D+	↓
PI-16	Prévisibilité de la disponibilité des ressources pour l'engagement des dépenses	C+	C+	↔
PI-17	Enregistrement et gestion des soldes de trésorerie, de la dette et des garanties	A	A	↔
PI-18	Efficacité des contrôles du registre du personnel	B	B	↔
PI-19	Concurrence, rapport coût-résultats et contrôle des passations de marchés	B	D+	↓
PI-20	Efficacité des contrôles internes des dépenses hors salaires	B	C+	↓
PI-21	Efficacité de l'audit interne	C+	B+	↑
C iii) Comptabilité, enregistrement et informations financières				
PI-22	Ponctualité et régularité du rapprochement des comptes	B	B	↔
PI-23	Disponibilité des informations sur les ressources reçues par les unités de prestation de services	D	D	↔
PI-24	Qualité et ponctualité des rapports budgétaires au cours de l'année	C+	B	↑

PI-25	Qualité et ponctualité des états financiers annuels	C+	B+	↑
C (iv) Vérification et audit externes				
PI-26	Portée, nature et suivi de l'audit externe	C+	C+	↔
PI-27	Examen législatif de la loi sur le budget annuel	C+	C+	↔
PI-28	Examen législatif des rapports d'audit externe	C+	C+	↔
PRATIQUES DES DONATEURS				
D-1	Prévisibilité de l'appui budgétaire direct	A	B+	↓
D-2	Informations financières fournies par les donateurs pour la budgétisation et l'établissement des rapports sur l'aide aux projets et programmes	D+	D+	↔
D-3	Prévisibilité de l'appui budgétaire direct	C	D	↓

Source : Evaluation PEFA de la gestion des finances publiques, 2015 – Mozambique

Annexe XIII – Évaluation de la fragilité pays 2017

Mozambique : Évaluation des vecteurs de la fragilité et sources de résilience

1. Introduction

Conscients de l'importance des pressions et des risques déterminant la nature et l'orientation du développement en Afrique, divers forums, panels et stratégies ont tenté de placer la résilience au cœur de leurs approches des actions en faveur du développement. Dans sa Stratégie décennale (2013-2022), la Banque africaine de développement s'est engagée à renforcer la résilience, la stabilité et les capacités des États africains. C'est ainsi que la nouvelle stratégie de la Banque pour renforcer la résilience en Afrique (2014-2019) soutient que les pressions sur la résilience ne tiennent pas compte des frontières des États. Le principe de base de la stratégie est que, dans la mesure où les pressions sur la résilience, ainsi que les capacités et les ressources des États affectés pour gérer ces pressions varient sensiblement, la réponse de la Banque doit être adaptée à chaque contexte.

En conformité avec cette vision, la mission du Bureau de coordination des États en transition (RDTS) est de piloter et de coordonner les actions de la Banque tendant à poser les fondements d'une transformation économique et sociale dans les États membres régionaux (PMR) dont la résilience est mise à rude épreuve. Pour ce faire, RDTS a reconnu la nécessité d'entreprendre une analyse et un diagnostic de haute qualité pour approfondir la compréhension des pressions, des causes profondes et des sources de résilience aux niveaux national, infranational et régional, et l'analyse des options stratégiques visant à adapter la mobilisation de la Banque pour leur trouver une solution.

C'est dans ce contexte, et surtout maintenant, que le Mozambique figure, depuis août 2017 sur la liste harmonisée des pays en situation de fragilité, et que RDTS a entrepris sa première évaluation des déterminants de la résilience et des sources du changement au Mozambique suivant cinq dimensions, à savoir : les dimensions politique, sociale, économique, la justice et la sécurité, les dimensions spatiale et environnementale pour étayer l'élaboration du nouveau document de stratégie pays de la Banque pour le Mozambique sur la période 2017-2021.

La note met l'accent sur l'identification des principaux vecteurs de la fragilité (c.-à-d. les principales pressions qui s'exercent sur le pays) et leurs causes profondes (c.-à-d. leurs origines), ainsi que les sources éventuelles de résilience et de changement positif au Mozambique.

L'étude s'appuie sur un examen documentaire de l'historique de l'évolution sociale, économique et politique du Mozambique, ainsi que sur les conclusions des consultations avec divers groupes de parties prenantes intervenant dans le pays, allant des chercheurs indépendants aux associations militantes, en passant par les organisations de la société civile et les organisations de recherche.

Le rapport comporte 4 sections. La Section 2 présente le récent contexte du pays. La Section 3 décrit et analyse les principaux vecteurs de la fragilité et les sources du changement. La Section 4 tire les conclusions et fait certaines recommandations.

B. Contexte pays

La section ci-après décrit brièvement les principales caractéristiques récentes du contexte politique, social, économique et environnemental du Mozambique. L'accent a été mis sur les facteurs ont des rapports avec les vecteurs actuels de la fragilité que connaît le pays, ainsi que leurs causes profondes.

L'économie. À la suite de l'accord de paix de 1992, le Mozambique a offert une belle illustration d'une reprise économique post-conflit. Le pays a affiché des taux de croissance élevés au cours des 20 dernières années (6 % en moyenne par an). Il a été l'une des destinations favorites des IDE et un exemple réussi d'aide internationale au développement. Cependant, parallèlement à cette image parfaite, il y avait le paradoxe de taux de pauvreté stagnants et d'aggravation des inégalités économiques, la contraction du secteur manufacturier, l'expansion de l'informalisation et, récemment, une profonde crise économique nourrie par la révélation des dettes cachées garanties par l'État qui a compromis les relations avec la plupart des partenaires au développement, dont le Fonds monétaire international (FMI).

La principale réponse a consisté essentiellement à mettre l'accent sur la consolidation budgétaire et sur une politique monétaire stricte qui a donné lieu à une réduction du déficit effectif et prévisionnel et à la stabilisation du taux de change et à des taux d'intérêt de référence élevés. Des actions ont été entreprises pour affiner la politique commerciale et industrielle, et élargir l'assiette fiscale.

Politique. Du point de vue politique, le Mozambique a vécu plusieurs changements au fil du temps. Il est passé d'une domination coloniale à l'indépendance en 1975 et ensuite 16 années de guerre civile. En 1992, avec l'accord de paix, il est passé d'un système de parti unique à une démocratie multipartite. Les premières élections générales ont été tenues en 1994, à la faveur desquelles le pays a connu pendant quelques temps une période de stabilité politique.

La politisation des institutions étatiques, l'émergence d'une élite économique souvent associée au pouvoir politique, les allégations de fraudes électorales, l'intolérance politique et la récente confrontation armée entre la RENAMO et l'armée nationale figurent parmi les facteurs cités comme des inducteurs potentiels du mécontentement et du conflit.

Une trêve a été obtenue récemment entre le gouvernement et la RENAMO qui a créé un climat propice à une relance économique tirée par le secteur privé. Une récente initiative prise récemment par la direction des deux principaux partis vise à consolider cette trêve pour qu'elle aboutisse à un règlement politique stable.

La société. Les indicateurs sociaux de l'inclusion sociale au Mozambique restent à la traîne. Le pays se trouve au bas de l'échelle en ce qui concerne l'indice de développement humain. Il est le théâtre de tensions ethniques et régionales latentes qui remontent à l'ère précoloniale et qui sont parfois exploitées dans les discours politiques. Les inégalités économiques sont fortes, le haut degré d'informalité et la faible sécurité d'emploi, la forte corruption le rôle privilégié des vétérans de la guerre de libération et la constitution d'une élite éduquée sont autant de facteurs qui contribuent à freiner l'inclusion sociale et la stabilité. De plus, pendant la seconde moitié de 2013, il y a eu une augmentation de la criminalité organisée dans les zones urbaines et péri-urbaines, en particulier dans la ville de Maputo. L'éclosion de cette criminalité commande un renforcement des capacités et des ressources des forces de police pour en venir à bout, et pour assurer un accès accru aux services de la justice, en particulier dans les zones rurales où les systèmes basés sur la communauté prévalent dans le règlement des litiges.

L'environnement. Selon l'indice de risque de changement climatique mondial, le Mozambique est l'un des pays d'Afrique les plus vulnérables aux changements climatiques. Il est exposé aux divers phénomènes climatiques souvent cycliques et extrêmes tels que les sécheresses, les inondations et les cyclones tropicaux qui affectent les conditions de vie de millions de personnes,

perturbent l'activité économique et isolent certaines régions des autres en raison de la destruction d'infrastructures essentielles telles que les routes et les ponts.

Avec une économie tributaire de l'agriculture, de la pêche et de l'agriculture pluviale, des calamités naturelles à répétition contribuent à l'insécurité alimentaire et aux déplacements des communautés. Les calamités naturelles et le changement climatique sont des risques récurrents et sources de vulnérabilité, pour lesquels des sources de résilience doivent être identifiées.

C. Inducteurs de fragilité et sources de résilience au Mozambique

Cette section identifie et décrit les vecteurs de la fragilité, leurs causes profondes et les sources potentielles pour le Mozambique, tout comme les dimensions politiques, sociales, économiques, la justice et la sécurité et les aspects spatiaux et environnementaux. Il importe de garder à l'esprit le fait, même si les vecteurs sont regroupés en catégories, leurs causes et leurs effets s'entremêlent dans la plupart des cas et, de manière combinée, constituent les pressions qui s'exercent globalement sur la résilience de ce pays.

L'analyse a retenu que, parmi les principaux vecteurs de la fragilité du Mozambique figurent :

- Inducteurs économiques : les déficits d'infrastructures économiques et sociales, une croissance économique relativement forte mais non inclusive et les conséquences de la crise de la soutenabilité de la dette ;
- Inducteurs de la justice et de la sécurité : un dialogue social limité et le risque de violence/conflit armé prolongé à Cabo-Delgado.
- Inducteurs sociaux : la forte croissance démographique, la lente urbanisation et la faible densité de la population, les inégalités économiques parallèlement à des lignes de fracture en termes d'éducation, d'occupation spatiale et de genre, sans oublier l'adhésion aux partis politiques et le fort taux de chômage et de dépendance.
- Inducteurs politiques : la porosité de la gestion des finances publiques et le clientélisme politique, le népotisme, et la politisation des institutions étatiques.
- Inducteurs spatiaux et environnementaux : l'exposition à des phénomènes climatiques extrêmes, le risque de la montée du niveau de la mer et forte consommation de biomasse.

Les sections suivantes présentent en détail, pour chacune des cinq dimensions, la nature profonde des inducteurs de la fragilité, les causes et sources profondes de la résilience.

A. Inducteurs économiques

Cette section décrit les principales pressions qui s'exercent sur le Mozambique, au nombre desquelles figurent le déficit d'infrastructure économique et sociale, une croissance économique relativement forte mais non inclusive, et les conséquences de l'affaire des « dettes cachées ».

Déficit d'infrastructure économique et sociale. Le stock, la répartition et l'état actuels des infrastructures économiques et sociales au Mozambique sont fonction, à la fois, de l'héritage de la période coloniale, des conséquences de la guerre civile et des insuffisances en matière de gouvernance économique ces dernières années. En tant qu'héritage de la période coloniale, des infrastructures comme les routes et les chemins de fer ont été orientées pour servir les intérêts du commerce international des pays de l'hinterland et ne pouvaient se trouver en majorité que dans le sud pour être connectées à l'Afrique du Sud, et au centre pour être connectées aux pays enclavés producteurs de matières premières. Après l'indépendance et pendant la guerre civile, les mêmes infrastructures ont servi de source de recettes fiscales pour le Mozambique et, aujourd'hui, ces mêmes infrastructures (développées ou améliorées dans certains cas) servent essentiellement à des fins d'intégration régionale, et les intérêts des mégaprojets. Cependant, le commerce intérieur, l'intégration du territoire national et l'inclusion sociale restent les parents pauvres car les plaques tournantes de la production et de l'approvisionnement sont encore déconnectées des centres de consommation, ou y sont insuffisamment reliées ou encore y sont reliés mais à des coûts prohibitifs. Les défis en matière de gouvernance économique dans les projets d'infrastructure et notamment en termes de priorisation efficace de la sélection et de l'exécution des projets ont donné lieu à des déperditions de ressources financières.

Au nombre des sources de changement et de résilience figurent diverses initiatives lancées par des acteurs tels que les BMD ayant des intérêts (commerciaux ou non) dans la promotion du développement des infrastructures dans la région de la SADC, comme la BAD (avec son domaine prioritaire, à savoir « Intégrer l'Afrique »), la Banque mondiale (avec sa priorité également à l'infrastructure), les banques commerciales et les initiatives PPP axées sur l'infrastructure.

67. **Croissance économique forte mais non inclusive.** La croissance non inclusive (c.-à-d. des taux de croissance relativement élevés parallèlement à une pauvreté et des inégalités de revenu rigides et marquées) au Mozambique fonction à la fois de la structure de l'économie et des insuffisances des stratégies et politiques économiques. Pendant des décennies, la structure de l'économie est restée pratiquement inchangée. Les dynamiques de la croissance après l'accord de paix conclu en 1992 ont peu contribué à inverser le schéma. Les apports importants d'IDE qui en a suivi a entraîné la création d'une économie duale – l'une, dynamique des mégaprojets, et l'autre traditionnelle et déconnectée des mégaprojets, où les emplois sont en grande partie basés sur peu de qualifications et ont une faible productivité. C'est ainsi que l'agriculture (essentiellement à petite échelle) demeure une source majeure de subsistance (mais non de revenu) pour 70 % des ruraux qui représentent 80 % de la population du pays. Le secteur des services a, pour sa part, pris de l'importance mais a été à forte intensité de compétence, ce qui a induit l'informalité dans certains de ses compartiments.

La politique (commerciale et industrielle) observée, face à ce schéma de croissance, a eu tendance à renforcer la dualité de l'économie mentionnée ci-dessus en modelant excessivement le cadre des affaires pour qu'il serve le grand capital dans les secteurs extractifs en octroyant de généreuses exemptions fiscales et des exonérations fiscales temporaires. Les politiques et stratégies adoptées par la suite pour corriger le tir dans le contexte de forte expansion de ressources prévoyaient des objectifs et des initiatives de promotion du contenu local, la mise en place de programmes de formation professionnelle et de mécanismes de soutien aux PME pour leur permettre d'entrée dans le secteur de l'hydrocarbure, l'amélioration du régime fiscal concernant le secteur extractif afin d'améliorer le recouvrement des recettes, et renforcer les liens entre les secteurs basés sur les ressources minérales et non minérales ou les secteurs à forte intensité de ressources minérales.

Parmi les dispositions de départ destinées à éliminer cet inducteur de la fragilité figurent des mesures et des stratégies telles que : i) la définition plus affinée des cadres budgétaires et de régulation des activités économiques, ii) l'élimination constante des entraves à la pratique des affaires au Mozambique, et iii) le renforcement des liens entre les mégaprojets et le reste de l'économie, en particulier dans les secteurs à forte intensité de main-d'œuvre afin d'accroître leur productivité. Les acteurs du changement dans ce domaine sont notamment les banques multilatérales de développement (BMD), des branches du secteur privé et d'autres parties prenantes qui s'intéressent à l'industrialisation et à la croissance inclusive.

La (L'in-)soutenabilité de la dette et la crise des « dettes cachées ». Après la reconnaissance par le gouvernement, au début de 2016, de l'existence de prêts non divulgués précédemment (en sus des deux milliards d'USD), contractés avec la garantie de l'État entre 2013 et 2014, la dette publique totale du Mozambique a augmenté pour s'établir à environ 120 % du PIB. De plus, le Mozambique n'a cessé d'être confronté à des problèmes budgétaires, surtout après la suspension de l'appui budgétaire direct, et la dépréciation rapide de la monnaie locale a accru les coûts de production et a entraîné la contraction de la demande globale, la fermeture d'entreprises et des licenciements dans certains cas.

La « crise des dettes cachées » a suscité la méfiance entre le gouvernement et la communauté des donateurs internationaux. La restauration de la confiance sera essentielle pour renouer un dialogue fructueux.

Il y a, à l'origine de la crise de la dette, un réseau très complexe d'intérêts (divergents) impliquant le Gouvernement mozambicain, le parti au pouvoir, le FRELIMO, le FMI, le grand public, les groupes de pression, les partis d'opposition. La dynamique au sein de la communauté internationale est également complexe. Les donateurs comptent sur l'évaluation du FMI d'un cadre macro-budgétaire viable pour orienter leurs décisions de financement. Cependant, comme le FMI s'est retrouvé en première ligne dans le dialogue entre le Gouvernement mozambicain et la communauté internationale, il y a le risque que le programme de réformes macro-budgétaires, nécessaire à la stabilisation et au recentrage de l'économie sur les mesures à court terme, ne soit compliqué par des questions plus générales concernant le dialogue politique à moyen terme. Étant donné que le cadre du dialogue partenaires-gouvernement, basé sur l'appui budgétaire a été rendu obsolète par le retrait de cette modalité d'aide, il y a le risque que la méfiance ne s'accroisse entre le GM et la communauté internationale.

Pour sortir de cette situation de confrontation, il faudra, notamment : i) clarifier les zones grises identifiées par le rapport d'audit sur les « dettes cachées » de manière à restaurer la confiance dans la transparence et la responsabilité de l'État en matière de gestion des finances publiques, ii) identifier les voies et moyens de consolider les finances publiques et de restructurer ou de réduire la dette publique, et iii) atténuer la perception du Mozambique en tant que pays à risque et relever la cote de crédit afin de donner au GM la marge de manœuvre nécessaire pour programmer les réformes à moyen terme.

Actuellement, la réponse sous forme de relèvement des taux d'intérêt de référence par la Banque centrale a contribué à la stabilisation de la monnaie et à la réduction du déficit budgétaire, respectivement.

B. Inducteurs sociaux

Cette section décrit les principaux inducteurs sociaux de la fragilité que connaît le Mozambique, au nombre desquels figurent la forte croissance démographique, la lente urbanisation et la faible densité de la population, les inégalités économiques parallèlement à des lignes de fracture en termes d'éducation, d'occupation spatiale et de genre, sans oublier l'adhésion aux partis politiques et le fort taux de chômage et de dépendance

Forte croissance démographique, lente urbanisation, et faible densité de la population. S'il est vrai, dans un certain sens, que la croissance démographique peut être source de croissance économique et de développement, au Mozambique, cela semble être un défi, étant donné que cette croissance démographique ne va pas de pair avec la croissance économique (c.-à-d. en termes de production et de productivité) dans les secteurs à forte intensité de main d'œuvre (p. ex. agriculture), l'amélioration de la qualité de l'enseignement et le développement des compétences et la formation du capital brut. De plus, la faible densité de la population (34 habitants au kilomètre carré) pose des problèmes supplémentaires de prestation de services publics (aggravés par la faible pénétration des infrastructures économiques et sociales (p. ex. télécommunications, électricité et routes), qui sont davantage accentués par les tendances nomadiques au nord et au centre du pays. Par conséquent, l'interaction des tendances ci-dessus évoquées stresse (et est stressée) les piètres services publics fournis à travers le pays.

Au nombre des mesures de départ pour éliminer cet inducteur figurent la conception d'une approche intégrée entre la planification urbaine et les stratégies d'industrialisation et d'échanges commerciaux qui impliqueraient, par exemple, que les plans urbains s'articulent autour - ou comprennent - des pôles/plateformes de prestation de services publics (p. ex. éducation, santé et logement) liés à des marchés de production ou à segments de chaînes de valeur à forte intensité de main-d'œuvre.

Inégalités économiques (parallèlement à des lignes de fracture en termes d'éducation, d'occupation spatiale et de genre). Les inégalités économiques ont un lien avec le niveau d'éducation, le genre et la situation géographique dans le pays. Ceux qui ont un niveau d'éducation élevé (c.-à-d. qui ont reçu un enseignement supérieur) en moyenne se vendent beaucoup plus cher sur le marché du travail, tout comme ceux qui occupent un poste exigeant une confiance ou des relations politiques (avec le parti au pouvoir). Certes l'accès à l'éducation peut dépendre de divers facteurs (par exemple, le lieu, les taux de décrochage scolaire, le niveau du revenu), mais dans une grande mesure, les femmes sont généralement défavorisées par rapport aux hommes.

L'implication de ces pratiques/schémas d'exclusion (combinée à un faible niveau de compétences, à une croissance économique à forte intensité de capital, à la fourniture peu optimale de biens publics et à un climat des affaires peu propice) conduit à des inégalités économiques/de revenu marquées, tendant à se rigidifier.

Taux de chômage et de dépendance élevés. En raison de l'effet combiné des capacités limitées de l'économie à créer des emplois manuels, et de la forte croissance démographique. Bien que les données sur le chômage Mozambique ne soient pas régulièrement publiées, les chiffres disponibles montrent/donnent à penser que le chômage n'a cessé d'augmenter, surtout au niveau des jeunes.

Selon l'enquête sur les ménages de 2012, le taux de chômage s'établissait à 22,5 % cette année-là, tandis qu'en 2007, il était de 17 %. Avec un taux de croissance démographique de 2 % par an et environ 350 000 nouveaux jeunes entrant sur le marché du travail, si les attentes croissantes concernant les opportunités économiques et les emplois ne sont pas satisfaites, cela pourrait accroître le risque de conflits et d'instabilité sociale.

Les mesures de départ pour éliminer ces inducteurs sont notamment les suivantes : i) un renforcement global de la loi sur la probité et les règlements en matière de finances publiques, ii) le développement et la dépolitisation du dialogue social, et iii) et la remise à plat totale du système d'enseignement, en particulier au niveau du primaire. Parmi les acteurs du changement figurent surtout le parti au pouvoir, le parlement et les partis d'opposition, les organisations de la société civile.

C. Inducteurs politiques

Cette section décrit les principaux inducteurs politiques de la fragilité parmi lesquels figurent le clientélisme politique, le népotisme politique et la politisation des institutions étatiques et la porosité dans la gestion des finances publiques.

Clientélisme politique, le népotisme et la politisation des institutions étatiques. Avec la politisation des institutions étatiques (c.-à-d. l'appartenance à une formation politique fait fonction de facilitateur d'accès à un emploi et de progression), et avec une économie qui, progressivement et subjectivement, affiche d'immenses potentialités économiques dans le complexe des mines et de l'énergie, la concurrence pour l'accès aux ressources et pour leur contrôle (à travers des affaires personnelles ou grâce à la proximité avec les recettes fiscales ou à un emploi bien rémunéré) est devenue un inducteur de conflits sociaux et politiques (au sein du parti au pouvoir, et entre celui-ci et l'opposition), d'activités d'acquisition de rentes ou de sujétion des institutions, des politiques et des normes étatiques à des réseaux personnalisés d'élites politiques. Les récentes actions politiques tendant à obtenir un règlement plus inclusif entre le gouvernement et l'opposition, et l'appui manifesté par une partie de la communauté internationale, constituent une importante source de restauration et de consolidation de la stabilité à long terme.

Neutralisation des systèmes de gestion des finances publiques. Au cours des dernières années, le Mozambique a fait des progrès vers l'amélioration du cadre de gestion de ses finances publiques, comme attesté par les évaluations PEFA subséquentes. De nombreuses lois, règlements et systèmes sont en place, mais les pressions exercées par l'économie politique sur les fonctionnaires, la publication limitée des informations stratégiques et financières, les capacités limitées de l'audit externe représentent encore des sources majeures de porosités dans la gestion des finances publiques. La « crise des dettes cachées » en particulier a illustré les vulnérabilités des systèmes de GFP face à la primauté du politique.

Au nombre des sources de changement figurent le renforcement de la couverture géographique et institutionnelle du bureau de l'audit externe, l'application plus marquée de la loi sur la probité, le renforcement des capacités de contrôle des membres du parlement en ce qui concerne les questions de budgétisation et d'investissement dans les secteurs à forte intensité de main d'œuvre qui offrent moins d'opportunités pour les activités d'acquisition de rentes, comme l'agriculture. Les principaux acteurs du changement sont le parlement, le bureau de l'audit externe, les partenaires au développement qui s'intéressent à la gestion des finances publiques.

D. Inducteurs de la justice et de la sécurité

Cette section expose les principales pressions sociales qui affectent le Mozambique, au nombre desquelles figurent le dialogue social limité et le risque d'une violence/d'un conflit armé prolongé à Cabo-Delgado.

Risque de violence/conflit armé prolongé à Cabo-Delgado. La survenue d'attaques/de confrontations armées sporadiques, entre la police et des groupes terroristes dans la région de Mocímboa da Praia dans la province de Cabo-Delgado, menace d'accroître le profil de risque des investissements dans la région. Cette dynamique est encore mise en relief par les prochains investissements dans le gaz de la région. Autrement dit, s'il n'est pas soigneusement géré, ce conflit pourrait déclencher les revendications et exacerber la contestation. Ce risque accentue davantage les problèmes de sécurité encore récents, posés par le conflit armé qui a pris fin il y a peu dans le centre du Mozambique entre la RENAMO et le gouvernement, et qui a perturbé les activités économiques, déplacé des personnes, et accru le risque pays. Il s'agit là, néanmoins, d'un nouvel inducteur de la fragilité, étant donné que le risque est récent et, jusque-là, l'on ne dispose pas de suffisamment d'informations précises pour en prédire la durée, l'intensité ou la direction de ces attaques et la confrontation pourraient prendre.

Dialogue social limité/fragile. Au Mozambique, le degré d'engagement et de responsabilité mutuelle entre l'État et la société, entre les donateurs et l'État et entre le gouvernement et l'opposition est faible. L'engagement et la responsabilité existent entre le gouvernement et la communauté des donateurs, et au sein du gouvernement et du parti au pouvoir (FRELIMO), mais ils sont limités entre l'État et le reste de la société. Aujourd'hui, dans le contexte d'une démocratie multipartite, la mesure d'incitation réside dans la nécessité d'obtenir l'appui (technique et/ou financière) de la communauté des donateurs. La société civile, à son tour, est reléguée à un rôle secondaire, au motif qu'elle avait un fondement douteux, et qu'elle avait des activités prévues contre le gouvernement. De plus, Les contraintes dans cet engagement sont les capacités techniques limitées de la société civile pour analyser les politiques, et nouer le dialogue avec le gouvernement. La conséquence de cette situation est que le dialogue social au Mozambique s'aligne sur les relations entre les partis politiques/les donateurs/l'État, et que, très souvent, il passe outre les consultations avec la société civile et le grand public d'une manière générale.

Le rôle prépondérant joué par la communauté internationale à la suite de la crise des « dettes cachées » dans l'évaluation des mesures adoptées par le gouvernement peut contribuer à promouvoir le dialogue national sur l'utilisation des ressources publiques mais, s'il n'est pas judicieusement géré, et de manière attentive au rôle des acteurs nationaux et de la société, cela pourrait également à la démarcation des responsabilités entre le GM et les citoyens par le renforcement d'une solution de substitution, moins durable pour la dynamique GM-donateurs.

La recherche actuelle de solutions à la crise actuelle de la dette offre l'occasion de redéfinir l'orientation du dialogue social dans le pays, étant donné que le gouvernement et la société civile, tout comme les partis politiques, ont intérêt à trouver une solution.

Les actions récentes, engagées par le Président de la République et le Président de la RENAMO pour trouver une solution négociée à l'antagonisme politique actuel constituent également une opportunité pour intensifier le dialogue social.

Le lancement de consultations/dialogue à base élargie sur la manière d'utiliser les recettes fiscales qui seront tirées de l'exploration du gaz offre également l'opportunité d'élargir le dialogue social.

Le risque que le nord du Mozambique ne devienne une enclave économique. Avec le lancement de la production du gaz à Cabo-Delgado, il y a le risque que : i) aucun lien ne soit établi entre le secteur gazier et le reste de l'économie, et que les recettes tirées du secteur du gaz ne soient pas gérées et réparties judicieusement, frustrant les attentes sociétales pressantes. Parmi les voies

éventuelles pour éviter cette situation figurent la mise en place de règles budgétaires ou la création d'un fonds souverain pour gérer les recettes susceptibles d'être tirées du secteur gazier.

E. Inducteurs environnementaux et spatiaux

La présente section décrit les principaux inducteurs environnementaux et spatiaux de la fragilité.

Exposition aux phénomènes climatiques extrêmes. Le Mozambique est exposé à des phénomènes climatiques extrêmes tels que la sécheresse (surtout dans le sud), les inondations (surtout dans les plaines inondables des bassins de fleuves comme le Limpopo, Maputo, Buzi, Incomati, Save, Púngue, Zambezi et Umbeluzi) et les cyclones tropicaux (avec des répercussion sur l'ensemble du pays). L'absence d'infrastructures économiques et sociales pour offrir des dispositifs de prévention, d'atténuation et d'adaptation, expose le pays à des pertes de récoltes, des déplacements de populations, des pertes d'actifs (biens et bêtes), à la dégradation des terres, à l'intrusion saline et à l'érosion. Les sécheresses ou les inondations affectent également les résultats macroéconomiques et l'incidence de la pauvreté, étant donné que 80 % de la population vivent de l'agriculture essentiellement pluviale.

Pour faire face à ces phénomènes extrêmes, il faut d'importantes ressources. Par conséquent, la priorisation, le séquençage et l'instauration de grands partenariats entre le gouvernement et les partenaires au développement intéressés par le renforcement de la résilience au changement climatique doivent être renforcés. Au nombre des premières mesures à prendre figurent : i) le renforcement des capacités de l'institut de gestion des calamités naturelles (INGC), ii) intensification et massification des systèmes d'alerte précoce dans les zones exposées aux calamités naturelles, iii) le renforcement des capacités des pompiers à travers tout le pays, iv) la promotion des variétés de cultures résilientes au changement climatique, essentielles pour la sécurité alimentaire au Mozambique.

Risque de la montée généralisée du niveau de la mer. Le Mozambique possède 2700 km de côtes maritimes qui abritent les deux tiers de la population et des infrastructures économiques parmi lesquelles figurent les usines, les hôtels et les propriétés résidentielles. Des endroits comme la ville de Beira qui se trouve au-dessous du niveau de la mer ont enregistré une détérioration de leurs infrastructures (p. ex. routes), imputables à l'invasion de l'eau de mer et avec la montée prévue du niveau de la mer de 96 cm par an à l'horizon 2100, non seulement la ville de Beira, mais la vie sur toute la côte maritime est menacée par un risque d'inondation. En outre, la situation du Mozambique en aval de nombreux cours d'eau dans la région de la SADC aggrave davantage les risques d'inondation, comme c'est déjà arrivé pendant les inondations de l'an 2000 dans le sud.

Les mesures d'atténuation et d'adaptation doivent comprendre : i) la mise en œuvre de la stratégie de la croissance verte du Mozambique, le renforcement des capacités de planification des infrastructures résilientes au changement climatique, et iii) la mobilisation des fonds climatiques.

Forte consommation de biomasse exerçant une forte pression sur le capital naturel. Avec 80 % de la population vivant en milieu rural, les schémas de consommation fondés sur les combustibles fossiles deviennent tributaires du revenu et de la faible urbanisation. Privées d'accès au revenu et aux sources d'énergie propre, les populations rurales sont fortement tributaires des produits ligneux pour leur consommation d'énergie et aussi comme source de revenu, ce qui entraîne la déforestation et l'érosion compte tenu des pratiques limitées en matière de reforestation. L'exploitation forestière illégale à grande échelle contribue également à la déforestation et à l'érosion, sans oublier la création éventuelle d'un environnement vulnérable aux flux financiers illicites et au financement du terrorisme.

En tant que premières mesures pour tirer parti des actions du gouvernement visant à accroître le taux de pénétration de l'électricité (actuellement à 35 %), les opportunités présentées par les principaux partenaires au développement comme la BAD, avec l'initiative « Éclairer l'Afrique et lui fournir de l'électricité », devraient être explorées davantage en tant qu'option de fourniture

d'énergie, en particulier dans un pays doté d'immenses potentialités pour le développement de l'énergie solaire.

F. Conclusions et recommandations

Ce rapport a exposé et décrit les principaux inducteurs de la fragilité au Mozambique. La note a été enrichie par les entretiens sur place avec le secteur privé, le gouvernement et la société civile ; l'analyse de la recherche documentaire et les consultations avec les services de la Banque. Il ressort des conclusions préliminaires que les principaux inducteurs actuels de la fragilité au Mozambique sont notamment : i) une croissance économique relativement forte mais non inclusive, ii) la faiblesse et la politisation des institutions étatiques, iii) l'exposition aux phénomènes climatiques extrêmes et le risque de la montée du niveau de la mer, iv) les inégalités parallèlement aux lignes de fracture en termes d'éducation économique, et d'allégeance aux partis politiques, v) les goulets d'étranglement en termes d'infrastructures économiques et sociales, vi) le dialogue social limité, et vii) la porosité dans le cadre actuel de gestion des finances publiques.

Le rapport indique que les sources de changement et de résilience sont notamment : i) l'existence d'un parti au pouvoir fort, qui a un intérêt politique à juguler la crise économique actuelle en vue de sa propre survie, ii) l'existence d'un grand groupe de jeunes qui, avec une formation et une professionnalisation adéquate, peut changer l'état de la main d'œuvre et promouvoir la croissance économique, iii) l'existence d'un immense appétit de la part de nombreux partenaires au développement pour s'engager dans des actions visant à renforcer la résilience au changement climatique, et iv) l'existence large assiette fiscale non mobilisée (comme attesté par le faible effort d'imposition) qui peut être optimisée pour améliorer la mobilisation de ressources. Par conséquent, les interventions visant à améliorer et à développer les infrastructures économiques et sociales (en raison de leurs effets multiplicateurs), à accroître les compétences de la main d'œuvre, à améliorer la gouvernance économique, à renforcer la résilience au changement climatique et à diversifier la production et la base des exportations, devraient être intégrées dans le DSP.

Annexe XIV – Atténuation du risque de la stratégie pays

Évolutions politiques

Le Mozambique traverse actuellement une période de renouveau politique caractérisée par un degré d'incertitude, avec un nouveau président élu et des conflits en cours, parfois violents, avec le principal parti d'opposition. La stabilité dont le pays a joui depuis 1992 a pris fin en 2013 lorsque l'ancien mouvement rebelle est devenu le principal parti d'opposition. La RENAMO a rompu la paix durable, outré par les lois électorales qu'elle considérait comme injustes et par l'exclusion de la vie politique et économique par le parti FRELIMO, au pouvoir effectivement depuis 1975. Le FRELIMO, au pouvoir, a gagné les élections de 2014 avec une majorité mais, avec une plus petite marge face à la RENAMO et au Mouvement démocratique du Mozambique, (MDM), le plus récent parti d'opposition. Malgré la prise de fonctions par les députés de l'opposition, la RENAMO conteste encore les résultats et des affrontements armés se sont produits. Cette situation d'escalade a un impact social et économique sérieux. Le conflit a perturbé l'activité économique et a eu pour conséquence des milliers de réfugiés internes, mais également au Malawi et au Zimbabwe. Il y a eu une série de meurtres, apparemment ciblés, de membres de la RENAMO et de la société civile, censés avoir été commis, selon la RENAMO, par le FRELIMO. Des négociations de paix avec des médiateurs internationaux ont échoué, mais le cessez-le-feu instauré en décembre 2016, a été prolongé *sine-die*. Des élections municipales sont programmées pour 2018 et l'instabilité politique pourrait reprendre.

Mesures d'atténuation. La situation politico-militaire devrait rester incertaine, ce qui est source d'incertitude économique et inducteur de risque de fragilité. La Banque suit attentivement la situation.

Accès au guichet souverain de la BAD

Le niveau de la dette du pays a augmenté rapidement, imputable aux politiques budgétaires expansionnistes et aux gros investissements, ainsi qu'à la part considérable des emprunts commerciaux à des fins militaires. Les emprunts cachés ont davantage alourdi la dette publique et la dette garantie par l'État pendant les quatre dernières années, qui s'est établie à fin 2016 à environ 12 milliards d'USD, soit près de 125 % du PIB. Tous les 5 seuils de la soutenabilité de la dette³² du cadre de soutenabilité de la dette du FMI pour les pays à faible revenu ont été franchis. Les discussions actuelles entre le FMI et le GM sur un nouveau programme sont au point mort sur la situation des dettes cachées.

Mesures d'atténuation. La Banque doit entretenir un dialogue étroit avec le gouvernement sur la discipline en matière d'exécution du budget et de gestion de la dette, tout en contribuant aux discussions avec d'autres partenaires au développement afin de favoriser un règlement rapide pour sortir de l'impasse dans laquelle se trouvent les partenaires et le GM. Ce qui pourrait ouvrir la voie à un programme du FMI qui, à son tour, contribuerait grandement à remettre la dette du pays sur une voie viable.

Radicalisme religieux

Le Mozambique a connu en août 2017 ses premières expériences d'attaques organisées d'extrémisme religieux. Des groupes radicaux locaux ont lancé des attaques organisées contre les forces de sécurité pendant quelques jours. Ces attaques ont eu lieu dans la Province de Cabo-

³² Valeur actualisée de la dette publique et de la dette garantie par l'Etat rapportée au PIB de 67 %/40 % (plafond) ; Valeur actualisée de la dette publique et de la dette garantie par l'Etat rapportée aux exportations de 232 %/150 % ; Valeur actualisée de la dette publique et de la dette garantie par l'Etat rapportée aux recettes 293 %/250 % ; Service de la dette publique et de la dette garantie par l'Etat rapporté aux recettes de 26,5 %/20 % ; Service de la dette publique et de la dette garantie par l'Etat rapporté aux exportations de 23 %/20 %.

Delgado dans la région de l'extrême nord, qui fait frontière avec la Tanzanie, où les musulmans représentent près de 80 % de la population. C'est également là que se trouve la nouvelle usine de liquéfaction du gaz naturelle d'une valeur de plusieurs milliards d'USD. La première réaction du gouvernement a été une solution armée pour éliminer les extrémistes. Il reste que ces insurrections pourraient connaître une escalade et compromettre les opérations dans la région, dont des investissements de la Banque.

Mesures d'atténuation. La Banque soutient spécifiquement les actions de développement entreprises dans la province de Cabo Delgado pour corriger les inégalités et le taux élevé de pauvreté. Néanmoins, elle continuera de suivre attentivement la situation sécuritaire.

Annexe XV – Évaluation du système de passation de marchés

Principaux problèmes identifiés

Cadre législatif et réglementaire :

- les passations de marchés liés à la défense et à la sécurité nationale effectuées dans le cadre d'ententes directes, et les passations de marchés réalisées par des entreprises publiques ne sont pas assujetties aux dispositions de la loi sur les passations de marchés ;
- il n'existe pas de dispositions interdisant le fractionnement des marchés pour limiter la concurrence ;
- il n'existe pas de dispositions pour proroger la période d'appel d'offres pour les appels d'offres internationaux ;
- le décret est muet sur la participation des entreprises publiques aux soumissions, ce qui pourrait donner lieu à un avantage injuste aux concurrents du secteur privé ;
- le cadre légal ne prévoit pas l'ouverture obligatoire des offres aussitôt après la soumission ;
- le cadre légal contient des dispositions pour l'examen des plaintes au niveau de l'entité adjudicatrice, cependant, aucun organe d'examen indépendant n'est prévu dans le décret sur les passations de marchés ;
- les règlements d'application qui complètent et détaillent les dispositions du décret de passations de marchés ne sont pas actualisés régulièrement, et le GM est encore engagé dans le processus d'adoption des règlements visant à permettre une bonne mise en œuvre du décret relative aux passations de marchés de 2016.
- Les documents d'appel d'offres ne sont pas actualisés depuis 2010 et le Gouvernement est en train de mettre à jour les documents d'appel d'offres en conformité avec le décret de 2016 y relatif.

Opérations de passation de marchés et pratiques du marché :

- Il n'existe pas de processus précis pour suivre l'administration des marchés et résoudre les problèmes de performance. Par ailleurs, la mise en vigueur des conclusions du processus de règlement du contentieux reste un défi.

Intégrité et transparence du système de passation des marchés publics :

- les « autorités compétentes » en charge des contrôles internes au sein des entités contractantes ne possèdent pas généralement les capacités requises pour exercer convenablement leurs fonctions. De plus, il n'existe pas d'équilibre approprié entre la prise de décision ponctuelle et efficace et l'atténuation du risque dans les contrôles internes et externes.
- Le système du mécanisme de plainte, tel qu'établi, permet de faire appel à un niveau supérieur après une décision sur le recours par l'unité de passation de marchés, au ministère technique de l'entité. Cependant, ceux qui sont habilités à prendre la décision finale (au niveau administrative) ne possèdent pas souvent les capacités requises en matière de passation de marchés ;
- Il n'existe pas d'organe d'appels indépendant au niveau administratif. En effet, la décision finale au niveau administratif dépend de l'entité adjudicataire. Il s'agit là d'un risque majeur pour la confiance dans le système par les parties prenantes dans le système, en particulier les soumissionnaires/le secteur privé.

Annexe XVI – Pilotage du cadre du DSP 2014 d’OPSC

Le présent DSP a piloté le cadre du DSP 2014 d’OPSC, en collaboration avec MZFO et les départements OPSC, COSP et ORQR, ainsi qu’avec la contribution des différents départements sectoriels, et sous l’égide du Centre de ressources d’Afrique australe (tous dans leur dénomination d’alors). NB : ce DSP ne pilote pas la *Note d’orientation pour la stratégie pays et le cadre régional de DAPEC*, actuellement en préparation pour examen au niveau du Conseil, qui a évolué depuis la proposition initiale de 2014 et a été étoffée sous la houlette de DAPEC.

Après la mise en application du nouveau cadre du DSP 2014 d’OPSC, pour la préparation du DSP, il fallait : i) une série transversal de notes analytiques sur les défis du pays, ii) une note d’orientation offrant une analyse approfondie et exhaustive sur tous les problèmes et les opportunités de développement du pays, iii) un rapport d’achèvement évaluant la mise en œuvre et les résultats obtenus dans le cadre de l’actuel DSP 2011 – 2015, iv) un processus approfondi d’une auscultation à l’échelle du pays avec toutes les parties prenantes, conduite sur plusieurs mois, tirant avantage des différentes missions sectorielles, v) ainsi qu’un dialogue national continu engagé par le bureau extérieur. Une revue de la performance du portefeuille pays a été entreprise pour identifier les problèmes spécifiques et cruciaux qui affectent la performance, et pour formuler des recommandations pertinentes, susceptibles de déboucher sur le Plan d’amélioration du portefeuille pays assorti. Un nouveau programme d’activités triennal national des opérations d’investissement et des opérations à l’appui de politiques, utilisant des ressources souveraines et non souveraines, en complément d’un programme de savoir et de conseils. Le programme d’activités devrait faire fonction de programme triennal glissant, à développer et affiner de manière continue pendant la période du DSP, en fonction d’un dialogue constant avec les clients. Le présent document de stratégie comprend également un cadre révisé de suivi et d’évaluation – les nouveaux outils de résultats – pour mesurer les résultats de l’engagement de la Banque envers le pays, et l’alignement stratégique sur les priorités du gouvernement.

Les principales composantes du cadre du DSP 2014 CSP d’OPSC prises intégrées dans le document de stratégie pays étaient les suivantes :

- a. une approche de la Banque – à savoir une équipe de DSP comprenant des experts dans les principaux domaines prioritaires ainsi que dans des domaines particulièrement privilégiés de la stratégie de l’institution – a été mise en place pour élaborer une stratégie pays sous l’égide du directeur pays/régional ;
- b. l’appropriation par le pays – la proposition stratégique a été confirmée et entérinée par le gouvernement, qui est également chargé d’identifier les projets et programmes prioritaires à financer par la Banque pendant le cycle programmatique du DSP ;
- c. l’agilité de la Banque – les activités d’élaboration du DSP et de développement de projets ont tiré parti des fructueux partenariats que la Banque compte dans le pays, en explorant les accords et les possibilités de coopération avec d’autres partenaires au développement, dont les organismes bilatéraux et les investisseurs du secteur privé ;
- d. une démarche axée sur le terrain - le processus d’élaboration et de mise en œuvre du DSP a été dicté par la situation sur le terrain, piloté par le centre régional de ressources ;
- e. une étude analytique solide – le DSP a été sous-tendu par l’analyse du contexte pays, orientée par un cadre d’analyse défini par la Banque parallèlement aux objectifs de sa stratégie, dont le plan d’action de l’économie verte et la revue du secteur de l’énergie de la région australe ;

- f. l’alignement du DSP sur les principaux objectifs de la Banque - le DSP est aligné sur le cadre stratégique de la Banque, défini par la stratégie décennale, les 5 grandes priorités et les stratégies institutionnelles, en particulier pour l’énergie, l’emploi, le genre, y compris le Programme des technologies pour la transformation de l’agriculture en Afrique (TTAA) ;
- g. la sélectivité stratégique – la Banque a identifié une série de critères majeurs de sélectivité pour déterminer les choix stratégiques et opérationnels du DSP de manière à mieux appuyer la transformation économique et le développement socioéconomique général du pays (opportunités et enjeux cruciaux, avantage comparatif de la Banque et enseignements tirés, consultations des parties prenantes et cadre stratégique du pays, cadre stratégique institutionnel et étude analytique de la Banque) ;
- h. adaptation aux conditions du pays – la stratégie est adaptée aux impératifs transformationnels politiques, sociaux et économiques, ainsi qu’à la réalité des défis et atouts économiques du pays, en particulier les problèmes financiers actuels qui se posent au Mozambique ;
- i. mobilisation de ressources – une attention particulière est accordée à la mobilisation des ressources de financement du secteur privé, notamment à travers des plateformes telles que le Forum africain d’investissement. L’utilisation de nouveaux instruments financiers, comme la garantie partiel de risques (GPR) et la facilité du secteur privé (FSP), et assurera éventuellement l’expansion du programme d’activités et ajoutera de la valeur aux ressources du FAD ;
- j. mécanismes axés sur les résultats – le contrôle, le suivi et l’évaluation rétrospective du DSP et sa mise en œuvre seront basés sur les mécanismes suivants : i) au niveau national, à travers le suivi de la mise en œuvre du programme du GM au moyen de la matrice de suivi du PQG, et ii) par le biais de la matrice de la performance en matière d’engagement pays (voir Annexe III), suivant les nouveaux outils d’évaluation de résultats conçus par le Département en charge de l’assurance qualité et du Secrétariat du Comité des opérations (SNOQ). Un cadre logique traditionnel axé sur les résultats est également fourni. À mi-parcours du DSP, une revue sera entreprise sur la possibilité de réévaluer et – si nécessaire – réaligner les objectifs stratégiques sur les priorités du gouvernement. À l’achèvement du DSP, un rapport d’achèvement sera établi, comportant une analyse détaillée de la performance et des résultats obtenus. Enfin, à la faveur d’un dialogue pays continu, assorti d’une périodicité mensuelle, trimestriel et annuelle, le GM et la Banque vérifieront et suivront l’état d’exécution ;
- k. dialogue continu – en appui aux objectifs stratégiques, le dialogue et le développement des activités tireront parti des échanges continus et du travail sur le terrain accompli par le bureau national. La Banque renforcera son statut d’institution du savoir auprès du gouvernement et d’autres parties prenantes, tirant pleinement avantage de sa présence dans le pays ;

En conformité avec le nouveau cadre du DSP 2014, défini par OPSC, les questions retenant une attention particulière dans le processus du DSP et qui devaient être traitées étaient les suivantes :

- i. alignement rigoureux du DSP sur les priorités nationales de développement – la stratégie a été validée par le GM et répond à sa demande de pilotage du Nouveau pacte sur l’énergie en Afrique. Les priorités sont alignées sur le cadre stratégique du pays, en particulier la priorité donnée par l’ENDE à la diversification économique et à l’industrialisation, et les 2^e et 3^e priorités du PQG 2015-19, et ont été enrichies

par une consultation avec la société civile et le secteur privé. En outre, le DSP a utilisé la nouvelle matrice d'alignement stratégique conçue récemment, partie intégrante des nouveaux outils de mesure des résultats, pour assurer l'alignement stratégique ;

- ii. solides diagnostics des impératifs du développement du secteur privé. Un contexte pays et une note diagnostic, dont une note spécifique sur le secteur privé, ont été préparés pour servir de base à la préparation du DSP ;
- iii. meilleure application des enseignements tirés des précédentes stratégies et gestion du portefeuille. Le processus de sélectivité stratégique a été enrichi par les enseignements tirés de la mise en œuvre du précédent DSP et des appropriations faites du contenu du rapport d'achèvement ;
- iv. utilisation d'instruments financiers novateurs – Le DSP prévoit dans son programme proposé l'utilisation d'instruments financiers novateurs comme les garanties partielles de risques et les garanties de crédits, ainsi que le financement axé sur les résultats, sans oublier les modalités de financement mixte entre les ressources souveraines et non souveraines ;
- v. prise en compte des domaines revêtant un intérêt particulier – Aune autre innovation a consisté en la prise en compte systématique de la gouvernance dans toutes opérations de la Banque, en mettant l'accent sur l'amélioration de la gouvernance sectorielle (énergie et agriculture). De même, l'analyse du genre est systématiquement effectuée pendant la préparation des nouveaux projets afin d'assurer qu'ils promeuvent l'égalité des chances. La priorité est aussi donnée à la prise en considération des questions liées à la résilience au changement climatique dans les projets, tout comme pendant l'exécution des projets qui favorisent l'intégration régionale.

Annexe XVII – Matrice des observations de CODE

La présente annexe contient les délibérations et les recommandations figurant dans le procès-verbal de la réunion du Comité des opérations et de l'efficacité du développement (CODE) tenue le 26 septembre 2017, pendant laquelle la situation du Mozambique a été examinée. Les débats et des recommandations ont été dûment traités, comme enregistré dans la matrice.

#	Observations	Document	Réponse
DÉLIBÉRATIONS DE CODE			
1.	<i>Sélection des piliers/Mise en œuvre du DSP : Les membres du comité ont invité la Direction à mieux définir les piliers proposés afin d'assurer la clarté des objectifs et des activités prévues, ce qui permettra une meilleure mise en œuvre ainsi qu'une meilleure évaluation des résultats. Ils ont ensuite souligné le caractère ambitieux des piliers proposés au vu des ressources limitées disponibles et ont invité la Direction à faire preuve de réalisme à cet égard. Une meilleure sélectivité sera aussi nécessaire pour assurer un impact plus important. Les Administrateurs présents ont voulu savoir pourquoi la gestion des ressources naturelles fait partie du Pilier II portant sur l'Agriculture. Ils se sont également demandé s'il suffisait de traiter la question de gouvernance comme thème transversal vu les contraintes que connaît le pays en la matière et ont, à cet égard, demandé davantage de précisions sur la</i>	DSP — Chapitre 1 – Introduction, § 43, § 57, § 60	La Direction a reconnu le caractère ambitieux des piliers proposés compte tenu du faible volume des ressources disponibles, précisant toutefois que la Banque compte jouer essentiellement le rôle de facilitateur/catalyseur, en renforçant ses partenariats et cofinancements avec les institutions multilatérales et bilatérales, le secteur privé et les initiatives de financement mondial dans les domaines des infrastructures et de l'agriculture. La Direction a expliqué qu'elle avait choisi l'Agriculture comme pilier II, incluant la gestion des ressources naturelles, pour mieux s'aligner sur les objectifs et priorités du gouvernement, mais aussi compte tenu du rôle du secteur dans le développement du pays et de l'avantage comparatif de la Banque en la matière dans la région. La gouvernance sera partie intégrante de toutes les activités de la Banque dans le pays et la Banque poursuivra un dialogue étroit avec le gouvernement, dans le cadre de la coopération au développement, afin de contribuer à l'amélioration de la gouvernance au pays. La Direction a également donné l'assurance au Comité qu'elle avait tenu compte des faiblesses et contraintes identifiées dans le cadre du DSP précédent et que des mesures appropriées avaient été prises, notamment le renforcement des capacités, l'organisation des formations techniques ainsi que le dialogue régulier avec les différentes parties prenantes. Toutes les

Observations

Document Réponse

manière dont cette question sera intégrée dans les autres domaines, demandant également qu'elle soit bien reflétée dans les deux piliers. Concernant toujours la gestion des ressources naturelles, les Administrateurs ont demandé que soit inclus dans le document un paragraphe sur l'exploitation du gaz, vu la place importante qu'occupera l'exploitation du gaz dans le développement économique du pays. En outre, les membres du comité et les autres Administrateurs présents ont invité la Direction à tenir compte des faiblesses ainsi que des contraintes spécifiques identifiées dans le cadre du DSP précédent, afin de prendre les mesures appropriées pour y remédier. Certains membres se sont demandé si l'alignement du DSP sur le Plan quinquennal du gouvernement n'affectera pas la mise en œuvre du DSP après 2019, année où le plan quinquennal arrive à terme, et ont demandé que cette question soit prise en compte lors de la revue à mi-parcours du DSP. Enfin, les Administrateurs ont invité la Direction à fournir suffisamment d'efforts pour s'assurer que la version complète du DSP 2017-2021 est disponible le plus tôt possible.

dispositions seront prises pour faire en sorte que la version complète du DSP soit disponible dans la première moitié de décembre 2017

Pour renforcer la sélectivité, les titres des piliers ont été précisés davantage en termes de champ sectoriel. Les piliers sont les suivants : **1) Aménagement des infrastructures pour permettre une croissance transformatrice inclusive et la création d'emplois ; et 2) Appui à la transformation de l'agriculture et au développement de la chaîne de valeur.** Les interventions proposées au titre de chaque pilier sont étroitement alignées sur la spécificité stratégique de chaque pilier. Les projets d'investissement mettent l'accent sur l'énergie, le transport et l'agriculture. Les projets proposés ont de multiples impacts positifs. Voir Chapitre 1 — Présentation détaillée des piliers, ainsi que le § 43.

La prise en compte de la gouvernance dans le DSP passera d'abord par le règlement des problèmes liés à la gouvernance sectorielle dans le cadre des piliers respectifs ; ensuite par le règlement du problème de gouvernance plus précisément dans la gestion des ressources naturelles. La Banque a sélectivement ciblé la GFP liée aux domaines qui ont besoin d'urgence d'appui dans les secteurs d'intervention choisis. En outre, un programme de connaissances sur la stabilité macroéconomique est proposé, prévoyant des brèves notes d'orientation et des études consultatives pour aider à la réduction de la dette, à la mobilisation des ressources internes et à la gestion des recettes, sans oublier le cadre de financement des investissements publics dans des domaines prioritaires stratégiques donnés du DSP, dont la revue du cadre national des PPP. Voir § 60 pour la liste des activités hors prêt.

#	Observations	Document	Réponse
			La gestion des ressources naturelles relève stratégiquement de l'approche transversale de la gouvernance. La Banque propose un programme de travail spécifique sur les connaissances relatives à la gestion des ressources naturelles, qui comprendra des conseils en matière de gestion des recettes fiscales tirées des ressources naturelles. Voir § 57 pour le détail des activités de gouvernance.
2.	<i>Évolution politique et économique du pays : Les Administrateurs présents ont exprimé des inquiétudes quant au niveau élevé d'endettement du Mozambique et ont estimé qu'il serait préférable que le pays n'ait pas accès au guichet BAD jusqu'à ce qu'il puisse assurer la viabilité de sa dette. Certains Administrateurs ont demandé des précisions sur la situation de fragilité dans laquelle se trouve le pays, faisant référence à un rapport récent de la Banque mondiale. Les Administrateurs présents ont également demandé qu'un accent particulier soit accordé à la réduction des inégalités régionales observées dans le pays. Enfin certains Administrateurs ont proposé que les ressources disponibles soient orientées aux projets à impact social et économique.</i>	DSP § 42, § 61 et Annexe XV	La Direction a donné l'assurance au Comité que le pays n'aura pas accès au guichet BAD aussi longtemps que la viabilité de sa dette ne sera pas assurée. En ce qui concerne la situation de fragilité dans laquelle se trouve le pays la Direction a fait savoir au Comité qu'elle travaille actuellement en étroite collaboration avec la Banque mondiale au niveau local pour évaluer la situation.
		Document	Voir § 61 sur la non-éligibilité au guichet BAD ; voir l'Annexe XV pour l'évaluation globale de la fragilité. Voir § 42 pour les principales innovations dans la stratégie qui comprennent la correction spatiale des inégalités. Voir l'Annexe I pour une liste complète des projets à fort impact sur l'agriculture, le transport et l'énergie.
	Observations		Réponse

RECOMMANDATIONS

3.	<i>Mieux définir les piliers proposés afin d'assurer la clarté des objectifs et des activités programmées</i>	DSP	Pour renforcer la sélectivité, les titres des piliers ont été précisés davantage en termes de champ sectoriel. Les piliers sont les suivants : 1) Aménagement des infrastructures pour permettre une croissance transformatrice inclusive et la création d'emplois ; et 2) Appui à la transformation de l'agriculture et au développement de
----	---	-----	---

# Observations	Document	Réponse
		<p>la chaîne de valeur. Les interventions proposées au titre de chaque pilier sont étroitement alignées sur la spécificité stratégique de chaque pilier. Les projets d'investissement mettent l'accent sur l'énergie, le transport et l'agriculture. Les projets proposés ont de multiples impacts positifs. Voir Chapitre 1 — Présentation détaillée des piliers, ainsi que le § 43.</p>
<p>4. <i>Assurer une meilleure sélectivité pour un impact plus marqué</i></p>	<p>DSP — Section 4.1 et Annexe XVI II</p>	<p>Pour assurer la sélectivité stratégique et un impact plus marqué, une méthodologie rigoureuse a été utilisée. Voir la Section 4.1. : justificatif et sélectivité stratégique et l'Annexe XVIII : Processus d'établissement de critères de sélection de la stratégie du DSP</p>
<p>5. <i>Fournir de plus amples détails sur la manière dont la gouvernance sera préservée dans les autres domaines et veiller à ce que la gouvernance soit bien prise en compte dans les deux piliers</i></p>	<p>DSP — § 57</p>	<p>La prise en compte de la gouvernance dans le DSP passera d'abord par le règlement des problèmes liés à la gouvernance sectorielle dans le cadre des piliers respectifs ; ensuite, par le règlement du problème de gouvernance plus précisément dans la gestion des ressources naturelles. La Banque a sélectivement ciblé la GFP liée aux domaines qui ont besoin d'urgence d'appui dans les secteurs d'intervention choisis. En outre, un programme de connaissances sur la stabilité macroéconomique est proposé, prévoyant des brèves notes d'orientation et des études consultatives pour aider à la réduction de la dette, à la mobilisation des ressources internes et à la gestion des recettes, sans oublier le cadre de financement des investissements publics dans des domaines prioritaires stratégiques donnés du DSP, dont la revue du cadre national des PPP. Voir référence spécifique à la gouvernance et à son traitement dans le DSP au paragraphe 57. .</p>
<p>6. <i>Tenir compte des ressources limitées disponibles en priorisant les projets à impact social et économique ;</i></p>	<p>DSP — Section 4.1 et plus précisément le § 36 et Section 4.6</p>	<p>Compte tenu du volume très limité des ressources concessionnelles disponibles pour le Mozambique (voir section 4.6 sur les ressources disponibles), la Banque a identifié une série de critères clés de sélectivité pour déterminer les choix stratégiques et opérationnels du DSP afin de mieux appuyer la transformation économique et le développement socioéconomique général du pays. Voir Section 4.1 et</p>

#	Observations	Document	Réponse
			spécifiquement le paragraphe 36 où les ressources financières limitées constituent le pont de départ de la sélectivité stratégique.
7.	<i>Respecter les conditions d'accès au guichet BAD et assurer la soutenabilité de la dette avant d'ouvrir l'accès au guichet BAD</i>	DSP — § 63	Le Mozambique ne remplit pas les conditions requises pour accéder aux ressources souveraines non concessionnelles de la BAD. Un dialogue étroit sera engagé avec le GM en vue de résoudre les problèmes macroéconomiques majeurs, notamment la gestion de la dette et la mobilisation efficace des ressources intérieures, en ce qui concerne tout particulièrement le secteur des ressources naturelles, dans la perspective, à long terme, d'accéder aux financements souverains de la BAD.
8.	<i>Inclure un paragraphe dans le document concernant l'exploitation du gaz</i>	DSP — § 26 et Encadré 3	Une discussion détaillée sur le secteur du gaz ainsi que sur les projets de grande envergure actuels et programmés dans le secteur figure au paragraphe 26 et à l'Encadré 3 – Le projet de gaz naturel de Rovuma
9.	<i>Prendre les mesures nécessaires, en particulier pendant la revue à mi-parcours du DSP, pour assurer que la réserve de projets du DSP conserve sa pertinence après le Plan quinquennal du gouvernement (2014-2019)</i>	DSP — § 65	La revue à mi-parcours du DSP, programmée pour 2020, offrira l'occasion de réévaluer, et si nécessaire, de réaligner les objectifs stratégiques sur les priorités du gouvernement.
10.	.		

NOTES FINALES

-
- ¹ Les fortes fluctuations de la valeur du metical par rapport au dollar EU depuis 2014 ont sérieusement impacté le PIB et le RNB du pays. Même en réalisant encore un taux de croissance moyen annuel du PIB réel de 5,3 % entre 2014 et 2016, exprimé en USD, le PIB du Mozambique est passé de 16,9 milliards d'USD en 2014 à 14,5 milliards d'USD en 2015 et à 11 milliards d'USD en 2016.
- ² Compte tenu de la prépondérance du secteur agricole et de l'usine d'aluminium de Mozal dans le secteur de la production manufacturière (c.-à-d. 80 % du secteur et 25 % des exportations du pays), la composition du PIB annuel est vulnérable aux variations temporaires intervenant dans les campagnes de production agricole et dans le cours mondial de l'aluminium. Les inondations dévastatrices qui ont eu lieu au début de 2000 ont réduit la croissance du PIB à 2,1 % cette année-là, affectant essentiellement la production agricole et altérant la composition du PIB de 2000. En 2002, le secteur de l'agriculture s'était intégralement redressé et représentait 24 % du PIB.
- ³ Le projet de la fonderie d'aluminium de Mozal a été le premier mégaprojet du Mozambique après l'indépendance. L'on considère que l'investissement de 1 milliard d'USD, réalisé par BHP Billiton en 1998, a ouvert la porte de l'économie mozambicaine aux grands IDE. Il a dopé la part du secteur industriel dans le PIB, qui est passée de 14 % en 1995 à 20 % en 2000. Depuis lors, le secteur a sous-tendu l'économie. En 2016, Mozal a contribué pour 25 % aux exportations, 6,3 % du PIB et pour 73,3 % à la production industrielle.
- ⁴ Seulement 0,7 % des entreprises peuvent prétendre au statut de petites entreprises (5-49 employés) et 0,02 % d'entre elles a la taille d'une moyenne entreprise (50-100 employés).
- ⁵ Le projet de Mozal a été suivi par de multiples projets de grande envergure, d'un coût de plusieurs milliards d'USD, orientés vers les exportations, et financés par des capitaux étrangers, dans le gaz naturel (2001), le titane (2005) et le charbon (2005 et 2007), connus localement sous l'appellation « mégaprojets », et qui servent de catalyseurs de la croissance économique.
- ⁶ Le Mozambique produit du gaz à l'intérieur des terres depuis 2004, à partir de ses champs gaziers à l'intérieur des terres de Pande et Temane, dans la province d'Inhambane (centre du pays) avec des réserves prouvées de 3,2 mille milliards de pieds cubes.
- ⁷ Un nouveau gouverneur de la Banque centrale, M. Rogerio Zandamela, a été nommé en septembre 2016, en remplacement de M. Ernesto Goveia, qui a exercé les fonctions de gouverneur de la Banque du Mozambique pendant 20 ans. Le nouveau gouverneur est arrivé à un moment où le taux d'inflation était de 20 % et où le metical subissait la plus grosse dévaluation par rapport à l'USD jamais enregistrée par l'ensemble des monnaies africaines.
- ⁸ Le Mozambique a engrangé des recettes exceptionnelles provenant de l'imposition de plus-values ponctuelles liées à la consolidation des structures de propriété du gaz dans le Bassin de Rovuma. Entre 2012 et 2015, plus de 1,3 milliard d'USD ont été reçus à titre de taxes sur les plus-values, ce qui a permis de réduire les déficits budgétaires globaux et d'accroître les réserves en devises.
- ⁹ Confrontés à l'affaire des « dettes cachées », les partenaires au développement, y compris la BAD, qui octroient un appui budgétaire général, ont suspendu les décaissements. L'ensemble de l'appui budgétaire représentait en moyenne 2 à 3 % du PIB et 5 à 6 % du budget. En outre, certains partenaires au développement ont en outre suspendu les décaissements aux fonds communs. Pour de plus amples informations sur les dettes cachées, voir
- ¹⁰ Sur la période 2011-15, en moyenne, le Mozambique a réussi à affecter chaque année 13 % du PIB aux dépenses d'équipement, pourcentage relativement élevé, si on le compare à celui d'autres pays africains. Entre 2016 et 2017, les dépenses d'équipement étaient réduites à 4 %.
- ¹¹ La tendance négative en matière de recouvrement des recettes procède de la baisse des bénéfices due au ralentissement économique, tandis que les taxes sur les biens et services sont estimées à 43 % du total en 2018, soit une augmentation de 15 % tirée par la TVA. Malgré son expansion rapide, le secteur extractif ne génère pas encore des recettes importantes, compte tenu de l'amortissement de l'investissement et des pertes d'exploitation antérieures.
- ¹² À fin 2017, les montants des arriérés du secteur public en paiement d'intérêts aux créanciers privés, et des arriérés au secteur privé ne sont pas précis mais sont estimés à plus de 5,5 % du PIB.
- ¹³ Ces chiffres sont des estimations de la Banque mondiale pour 2017, et ne prennent pas en compte la dette non garantie des sociétés du secteur public.
- ¹⁴ La situation du Mozambique concernant les 5 seuils de soutenabilité de la dette pour un pays à faible revenu (valeur/plafond) est la suivante : valeur actualisée de la dette garantie par l'Etat rapportée au PIB de 67 %/40 % (plafond) ; Valeur actualisée de la dette garantie aux exportations de 232 %/150 % ; Valeur actualisée de la dette publique et de la dette garantie par l'Etat rapportée aux recettes 293 %/250 % ; Service de la dette publique et de la dette garantie par l'Etat rapporté aux recettes de 26,5 %/20 % ; Service de la dette publique et de la dette garantie par l'Etat rapporté aux exportations de 23 %/20 %.
- ¹⁵ Le stock total de la dette intérieure est estimé à 5,3 milliards d'USD. L'augmentation rapide de l'emprunt intérieur témoigne de la difficulté que connaît le gouvernement pour adapter ses dépenses à la baisse des financements des donateurs et pour maîtriser les finances publiques.
- ¹⁶ La dette commerciale représente 17 % du total de la dette publique et de la dette garantie par l'Etat de 10,2 milliards d'USD, et 7 % du PIB.
- ¹⁷ Les mégaprojets liés aux IDE sont évalués à en moyenne à 2,6 milliards d'USD en 2011-16, contrastant avec le montant inférieur à 200 millions d'USD en 2017.
- ¹⁸ Le chemin de fer et le port de Nacala, actuellement le plus gros projet en cours en Afrique, est une voie ferrée de 912 km, de la province de Tete province au port de Nacala, via le Malawi, d'un montant de 5 milliards d'USD, dont la BAD finance 300 millions d'USD au moyen d'un prêt institutionnel privilégié.
- ¹⁹ Exception faite des réexportations de combustible vers le Zimbabwe.

-
- ²⁰ L'Indice de complexité économique (ICE) de Harvard University, <http://atlas.cid.harvard.edu>
- ²¹ Techniquement, les Pays-Bas sont le pays officiel exportant de l'aluminium brut et important des barres d'aluminium de Mozal, ce qui en fait le 1^{er} partenaire commercial du Mozambique, avec 32 % des exportations et 7 % des importations.
- ²² Les entrepreneurs individuels représentent 93 % de toutes les entreprises, tandis que les microentreprises (1 à 4 employés) représentent 6,6 %, et les petites entreprises (5 à 49 employés), 0,7 %. Seulement 0,02 % des entreprises sont de taille moyenne, employant entre 50 et 100 employés.
- ²³ KPMG – Enquête sur les services bancaires et financiers – octobre 2016
- ²⁴ L'indice de compétitivité globale - Edition 2017-2018
- ²⁵ Institut national des statistiques (INE) - Inquérito ao Orçamento Familiar - IOF 2014/15 (IOF14)
- ²⁶ Institut national des statistiques (INE) - Inquérito ao Orçamento Familiar - IOF 2014/15 (IOF14)
- ²⁷ 57,8 % de femmes contre 53,9 % d'hommes.
- ²⁸ Programme des Nations unies pour le développement (PNUD) Rapport sur le développement humain, 2017
- ²⁹ Global Climate Risk Index, Germanwatch, 2017
- ³⁰ Fonds d'investissement, 2012
- ³¹ Le Mozambique a présenté en février 2018 ses contributions prévues déterminées au niveau national (CDN), en conformité avec la CCNUCC (2015) – « Adoption de l'Accord de Paris ».
- ³² Cela concerne uniquement les infrastructures publiques, à l'exclusion des besoins en infrastructures privées liées aux industries extractives, et calculés en 2011. Banque mondiale 2011 – Diagnostic national des infrastructures africaines
- ³³ Le projet de chemin de fer et de port de Nacala, actuellement le plus gros projet d'infrastructure en cours en Afrique, est longue de 912 km de voies ferrées, reliant la province de Tete au port de Nacala, via le Malawi, d'un coût de 5 milliards d'USD, dont la BAD finance 300 millions d'USD, au moyen d'un prêt institutionnel privilégié. Le projet a permis une augmentation des exportations de charbon du Mozambique, qui a eu un grand impact sur la croissance du PIB du pays en 2017 (77 % du total de la croissance du PIB).
- ³⁴ Le développement intégré de l'agriculture peut tirer parti de la création des zones de transformation des produits de base (ZTPB). Ces zones sont des initiatives de développement spatial basé sur l'agriculture, conçues pour concentrer des activités agroindustrielles/industrielles dans des régions à fortes potentialités agricoles afin de doper la productivité et intégrer la production, la transformation et la commercialisation de produits agricoles choisis. Les ZTPB offriront un écosystème où des installations partagées permettront l'interaction de producteurs agricoles, d'industriels, de groupes et de distributeurs pour opérer dans la proximité afin de réduire les frais de transaction et partager les services de développement des entreprises pour une productivité et une compétitivité plus grandes.
- ³⁵ P. ex. Les rendements céréaliers représentent 1/4 à 1/3 à ceux de la Zambie et du Malawi
- ³⁶ En 2012, seuls 6,5 % des petits exploitants agricoles avaient accès aux services de vulgarisation, tandis qu'environ 9 % seulement des petits exploitants agricoles utilisaient des semences améliorées de maïs et 1% de riz.
- ³⁷ Banque mondiale 2015
- ³⁸ *Irish Aid 2017 - Prospects and Challenges: Mozambique's Growth and Human Development Outlook to 2040*
- ³⁹ *Agro-poles or Staple Commodities Processing Zones (or in some instances may also be known as Agro-Industrial Parks, Agribusiness Parks, Mega Food Parks, Agro-industrial clusters) are agro-based spatial development initiatives, designed to concentrate agro-processing activities within areas of high agricultural potential to boost productivity and integrate production, processing and marketing of selected commodities.*
- ⁴⁰ L'initiative du corridor de croissance agricole de Beira est l'initiative de "pôle agricole" le plus développement. Il s'agit d'un partenariat entre le gouvernement mozambicain, les investisseurs, les organisations d'agriculteurs et les organismes internationaux, lancé en 2010 dans l'objectif de promouvoir des investissements accrus dans l'agriculture commerciale et l'agroindustrie dans le corridor de Beira (les provinces de Tete, Sofala et Manica), dans le centre du pays, reliant par réseaux routier et ferroviaire le port de Beira à la Zambie, au Malawi et au Zimbabwe. L'on estime que ses divers microclimats peuvent soutenir la culture de 10 millions d'hectares, 44 % de la totalité des terres arables du pays pour des produits agricoles assortis, mais seulement 3 % environ de ce domaine est actuellement en cours d'utilisation commerciale. Le corridor pourrait appuyer la production à grande échelle du maïs, du riz, du soja, de la canne à sucre, de l'horticulture, l'exploitation volailles et de bétail. <http://beiracorridor.org/>.
- ⁴¹ Les épargnes nettes ajustées peuvent être utilisées pour déterminer si un pays réinvestit les ressources tirées de l'industrie extractive dans d'autres formes d'investissements (p. ex. humains, physiques, etc.)
- ⁴² En 2010, la part du capital physique dans la richesse totale était de 5%, tandis qu'en ASS, elle était en moyenne de 13 % (Banque mondiale, 2014).
- ⁴³ Le premier mégaprojet dans le secteur du gaz était le projet Sasol, également financé par la BAD, qui a lancé les activités en 2004. Le projet explore les réserves à l'intérieur des terres des champs de Pande/Temane, avec des réserves prouvées de 3,2 mille milliards de pieds cubes.
- ⁴⁴ La première décision d'investissement dans l'exploration du gaz naturel dans le bassin de Rovuma a été prise par ENI en 2017, pour l'exploration du champ au large des côtes de Coral, en utilisant un vaisseau flottant de liquéfaction de gaz naturel. Le vaisseau explorera les réserves prouvées de 2,5 mille milliards de pieds cubes. Cependant, le champ de Coral représente environ 1,4 % du volume des réserves totales estimatives situées dans le bassin de Rovuma.
- ⁴⁵ Institut de gouvernance des ressources naturelles, 2017.
- ⁴⁶ *SE4All 2017- Global Tracking Framework.*
- ⁴⁷ En raison des accords d'exportation à long terme, la production effective disponible sur place n'est que de 35 %.
- ⁴⁸ Les principaux objectifs de développement des corridors sont : i) relier les zones dispersées du pays pour assurer l'inclusion sociale, ii) relier les zones fertiles ou riches en ressources naturelles aux marchés, et iii) utiliser la situation géographique du pays come plaque tournante régionale.
- ⁴⁹ Il possède des ressources renouvelables estimatives en eau de 217 milliards de m3, dont plus de 50 % sont des flux provenant des pays en amont.
- ⁵⁰ Le pays n'a pas atteint les OMD pour l'eau et l'assainissement dans les zones urbaines et Rurales, dont 70 % devaient être atteints en 2015. 26 % seulement ont été atteints.
- ⁵¹ Banque mondiale, 2004 – Rapport établi pour le Programme national de mise en valeur de l'eau
- ⁵² C'est la conséquence de la crise de liquidité que connaît le gouvernement, et c'est une situation qui affecte l'ensemble de la communauté des donateurs.

-
- ⁵³ La 2^e priorité du PQG est l'aménagement des infrastructures économiques et sociales par la croissance durable et l'amélioration de la qualité des infrastructures socioéconomiques essentielles en vue de la promotion des activités de production du secteur privé, en privilégiant les études, la construction, la réhabilitation et l'entretien des infrastructures à fort impact social et économique, en particulier l'alimentation en eau pour l'agriculture irriguée, et dans les zones urbaines et rurales, les barrages, les routes et les ponts. Sa 3^e priorité, la promotion de la production et de la productivité agricoles, dans l'optique d'accroître l'emploi et la production, et d'améliorer la compétitivité de l'économie et des entreprises nationales, tirées par l'agriculture orientée vers le marché, avec une forte participation de la famille et du secteur privé, en vue de créer des emplois et du revenu, d'assurer la sécurité alimentaire et nutritionnelle, la fourniture de matières premières pour l'industrie nationale, et de produire des excédents pour l'exportation.
- ⁵⁴ En particulier les études économiques sectorielles (EES) relatives au Plan d'action pour l'économie verte et la Note d'orientation du séminaire de haut niveau sur la gestion ressources tirées du charbon et du gaz.
- ⁵⁵ L'objectif est la croissance durable et l'amélioration de la qualité des infrastructures socioéconomiques essentielles en vue de la promotion des activités de production du secteur privé, en privilégiant les études, la construction, la réhabilitation et l'entretien des infrastructures à fort impact social et économique, en particulier l'alimentation en eau pour l'agriculture irriguée, et dans les zones urbaines et rurales, les barrages, les routes et les ponts.
- ⁵⁶ La Banque étouffera ses partenariats actuels et s'attachera à en nouer de nouveaux, notamment avec la JICA, le Fonds mondial pour la nature (WWF), le Département pour le développement international (DfID), le Fonds nordique pour le développement (NDF), le Canada, le Fonds pour l'environnement mondial (FEM), le Fonds vert pour le climat (GCF).
- ⁵⁷ L'allocation indicative globale basée sur la performance (PBA) du pays a été régulièrement affecté par la baisse des notes de l'EPIP et de la performance du portefeuille. L'allocation au titre du FAD-14 est de 32 % inférieure celle du FAD-13, qui à son tour était inférieure de 34 % à l'allocation du FAD-12.

Conférence des Nations unies sur le commerce et le développement en 2012

KPMG – Enquête sur les services bancaires et financiers – octobre 2016

Indice de compétitivité mondiale - Édition 2017-2018

Institut national de la statistique (INE) - *Inquérito ao Orçamento Familiar* - IOF 2014/15 (IOF14)

Mozambique jobs diagnostic (World Bank, 2017).

Mozambique jobs diagnostic (World Bank, 2017).

World Bank 2015 Service Delivery Indicators (SDI) report

Programme des Nations unies pour le développement (PNUD) Rapport sur le développement humain, 2017

Global Climate Risk Index, Germanwatch, 2017

Fonds d'investissement climatique, 2012